

**HISTOIRE POLITIQUE
DU MOUVEMENT DES FOYERS SONACOTRA**

**Groupe pour la fondation
de l'Union des Communistes de France Marxiste-Léniniste**

1981



INTRODUCTION

LA GREVE DES FOYERS SONACOTRA.

Pendant 5 ans, du début 75 à la fin 79, l'affrontement entre plusieurs milliers (jusqu'à 35 000) d'ouvriers immigrés des foyers et de ceux qui les soutiennent face à la Sonacotra, l'État avec ses flics et ses juges, le P.C.F., la C.G.T...

Affrontement prolongé avec de nombreuses victoires face à un ennemi qui ne réussira pas pendant très longtemps à briser ce mouvement.

Une véritable lutte des classes, forgeant son unité autour d'une plate-forme commune et se dotant d'une direction authentique, indépendante des partis politiques bourgeois et des syndicats, le Comité de Coordination, mais aussi traversée de courants contradictoires.

Une formidable détermination des grévistes avec des dizaines et dizaines de manifestations nationales ou locales, des sacrifices importants (saisie-arrêts sur salaires, journées de travail perdues pour aller à un procès...), des refus de céder face aux flics (campement de Garges sous des tentes, pendant plus de 2 mois après l'expulsion du foyer...).

Quelle est l'importance dans la situation d'aujourd'hui de ce mouvement ?
Quelles leçons, quel bilan en tirer ?

A-t-il été une défaite qu'il faut vite oublier, une victoire qu'il faudrait "recopier" ?

C'est vrai, la situation actuelle est différente de celle des années passées. La situation a changé.

A) LA QUESTION DE L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS EST DEVENUE UNE QUESTION POLITIQUE CENTRALE

**** POUR LES DIFFÉRENTES FORCES BOURGEOISES** qui font toutes de la division entre français et immigrés un point essentiel de leur politique de répression, de division et d'embrigadement du peuple en France.

-**L'ÉTAT** de Giscard-Barre-Stoléru avait justement commencé, pour encercler et détruire le mouvement des foyers, à développer une politique d'ensemble raciste. Elle continue aujourd'hui avec les lois racistes comme celle votée de Bonnet ou celles en projet de Stoléru, d'Ornano, les décrets comme le décret Imbert.

.avec la protection des pratiques et attentats racistes de la police (de Marseille à Valenton...), avec les contrôles incessants et les rafles d'immigrés (Lyon...), avec les expulsions de sans-papiers ou de jeunes immigrés...

.avec sa tolérance des pires attentats fascistes et racistes, de Copernic à Bondy, en passant par Vitry, aucun agresseur fasciste organisé n'a été jamais arrêté, aucune agression d'un raciste isolé mais meurtrier réellement condamnée...

-**Le P.C.F.** par ses odieuses campagnes pour exclure les immigrés de "ses" municipalités, par ses actions de commandos racistes (Vitry), par ses pratiques de délation (Montigny...), par sa volonté de limiter et exclure les enfants d'immigrés des écoles et des colonies de vacances, par ses appels à une répression plus forte des jeunes immigrés assimilés à des "délinquants"... a fait du racisme, de l'exclusion des immigrés **SON AXE POLITIQUE PRINCIPAL AUJOURD'HUI**. Il tente aujourd'hui d'être le meilleur organisateur d'un camp raciste en France.

Tous ces bourgeois font du racisme un élément central de leur politique. Parce qu'il y a la crise et qu'ils essayent de diviser le peuple, de le mettre lui-même en crise. Mais aussi parce qu'ils ont senti la force du mouvement des foyers, et ils tentent par tous les moyens d'empêcher que se développe une force unie français et immigrés.

****POUR TOUS CEUX QUI SONT DÉTERMINÉS A S'OPPOSER A TOUTES SES POLITIQUES BOURGEOISES DE TEMPS DE CRISE ET A CONSTRUIRE UNE FORCE FACE A ELLES.** Cette question de l'unité français-immigrés est aussi une question décisive, centrale. Et cela est vrai:

. **Pour la CLASSE OUVRIERE.** Dans les usines pour organiser la résistance aux attaques patronales actuelles qui ont pour objectif de morceler la classe ouvrière, chacun défendant son "privilège" particulier, afin d'imposer les plans de restructuration. Dans la situation politique d'ensemble, pour être une classe ouvrière qui puisse jouer un rôle politique, l'unité entre ouvriers français et immigrés est une condition indispensable pour que la classe ouvrière EXISTE.

. **Pour le PEUPLE,** dans les cités, dans les quartiers. Face aux attaques contre les jeunes immigrés, les tentatives du P.C.F. d'exclure des familles immigrées entières, face aux divisions dans les écoles et le logement... le début de constitution d'une unité politique du peuple passe par l'unité entre familles françaises et immigrées, jeunes immigrés et le reste du peuple...

. **Pour la JEUNESSE,** dans les lycées et les facultés. S'engager dans le combat antiraciste est aujourd'hui le principal combat qui marque l'engagement de ces forces dans la révolte contre cette société qui ne leur offre aucun avenir, qui permette le lien entre la jeunesse, les démocrates et l'ensemble du peuple...

B) LA SITUATION ACTUELLE A AUSSI CHANGÉ, PARCE QUE DE NOUVELLES FORCES SE SONT ENGAGÉES dans le combat anti-raciste, pour l'égalité des droits français-immigrés:

-les jeunes immigrés, ripostant à tel ou tel moment à des attentats fascistes ou policiers, soutenus dans certains cas par tous les gens de cités entières (Créteil, Lyon...).

-les étudiants se levant en masse contre le décret Imbert, décret voulant interdire

pratiquement l'accès à la faculté de nombreux étudiants étrangers.

-les lycéens, se mobilisant au moment d'attentats, particulièrement après Copernic.

En même temps, ces révoltes ont encore du mal à avoir un souffle prolongé. Il est de plus en plus clair qu'aujourd'hui, face à des politiques racistes, on ne peut se contenter de la révolte seule ou de l'indignation. Il faut faire une politique prolongée, remporter des batailles.

Nous, maoïstes, y travaillons parce que cette question de l'unité français-immigrés est une des caractéristiques essentielles d'édification d'un Parti communiste de type nouveau, révolutionnaire dans la société impérialiste où nous sommes en France. Cette unité est au coeur de la nature de classe, c'est-à-dire antagonique à toutes les politiques bourgeoises, d'un processus d'édification d'un Parti Communiste: il y a un lien étroit entre l'avancée vers la construction de ce Parti et celle de l'unité politique organisée français-immigrés. Le Parti Communiste de type nouveau sera un parti de la classe ouvrière internationale de France où il n'existera pas.

Nous y travaillons:

-dans la classe ouvrière, en édifiant des noyaux communistes ouvriers, organisations des ouvriers français et immigrés s'emparant des tâches pour constituer la classe ouvrière en classe politique et dirigeant la résistance ouvrière dans les usines.

-dans le peuple, en développant les C.P.A.C., organisations de l'unité politique du peuple contre toutes les politiques de divisions et d'embrigadement de l'État et du P.C.F.

Nous soutenons par ailleurs le développement des Permanences Anti-Expulsion, authentique organisation anti-raciste sur des positions de classe et travaillant à l'unité français-immigrés. Issues d'un premier bilan du mouvement Sonacotra, créés dès 1977, les P.A.E. sont elles aussi une organisation indépendante de tous partis

bourgeois et syndicats, et se fixent pour tâches d'organiser tous ceux qui veulent édifier un camp et un courant d'unité français-immigrés anti-racistes: par la riposte à tous les actes racistes (attentats, expulsions, contrôles, décrets et lois racistes, politique de répartition du P.C.F.), par une propagande pour l'unité français-immigrés contre toutes les campagnes racistes (de l'État, du P.C.F... et des racistes isolés)

Dans cette situation nouvelle, pourquoi connaître et discuter l'histoire du mouvement des foyers Sonacotra ?

Il est vrai tout d'abord qu'à l'époque de ce grand mouvement, la situation n'était pas exactement la même. Mais c'est justement dans cette période et en grande partie grâce à ce mouvement que cette question de l'unité français-immigrés, de l'égalité des droits est devenue une question centrale en France. C'est dans cette période que les politiques bourgeoises ont commencé à se développer, que le P.C.F. a montré clairement son visage raciste (faut-il rappeler que ses premières affiches sur le " seuil de tolérance " date déjà de ce moment). C'est dans ce mouvement des foyers que se sont développées les grandes questions qui sont débattues aujourd'hui:

. " Est-il juste de se battre pour l'égalité complète des droits, y compris politiques, entre français et immigrés. Et quel est le contenu réel de ce mot d'ordre ? "

. " Les ouvriers immigrés peuvent-ils et doivent-ils faire de la politique, au même titre que les français ? " .

. " L'unité français-immigrés est-elle une nécessité, qui doit se traduire par une organisation en commun ? Ou peut-on se suffire d'une simple solidarité ? " .

...autant de questions et bien d'autres débattues et auxquelles le déroulement du mouvement apporte des premières réponses décisives.

C'est pourquoi il est essentiel pour tous:

/ DE CONNAITRE L'HISTOIRE RÉELLE DE CE GRAND

MOUVEMENT de masse, porteur du combat pour l'égalité des droits. Il doit faire partie de la mémoire de toute la classe ouvrière et du peuple en France. Face à tous ceux qui veulent faire oublier le rôle historique des ouvriers immigrés dans la lutte de classe ces dernières années en France dans ces dernières années, face à tous ceux qui veulent masquer leur rôle d'ennemis farouches, racistes, de cette fraction de la classe ouvrière, de ce combat et de l'unité français-immigrés, comme le P.C.F.

Connaître l'histoire réelle de ce mouvement, c'est en connaître les différents courants qui l'ont traversé, dans sa direction le C.C., chez les résidents, chez ceux qui le soutenaient. Et comprendre que l'affrontement entre ces courants venaient de l'existence d'idées ou de politiques bourgeoises à l'intérieur même du mouvement, mais aussi de l'opposition entre points de vue anciens (comme ceux hérités par exemple de l'organisation des immigrés pendant la guerre d'Algérie) et points de vue nouveaux sur les formes d'organisation, sur l'unité entre grévistes et soutien, entre ouvriers immigrés et français. Connaître l'histoire réelle, ses victoires comme ses échecs, c'est comprendre le rôle des différentes politiques dans un mouvement.

Tous ces points sont largement repris dans la première partie, **I'HISTOIRE DU MOUVEMENT** .

/ de tirer, à travers la question du soutien à ce mouvement les leçons sur **QUELLE EST LA VOIE JUSTE POUR ÉDIFIER UNE UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS SOLIDE** .

Et en quoi certaines conceptions présentes dans le mouvement d'organisations séparées, immigrés d'un côté, français de l'autre ont affaibli le mouvement. Et comment les maoïstes sont intervenus dans cette question, les leçons pour aujourd'hui. Points développés dans la partie du texte **SUR LA QUESTION DU SOUTIEN**.

/ **DE DÉBATTRE ENFIN**, et cela est particulièrement important pour les camarades des foyers qui se posent aujourd'hui la question de leur rôle et place politique en France, comme pour tous ceux travaillant à organiser avec nous l'unité

politique français-immigrés dans un Parti de type nouveau, **DU BILAN POLITIQUE D'ENSEMBLE DE CE MOUVEMENT**. En quoi peut-on réduire le bilan de ce mouvement aux seuls résultats des négociations qui furent en retrait par rapport aux objectifs initiaux, ce qui alimente aujourd'hui le courant des " défaitistes ", de ceux partisans du repli sur soi, par nationalités, ou au contraire comme un mouvement portant la question du rôle politique des ouvriers immigrés aujourd'hui en France. Quel fut le rôle politique de ce point de vue du C.C. Quelles a été le travail des maoïstes de l'U.C.F.M.L., ses forces et ses insuffisances. Points traités dans les deux premières parties et re-développés dans la troisième de conclusion.

Les 3 périodes du mouvement

INTRODUCTION

Les grands mouvements de grève d'O.S. principalement immigrés qui s'étaient développées dans les usines de 1971 à 1975 à Renault, à Pennaroya, à Girosteel... contre l'organisation capitaliste du travail, les cadences, les conditions de travail et de sécurité, le mouvement ouvrier et populaire contre la circulaire Marcellin-Fontanet et les attentats racistes, avec pour centre de gravité les grèves de la faim pour obtenir " les papiers ", ont marqué historiquement en France l'apparition des immigrés comme force sociale et politique.

Cette participation massive des ouvriers immigrés à la lutte de classes est vite entrée en contradiction avec les projets et les pratiques d'embrigadement et d'isolement de ces camarades immigrés dans des foyers-prisons. En effet, depuis quelques années déjà, l'État avec l'appui des révisionnistes du P.C.F., avait fait construire par l'intermédiaire de sociétés gestionnaires (Sonacotra, ADEF, AFRP...)

de très nombreux foyers. Ils comptaient ainsi résorber les bidon-villes, qui échappaient à leur contrôle, et étendre en pleine période d'expansion l'espace capitaliste d'exploitation des ouvriers en matière de logement.

71-75 est une période qui correspond aux premières tentatives de grèves des loyers, d'organisation des résidents pour briser l'encerclement politique et social qui imposait le système des foyers-prisons. C'est la période des premières révoltes contre les gérants racistes, souvent d'anciens colons ou sous-officiers de l'armée coloniale, cherchant contre les résidents une revanche de leur défaite historique en Indochine et en Algérie.

C'est la période où se forgeait la volonté des résidents de briser les règlements intérieurs, véritablement despotiques qui permettaient au gérant d'expulser qui il voulait, de pénétrer dans les chambres à l'aide d'un passe-partout à n'importe quelle heure de la journée et de la nuit. Règlement qui interdisait aux résidents de recevoir librement, de se réunir, d'afficher, d'utiliser les pièces collectives pour les animations culturelles et politiques de leur choix.

Les deux faits les plus marquants de cette période dans les foyers de la région parisienne furent d'un côté l'épisode tragique de Villejuif, ultime aboutissement de la politique de la Sonacotra, et d'autre part la grève d'avant-garde qu'ont menée les résidents du foyer des Grésillons en 1974.

Après une grève en 72, le gérant du foyer de Villejuif amené une politique systématique de division entre ouvrier algériens et maliens; division par étages et escaliers, division par des ragots, par des privilèges accordés à certains et pas à d'autres... Cette politique, dans une situation où les conditions de logement étaient difficiles (foyer très bruyant aux murs " épais comme du papier à cigarettes ", hausse constante des loyers) a abouti à une violente bagarre entre résidents: un mort et deux blessés.

A l'opposé, les résidents du foyer des Grésillons à Gennevilliers, organisés avec les maoïstes de l'U.C.F.M.L., déclenchent la première grève de foyer qui sera

porteuse du futur programme du mouvement, la future plate-forme du Comité de Coordination. 4 mois de grève et de combats parfois violents contre la Sonacotra, son gérant (certainement l'un des plus racistes et fascistes), des descentes de flics, des expulsions de logements, mais aussi des succès comme les journées "portes-ouvertes ", de grandes assemblées générales, une grande unité entre résidents de plusieurs nationalités. Le tout accompagné d'épisodes épiques, comme les "planques " des "français " dans certaines chambres pour échapper au gérant et aux flics, l'alimentation électrique lors de portes ouvertes venant des cités d'à côté (le gérant avait coupé l'électricité...).

Grande période de lutte de classes où la plupart des questions politiques qui vont apparaître dans le mouvement lui-même, se posent dès ce moment-là: comment organiser l'unité des résidents de plusieurs nationalités ? Comment faire face au gérant et à ses manoeuvres ? Les flics et les expulsions de foyer ? L'isolement du foyer par rapport au reste de la ville ? Comment diriger les négociations contre la Sonacotra ? Quelle politique contre le P.C.F., la C.G.T. et les amicales ? Quels rapports politiques d'unité et de différence avec les maoïstes de l'U.C.F.M.L. ?

C'est aussi la période où l'U.C.F.M.L. se lie aux révoltes et combats politiques de classes, en particulier à ceux menés par la fraction immigrée de la classe ouvrière. Ce travail politique prolongé se concrétise en outre par le soutien au mouvement de masse qui s'affronte tant à l'État qu'au P.C.F., par l'élaboration du mot d'ordre: " Français- immigrés, égalité des droits ", la grande directive de l'unité du prolétariat international de France et de la construction de son Parti communiste de type nouveau, dont l'étape est celle des noyaux ouvriers.

Travail de systématisation du contenu de classe des révoltes populaires et ouvrières, travail d'organisation des résidents face aux deux bourgeoisies, travail de propagande, travail d'édification du Parti, ont permis d'être des arrières politiques essentiels pour que prennent corps, au-delà de la simple révolte, un puissant mouvement de masse contre les foyers-prisons, pour l'égalité des droits, et l'unité de

la classe ouvrière.

LES TROIS GRANDES ÉTAPES DU MOUVEMENT DES FOYERS SONACOTRA

Le mouvement des foyers dirigé par les premiers comités de résidents qui vont former par la suite le Comité de Coordination (C.C.) va commencer, le 27 Janvier 75 au foyer Romain Rolland à Saint-Denis (93).

Le mouvement va connaître trois grandes étapes:

- **LA PREMIERE, DE JANVIER 75 AU MOIS D'AOUT 76** est caractérisée par une très grande offensivité de classe tant contre la Sonacotra, l'Etat, que contre la C.G.T. et le P.C.F. Elle butera sur l'épineux problème des négociations avec la Sonacotra, de la force pour imposer la plate-forme.

- **LA SECONDE D'AOUT 76 A DECEMBRE 78** sera caractérisée par une relative stabilisation de la grève, par un repli sur soi, sur les foyers, par une certaine volonté de s'isoler du reste de la lutte de classes. Cette période sera centrée sur les difficultés de s'opposer aux saisies-arrêts sur salaires.

- **LA TROISIEME ÉTAPE DE JANVIER 79 A DECEMBRE 79** sera caractérisée par la difficulté de résister à une offensive sans précédent de l'Etat: les expulsions de foyer. Cette offensive sera préparée par un vaste projet d'encerclement et d'isolement politique du mouvement: les mesures Stoléru, puis les projets de lois Barre-Bonnet, ce qui permettra à l' Etat d'attaquer brutalement les résidents: les expulsions massives des foyers.

PREMIERE PERIODE:

UNE GRANDE OFFENSIVITE DE CLASSE

(Janvier 75 - Août 76)

- I -

Le développement de la grève et la formation du Comité de Coordination

* Après de très nombreux épisodes de luttes contre un gérant particulièrement raciste, et après une nouvelle augmentation des loyers, la grève est organisée le 27 Janvier 1975 au foyer Romain Rolland. Immédiatement, les résidents donnent un sens politique à leur mouvement en inscrivant leur combat dans celui pour " les mêmes droits pour tous les ouvriers" , en refusant le système des foyers- prisons.

Une première série de revendications est formulée sur les droits (liberté dans le foyer, droit de visite, de réunion..) le retour à l'ancien loyer, des améliorations dans le foyer, le renvoi du gérant raciste (voir le tract du Comité des locataires du foyer de St-Denis, d'Avril, reprenant ces revendications – document n°1).

* A vrai dire au même moment se déroulaient d'autres grèves de loyer, en particulier au foyer Sonacotra Allende à St-Denis. Cette grève s'était déclenchée avant R. Rolland, en Septembre 1974, mais sur une toute autre base politique: " Nos revendications sont simples et faciles à accorder: mais la direction ne veut rien accorder. Pourquoi ? Les rideaux, les frigidaires, les draps, la télévision coûtent cher. C'est pourquoi la Sonacotra ne veut rien faire " (tract du Comité de Résidents d'Allende appelant à l' A.G. de dimanche 9 février 1975).

La direction de la grève était en fait au main de la C.G.T. et du P.C.F. Le Comité de Résidents était élu à bulletin secret en liaison avec la Sonacotra et la CNL (Confédération Nationale du Logement).

Ainsi, dès ce moment, deux voies politiques s'offrent aux résidents: une orientation soutenue par l'U.C.F.M.L. qui s'affronte au système même des foyers-prisons, qui le refuse comme système d'exploitation et d'oppression et qui organise les résidents sur leurs propres forces en s'appuyant sur leur détermination; une autre voie organisée par la C.G.T. qui cherche à négocier des aménagements des foyers, une simple limitation des augmentations des loyers, par l'intermédiaire de la CNL.

Cette première lutte entre deux voies ne faisait que commencer. Elle ira en s'amplifiant et sera tranchée une première fois aux yeux des masses et de l'opinion publique au meeting du 21 Février 1976 à la Mutualité.

* La grève va s'étendre d'abord relativement lentement à d'autres foyers pour connaître un large développement en Septembre 75. En effet, la nouvelle augmentation de loyer décidée par la Sonacotra au mois de Septembre 75 qui se cumule avec celle de Janvier et de Mars 75, va être le détonateur. On pourra compter jusqu'à 23 foyers en grève. Mais un problème se posait. Sur quelle base était organisée le mouvement ? Qui représentait les milliers de résidents et pourrait négocier avec la Sonacotra ? Des premières formes de coordination se formaient comme celle des foyers nord de la région parisienne avec Bezons, Colombes, Nanterre-maisons, Argenteuil rue Montigny, Butte blanche, avenue du Parc, Quai St-Denis, Sannois, Franconville, basée sur UNE revendication principale: la baisse des loyers de 100 F. D'autres se regroupaient autour du foyer Allende et de la CGT, mais fort peu déjà. D'autres encore rédigeaient des tracts en commun et établissaient des contacts. Romain Rolland, Montreuil et Bagnolet (13 Sept 75), puis Clichy, Nanterre-ville et Paris 13ème. C'était une grand période de débat, d'assemblée générale, d'"effervescence".

Le C.P.A.C. et l'U.C.F.M.L. de Gennevilliers ont au mois de Juillet 75 rédigé un " projet de programme des foyers" pour unifier les résidents sur une base politique radicalement opposée au système des foyers-prisons et empêcher les manoeuvres de la Sonacotra, des gérants ou de la C.G.T. de diviser le mouvement naissant. Ce

programme comportait une analyse de conjoncture et 8 points particuliers:

- 1) Le prix du loyer doit être fixe
- 2) Suppression du règlement intérieur
- 3) Reconnaissance du statut de locataire
- 4) Liberté totale de réunion, d'affichage
- 5) Droit de visite intégral pour chacun
- 6) Renvoi des gérants provocateurs et racistes, remplacement par des concierges
- 7) Amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité
- 8) Enfin, beaucoup de camarades immigrés habitent dans des foyers parce qu'on

les y oblige. Nous voulons des logements FI, F2, studio... pour tous ceux qui veulent faire venir leur famille...

Ce programme sera très largement discuté en particulier avec les camarades de Saint-Denis (Romain Rolland). Il constituera en fait la base à partir de laquelle la plate-forme du C.C. sera rédigée.

Le Dimanche 5 Octobre 1975 à 19 heures se déroulera la première réunion du C.C. regroupant Bagnolet, Clichy, Nanterre-ville, Paris 13eme et St-Denis R. Rolland. C'est cette réunion qui formulera la plate-forme du C.C. en tant que telle (Voir annexe).

C'est à partir de cette date que la grande question des négociations avec la Sonacotra est devenue un des problèmes politiques centraux. C'est à partir de cette date que les affrontements politiques avec la C.G.T. et le P.C.F. vont être très violents.

Le Vendredi 12 Décembre 75, la Sonacotra convoque le C.C. à une réunion. 70 camarades sont venus, bien décidés à entrer en masse et à forcer la Sonacotra à reconnaître leur volonté. Mais la Sonacotra a refusé de les reconnaître comme une organisation. Elle leur a demandé d'accepter un prétendu "accord" signé avec "d'autres instances" (en fait signé avec la CGT).

La proposition fut rejetée et la manoeuvre de la CGT et de la Sonacotra

dénoncée dans tous les foyers.

* La CGT et le P.C.F. avaient, en fait, créé un Comité de Coordination pour le département de la Seine-St-Denis, un comité bidon regroupant seulement 2 foyers - celui de la Courneuve et le foyer Allende de St-Denis où la grève avait été cassée en Novembre 75 après ces fameuses "négociations". A vrai dire les révisionnistes cherchaient à utiliser le mouvement, non pour se battre contre le système des foyers-prisons, mais pour avancer leur propre projet politique en matière de logement des immigrés: des foyers qui garderaient leur règlement intérieur, où les loyers augmenteraient toujours, mais où le gérant serait remplacé par un comité de résident à leur solde. En fait, la C.G.T. voulait faire du comité de résident une forme de comité d'entreprise élu au scrutin secret avec le concours de la Sonacotra qui lui permettrait de pénétrer dans les problèmes de la gestion des foyers, de pénétrer dans les sociétés gestionnaires elles-mêmes.

Tous différents étaient les projets de la masse des résidents en colère et en révolte. C'est pour cela que CGT et P.C.F. furent rejetés et dénoncés comme ennemis.

En Novembre, le comité des résidents de R. Rolland sortait un tract en disant: "maintenant tout est clair, on voit bien qui est avec nous, qui est contre nous"..."nous, il nous faut une conscience politique ouvrière; il faut qu'on discute tous ensemble, qu'on se mette d'accord. On a besoin que tous les camarades concernés prennent leurs responsabilités et s'organisent.

* L'U.C.F.M.L. va dans cette période déployer son travail dans trois directions:

.. Expliquer partout la politique du P.C.F., et de la C.G.T. Expliquer pourquoi ils agissent ainsi, dans quel cadre politique d'ensemble cela s'inscrit, en quoi ce sont des ennemis politiques de la classe ouvrière qu'il faut combattre avec vigilance et détermination.

..Soutenir le développement de la grève, la mise en place du C.C., sa sécurité, ... soutenir les premières initiatives publiques des résidents comme le meeting du 29

Novembre 75 à la cité Floréal derrière R. Rolland.

.. Engager une grande campagne politique dans l'ensemble des couches du peuple pour l'égalité des droits politiques entre français et immigrés. Un moment fort de cette campagne sera la manifestation contre l'expulsion d'Arfaoui Béchir le 5 décembre 75 de la Bastille à Gambetta. 1ère manifestation contre les expulsions, regroupant 500 personnes. Elle lancera une campagne d'explication des objectifs politique du mouvement, par la diffusion du numéro spécial du "Marxiste-Léniniste" sur la grève des foyers (Voir [document No 4](#)).

* Cette première phase du mouvement, de luttes politiques contre la C.G.T. et le P.C.F., de constitution et de représentativité du C.C. sera tranchée le 21 février 76 lors du 1er grand meeting des foyers.

Il sera salué par un tract de l'U.C.F.M.L. Intitulé "un grand évènement historique" ([document No 5](#)). Cela en fut un effectivement. 47 foyers en grève, des milliers d'ouvriers de toutes les nationalités acclamant leur organisation, le Comité de Coordination, indépendant des syndicats et du P.C.F., acclamant les mots d'ordre d'égalité des droits, y compris celui de droit de vote, grand moment de combativité ouvrière, d'unité politique contre la Sonacotra et la CGT.

Dans une période où se développait l'opération "programme commun " d'embrigadement du peuple, les résidents des foyers faisaient la preuve par ce meeting de leur volonté d'organiser et de diriger eux-mêmes leur combat contre les foyers-prisons, l'égalité des droits dans le logement. La présence de plus de 3000 ouvriers immigrés au coeur de Paris, à la Mutualité, unis politiquement autour du C.C. était un "évènement historique"; car, pour la première fois s'affirmait l'importance de la fraction immigrée de la classe ouvrière ET sa volonté de s'inscrire dans l'ensemble du combat du peuple en France contre la société impérialiste.

- II -

**Contre-offensive de l'État et du P.C.F. : expulsion de France
de 18 délégués,
négociations foyer par foyer.**

La contre-attaque du P.C.F. et de l'État.

** Le jour même du meeting du 21 Février, l'Humanité devait durcir le ton de ses attaques contre le C.C. et le mouvement: "La Sonacotra et le gouvernement viennent de trouver un renfort imprévu dans un 'comité de coordination' qui décrète représenter 47 foyers en lutte et qui par ses revendications démagogiques et son intransigeance a contribué à faire échouer les négociations avec la direction de la Sonacotra. Ce comité dirige l'essentiel de ses coups contre la C.G.T. et le Parti Communiste. M. Dijoud a une fois de plus trouvé dans les gauchistes un facile moyen de diversion" .

Ces déclarations vont être suivies d'effets. Descentes de commandos P.C.F. dans les foyers pour intimider les résidents, les forcer à négocier foyer par foyer. Pressions, en collaboration avec l'amicale des algériens en France, pour "inviter" les camarades immigrés à ne pas faire de politique, mais à faire confiance aux municipalités P.C.F. pour négocier à leur place.

** Cette attaque des révisionnistes va s'articuler à une violente attaque de l'Etat. Le 10 Avril 76 à Champigny, le vendredi 16 avril à Pierrefitte, St-Denis, Sevrans, Nanterre, Bagnoleux, Bobigny, Gennevilliers, les flics vont pénétrer à 6 heures du matin en force dans les foyers. Armés d'une cinquantaine de noms sur une liste, mais sans mandats d'amener et d'arrêtés d'expulsion, ils vont chercher à expulser l'ensemble de la direction du C.C. 18 délégués seront expulsés de France. Mais l'objectif ne sera pas atteint. La majeure partie du C.C. ne sera pas trouvée dans les foyers. Loin d'être découragés, les résidents réagiront avec force et organiseront la

grande manifestation du 24 Avril 76 de Barbès à Ménilmontant. 15 000 personnes répondront à l'appel du C.C., autant de français que d'immigrés, criant des mots d'ordre sur le soutien au mouvement, sur l'égalité des droits...

Les répercussions politiques de ces attaques sur l'unité du mouvement:

De 52 foyers en grève en Mars 76, le mouvement va passer à douze foyers à la fin de l'été. Deux difficultés politiques majeures: -Comment ne pas s'isoler, comment développer un véritable camp populaire autour des foyers dans une situation objective de repli; -Comment mener une politique sur les négociations.

/1/ Les attaques du P.C.F. et de l'État vont poser de nouvelles questions politiques aux résidents. Les immigrés ont-ils le droit de faire de la politique en France ou non ? Ce très important débat idéologique a profondément divisé l'ensemble des résidents. Finalement, trois types de comportements devant ce nouveau problème ont constituées la base de l'existence de trois courants dans le mouvement.

-UN PREMIER refusait aux immigrés la possibilité de faire de la politique. Ce courant désarmait complètement les résidents face aux attaques de l'Etat et du P.C.F. Objectivement, il servait les négociations foyer par foyer, brisant toute capacité d'organiser des répliques politiques, de mobiliser politiquement résidents et soutien populaire.

-A L'OPPOSÉ, un courant important de résidents pensait nécessaire de faire l'unité des français et des immigrés, d'être armé idéologiquement pour comprendre ce qu'était le P.C.F. et l'État, approuvait l'importance de la participation des immigrés à la lutte de classes en France.

-UN TROISIEME entre les deux hésitait, cherchait à trouver un "espace propre" aux immigrés, n'osait pas affronter de face la question du P.C.F. et de l'État. Il affirmait " nous ne faisons pas de politique, nous réclamons nos droits".

/2/ Ces trois courants vont choisir des comportements également différents vis à vis des négociations. D'un côté le P.C.F. organisait des négociations foyer par foyer,

mais de l'autre, du côté du C.C., il y avait une réelle difficulté à fixer une stratégie politique quant aux négociations.

Le premier courant acceptait souvent le 1er protocole venu de la Sonacotra et ne tenait absolument pas compte du point de vue d'ensemble du mouvement. Il rejoignait objectivement le camp du P.C.F. Ce fut le cas de délégués de Colombes, de Bagnolet...

Un deuxième courant cherchait à imposer les points de la plate-forme qui lui semblaient les plus importants, en particulier tout ce qui touchait au règlement intérieur, aux gérants; mais il proposait de négocier la baisse de 100 f et les formes de reconnaissance explicite ou non du C.C. Pour lui, le fait que les négociations se passent avec le C.C. était une reconnaissance de fait de la direction de la grève.

Le troisième courant, hésitant quant à la politique à mener, préférera rejeter en bloc tout projet de négociation. Il s'en remettra au mot d'ordre: "la lutte, la lutte, jusqu'à la victoire finale" sans analyse des rapports de force réels.

Le mouvement de masse d'Avril 76 à Août 76:

"" Après la manifestation du 24 Avril, le mouvement va connaître une période d'instabilité et d'à-coups. Certes, cette initiative centrale avait marqué un coup d'arrêt contre les offensives de l'Etat - il n'y aura plus d'expulsion de délégués hors de France. Mais face aux nouveaux problèmes politiques apparus, les différents courants qui traversent le C.C. prendront des initiatives dispersées et parfois contradictoires.

- Une réplique sur le plan juridique. Le C.C. va tout d'abord faire un recours en Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation des décisions d'expulsion des 18 camarades. Par ailleurs trois de ses membres vont déposer une plainte contre la Sonacotra pour pratique de prix illicites. Mais il y a aura des divisions entre résidents pour savoir si l'argent des loyers doit être rassemblé et être versé à un huissier, ou s'il fallait faire la grève sans versements particuliers.

- Des initiatives de "portes ouvertes.", seront prises dans de nombreux foyers,

Romain Rolland, Nanterre-deux-tours, Argenteuil Av. du Parc, Bagnolet, ...mais elles n'arriveront pas à constituer un véritable courant de soutien. Les problèmes politiques qui se posaient étaient la plupart du temps évacués au nom de "les résidents ne font pas de politique". Il y eut bien entendu certains endroits où les débats s'engageaient mais ils n'en restèrent qu'au niveau des discussions, sans effets pratiques.

Le tract d'appel à la porte ouverte de R. Rolland le 22 Mai 75 indiquait bien: "Aujourd'hui, face au développement des luttes ouvrières et populaires, la bourgeoisie ne peut plus répondre que par la répression: elle tue les viticulteurs, envoie ses flics contre les ouvriers en lutte, comme à l'usine Cisatol, matraque les étudiants et expulse les travailleurs immigrés ", mais l'intonation n'est qu'anti-répressive et sera sans suite.

-Certaines initiatives sont prises pour briser le coup de force P.C.F.. En particulier le rassemblement du 7 Juillet à 15 heures à la préfecture de Bobigny. Le tract d'appel du C.C. explique: " Or le faux parti communiste, en s'avançant à faire le recours en Conseil d'Etat pour faire revenir un des délégués expulsés, Moussa Konaté, prétend être le champion de la "victoire", ce qui est effectivement la seule vraie victoire des résidents, par leur courageuse lutte. La manifestation du 24 Avril où ces traîtres à la classe ouvrière ont brillé par leur absence, n'a pas eu le moindre écho dans leurs journaux"... Mais ce tract du C.C. suscita quelques réprobations parmi certains délégués liés aux syndicats. L'appel fut limité aux membres du C.C. et non à la masse des résidents.

-Après les échecs des négociations du C.C. avec la Sonacotra les 12/12/75, 14/1/76, 31/1/76 et 14/2/76, le C.C. décide d'organiser une 5ème négociation le 11 Juin.

Mais la convocation est lancée de telle manière que la Sonacotra choisit de se rétracter. Dans un communiqué elle prend le prétexte du "caractère de manifestation que la coordination entend donner aux négociation..." pour les repousser.

En fait, le C.C. n'était pas unifié sur cette rencontre; certains voulaient lui donner un caractère de délégation massive où la Sonacotra acceptait ou bien refusait la plate-forme telle quelle; d'autres désiraient lui donner un caractère de véritable négociation. Cette division va se reproduire en Juillet aux négociations de Colombes.

Par une initiative scissionniste, l'ex-coordination des foyers Nord-Ouest de Paris (Colombes, Nanterre-maisons, Bezons...) avait convoqué la Sonacotra à une négociation le samedi 24 Juillet à Colombes. Le C.C. a pu reprendre au dernier moment cette négociation en son nom propre; mais ce fut un nouvel échec. Il suscita de violentes discussions; certains arrêtaient la grève, d'autres voulaient poursuivre, mais avec un plan de relance du mouvement et une prise de contact avec la Sonacotra; d'autres enfin rejetèrent toute forme de négociation, refusèrent de verser les loyers à un huissier et restèrent en grève sans perspectives particulières autres qu'attendre la fin de l'été pour relancer un meeting. C'est finalement le troisième courant qui s'imposa et prit la direction du C.C.

La politique de l'U.C.F.M.L.

* Dans cette phase difficile du mouvement, la politique de l'U.C.F.M.L. se déploya suivant 3 axes:

-poursuivre les campagnes d'explication de la grève, de sa portée politique et des enseignements qui s'y rattachent. Contribuer à l'organisation du camp du peuple autour du mouvement.

-soutenir les initiatives du .C.C., sa sécurité... l'aider à mettre sur pied des Comités de Soutien.

-intervenir sur les grands débats politiques internes au mouvement, tout en respectant les décisions du C.C., et le C.C. lui-même comme direction de la grève.

-1) Tant dans la suite du meeting du 21 février que pour l'appel à la manifestation du 24 Avril, l'U.C.F.M.L. et les C.P.A.C. vont développer une intense campagne de propagande autour des thèmes de l'égalité des droits politiques entre

français et immigrés, de l'importance de l'autonomie du mouvement face à l'Etat et au P.C.F. L'U.C.F.M.L. cherchera à lier la lutte des foyers à d'autres combats politiques du peuple. En particulier dans les quartiers populaires, l'U.C.F.M.L. va articuler le mouvement des foyers aux autres problèmes de logement dans les cité, au problème de lutte contre la vie chère. Dans les facultés, elle animera dans les grèves étudiantes de 76 des débats sur l'importance au sein de la classe ouvrière du combat de classe pour l'égalité des droits. Elle organisera des comités d'étudiants pour l'égalité des droits qui seront à leur mesure, des forces importantes pour le soutien au mouvement. Ces étudiants affirmeront: " nous ne désertons pas les facs, nous serons ceux qui dans les facs se battent contre l'idéologie bourgeoise au nom d'une autre force et d'une autre idéologie qui se construit, celle du peuple révolutionnaire" (Tract sur Jussieu le 20 Avril 76).

Contre les expulsions, l'U.C.F.M.L. prendra l'initiative de regrouper un certain nombre d'intellectuels dans un comité de vigilance contre les expulsions. Ce comité de vigilance lancera un appel pour organiser pendant tout l'été une "permanence de défense et de soutien au C.C. et aux grévistes des foyers Sonacotra". Ce texte sera signé par le Syndicat de la Magistrature, le mouvement des juristes démocrates, le Syndicat National de Psychiatries en formation, le groupe Information Santé, les architectes de "Places" et des personnalités comme Sartre, de Beauvoir...

Le comité de vigilance prit de nombreuses positions publiques reproduites dans la presse, et maintiendra des réseaux pendant tout l'été.

L'ensemble de ce travail se matérialisait par des appels à manifester, à répondre aux mobilisations du C.C. (24 avril à Barbès, mais aussi 7 Juillet à Bobigny et permanence d'été); mais il y eut également des échéances propres de l'U.C.F.M.L.: = meeting de mobilisation dans les facultés (Nanterre, Jussieu, Vincennes principalement) = rassemblement de riposte immédiate aux expulsions sur le marché de St-Denis la dimanche 18 Avril, deux jours après l'intervention des flics. Ce rassemblement se joindra aux résidents venus en cortège du foyer, ce qui permit de

former une manifestation de 1000 personnes qui parcourra le marché et les rues de St-Denis = meeting sur le thème de l'égalité des droits à Paris le 12 Juin 76 où un ouvrier maoïste expliqua l'importance du combat pour l'égalité des droits dans l'usine, une femme d'un C.P.A.C. celle du travail du comité de Reims au sein des quartiers populaires...



-2) Soutien au C.C.; soutien matériel, financier; prise en charge de planques, etc... prise en charge d'une partie de la sécurité des membres du C.C., participation massive au service d'ordre le 24 Avril.

.3) Mais l'U.C.F.M.L. est intervenue également du point de vue des grandes questions internes au mouvement en donnant un point de vue, en argumentant par rapport aux différents courants de pensée qui traversaient le mouvement. L'U.C.F. est principalement intervenue contre ceux qui voulaient interdire la politique aux immigrés, qui affirmaient " les immigrés doivent travailler en France et non se mêler de politique". Au contraire nous affirmions et expliquions l'importance du mot

d'ordre "Qui travaille a des droits ! Français-immigrés, mêmes droits politiques ! " Nous sommes intervenus pour expliquer le plan politique de la C.G.T., du P.C.F. et de l'amicale des algériens en France, sur l'importance de les combattre. Nous sommes intervenus contre les négociations foyer par foyer et pour que se développe une force capable d'imposer la plateforme dans une négociation entre la Sonacotra et le C.C.



Quelques nervis syndicalistes essaient d'interdire à l'UCFML la manifestation du 1er décembre 79, appelée dès octobre, par... l'UCFML.

Un épisode où s'exprimera une contradiction ouverte entre le C.C. et l'U.C.F.M.L.: le début du mois d' Août 1976.

Après l'échec des négociations de Colombes du 24 Juillet, l'U.C.F.M.L. pensa (et l'exprima) que le C.C. avait intérêt à re-convoquer en son nom propre de nouvelles négociations. Que, correctement préparées, et unis à l'avance, le C.C. pouvait obtenir certains reculs de la part de la Sonacotra, ou tout au moins garder le contact, ce qui lui permettrait de passer l'été sans trop de difficultés ni de pertes. Mais la question des négociations n'avait pas en elle-même de réalité politique de masse; dans les faits s'affrontaient seulement deux positions: poursuivre la grève ou reprendre le paiement.

Au contraire, dans la situation de fin Juillet 76, après les nombreux échecs des négociations, essayer une nouvelle fois de négocier représentait en fait pour les résidents une voie qui renforçait ceux qui voulaient l'arrêt de la grève. C' était une voie qui risquait d'être liquidatrice.

Les faits de masse et l'interpellation du C.C. le 9 Août 76, nous ont montré alors que nous nous trompions.

Nous avons à partir de là vigoureusement rectifié notre analyse et notre travail de masse. Nous avons très rapidement rétabli la situation. Ces évènements ont cependant nécessité un bilan critique et autocritique minutieux dont nous avons rendu publique les principales lignes dans une lettre ouverte envoyée au C.C. et à tous les membres des comités de résidents (voir le document).

Ils furent par la suite l'occasion de campagnes mensongères, de contre-vérités flagrantes déployées pour tenter d'isoler l'U.C.F.M.L de la masse des résidents, de la discréditer. Mais, sans atteindre ces objectifs, ces évènements ont permis en fait à un courant du mouvement, le troisième décrit plus haut, d'asseoir sa direction en partie opposée à celui de l'unité français-immigrés.

Ceci dit, dès le mardi 10 Août, dans une réunion du Comité de Soutien central, le

C.C. accepte des premiers éléments de notre autocritique et nous demande de trouver un lieu pour le rassemblement prévu à la rentrée, pour les aider dans leur déplacement. Dès cette date ainsi, le C.C. considère de son côté que même s'il est apparu des divergences entre nous, ces contradictions doivent être considérées comme secondaires.



Les maoïstes de l'U.C.F.M.L., hier et aujourd'hui, dans le combat pour l'égalité des droits français et immigrés, contre l'Etat, les fascistes et le P.C.F. (ci-dessous à gauche manifestation contre les lois racistes du 16 juin 79, et à droite celle du 15 décembre 80 contre tous les racismes).



2ème PÉRIODE : SEPTEMBRE 76 - JUILLET 78: UN COMBAT DE "TRANCHÉES"

- I -

Le repli sur les foyers, un repli sur soi. Les saisies-arrêts sur salaires.

Toute cette période sera caractérisée par une orientation politique de repli sur les foyers, et de " guerre juridique de tranchée" , Les thèmes fondamentaux avancés par le C.C, seront celui du "retour de nos camarades" et "nous réclamons nos droits". Toute perspective d'offensive politique pour obtenir la plate-forme sera repoussée; il ne sera plus jamais question de négociation jusqu'au 1er Janvier 79.

* Après la période de l'été 76 où comme le disent certains camarades du C.C., ils "se sont fait tout petits comme une souris pour qu'on les oublie", la rentrée politique du mouvement fut le meeting du 23 Octobre 76 à la Mutualité. Nettement moins de

monde que le 21 février, mais plus de français. Le meeting sera centré sur le retour des camarades expulsés et un appel à renforcer les comités de soutien locaux. Le tract d'appel dira: "Travailleurs immigrés et français, tous au rassemblement de la mutualité le 23/10/76 de 10h à 17h pour la DÉFENSE DES DROITS des travailleurs de la Sonacotra en grève"... "Travailleurs français et immigrés SOLIDARITÉ". Dès ce moment on peut remarquer un glissement de la lutte politique contre la Sonacotra pour obtenir de nouveaux droits à une DÉFENSE des droits, le glissement de l'importance de l'unité français-immigrés à la seule solidarité. Le meeting ne formulera aucune directive précise de soutien ni de bataille, mais par contre présentera un programme, des activités culturelles (chansons, théâtre, film, diapositives...) et des interventions d'experts. Le débat, prévu à l'avance, sera inexistant.

C'est à ce moment là que se mettent en place véritablement les Comités de Soutien et qu'est rédigée le complément de plate-forme. Initiative formelle, qui n'arrivera pas à dépasser le soutien logistique au C.C. Les Comités de Soutien ne parviendront pas à se développer en un véritable mouvement.

* Rapidement, en fait, vont surgir de nouveaux problèmes, ceux que posent les SAISIES-ARRÊTS SUR SALAIRE. Devant la poursuite de la grève, les échecs de négociation foyer par foyer dans le "bastion des 13 foyers", les échecs des manoeuvres de la CGT et des gérants, la Sonacotra contre-attaque en faisant appel à la justice pour procéder à des saisies-arrêts sur salaires. Tous les foyers vont passer les uns après les autres devant les tribunaux. Montreuil. Nanterre, Cormeilles, Sannois, Argenteuil-Parc, Saint-Denis, Pierrefitte, Garges, Massy, St.Ouen l'Aumone, Ermont, Champigny, Dijon.

A chaque fois ce sera l'occasion pour les comités de résidents d'organiser des manifestations du foyer au tribunal, manifestations massives de résidents avec fort peu de français en soutien; la plupart du temps les français sont des membres des organisations qui participaient au soutien central : U.C.F.M.L... HR.. Drapeau Rouge

(le P.C.R. avait retiré son soutien, les trotskystes et le P.S.U. soutenant du bout des lèvres). A vrai dire, le soutien tactique principal, compte-tenu de la ligne politique choisie par le C.C. sera celui des avocats qui réussirons à faire traîner les choses, reportant les procès, bloquant les attaques de la Sonacotra en mettant en avant la plainte sur le fond des résidents pour pratique de prix illicites.

Finalement, seuls les 3 foyers de la Seine-St-Denis (Pierrefitte, Montreuil, St-Denis), puis ceux de Nanterre-ville et Dijon seront condamnés. En apparence ces condamnations étaient limitées dans le nombre.

Mais: -elles touchaient des foyers "bastions" de la grève, ce qui contribuera à limiter la mobilisation quand de nouvelles saisies-arrêts seront prononcées plus tard dans d'autres foyers. Et elles étaient porteuses d'une première grande division dans les foyers entre ceux "saisis" et les autres.

-enfin, et surtout, elles montraient que le C.C., dans cette période, refusait d'envisager le travail, difficile mais nécessaire, d'unité de la classe ouvrière, français et immigrés, en allant intervenir sur les usines (ou en soutenant le travail des organisations comme l'U.C.F.M.L. qui voulaient développer ce type d'interventions). Que le C.C. plaçait le mouvement sur le seul terrain démocratique et juridique, de défense des "immigrés" et non celui de l'unité de la classe ouvrière.

Cette période sera fort différente de la période précédente, celle de la "guerre de classe". Dans les faits, toute une série de revendications sont acquises dans les foyers en grève et progressivement dans l'ensemble des foyers. En effet, la Sonacotra n'arrivait plus à appliquer son règlement intérieur, ne pouvait plus augmenter ses loyers aussi souvent qu'auparavant au risque de voir de nouveaux foyers rejoindre le mouvement de grève. Les gérants, de leur côté, sont pour la plupart isolés et fort peu crédibles aux yeux des résidents. La grève avait complètement bouleversé les rapports sociaux dans les foyers. Les résidents recevaient qui ils voulaient, organisaient leur propres réunions...

Un moment fort de cette période sera le retour des délégués expulsés. Un peu

hâtivement, le C.C. appellera à la grève générale le lundi 14 Mars 77 pour accueillir à Orly les résidents; même si cet appel fut un échec (prévisible d'ailleurs), cet épisode fut un moment d'une très grande émotion. Les 300 personnes présentes porteront en triomphe les camarades de retour.



Plus tard, de nouvelles mobilisations seront organisées à Nanterre et Bobigny les 8 et 13 Avril pour obtenir l'annulation définitive des mesures d'expulsion. Cette victoire pourra être accordée au crédit de la formidable riposte d' Avril 76 et de la constance du C.C. pour protéger ses propres camarades tout en marquant les limites de la politique suivie. Ainsi dans la plate-forme de la grève sera inclus le retour des délégués, mais sans débat dans les foyers sur les moyens d'un combat pour l'obtenir.

En effet, les arrêtés d'expulsion contre les deux délégués de Champigny ne seront jamais annulés. Les démarches juridiques et les mobilisations démocratiques

des résidents avaient permis que la loi française soit appliquée dans les formes (le Conseil d'Etat a cassé les décisions d'expulsions d'Avril 76 prises par le ministère de l'intérieur dans une complète illégalité). Mais elles ne suffirent pas à mettre en pièces les faux témoignages contre les délégués de Champigny de leurs " voisins de chambres" membres de la police nationale, qui accrédiétaient le " bien.fondé juridique" d'une décision d'expulsion d'urgence.

De nouveau, la CGT, la CFDT et FO tentaient le 31 mars une négociation centrale avec la Sonacotra sur le dos des résidents. Mais cette tentative de briser le mouvement, fut dénoncée dans l'ensemble des foyers et resta sans grande répercussion. Au contraire, de nouveaux foyers rejoignaient le C.C. et se mettaient en grève.

Un nouveau meeting sera organisé à la Mutualité le 2 Avril une fête le 11 Juin à Champigny , des moments de chaleureuse solidarité de classe, mais sans portée politique ni directives particulières.

La politique de l'U.C.F.M.L.

Elle sera caractérisée tout au long de cette période par trois points:

--I) Le SOUTIEN AU C.C.

Malgré les rapports très difficiles avec le C.C., les attaques mensongères de certains de ses membres, malgré le fait que certaines orientations politiques du mouvement nous semblaient erronées, nous avons toujours maintenu une ferme position de soutien aux résidents. au C.C., à ses initiatives centrales. Depuis Août 76, la direction exercée par une tendance particulière du mouvement (que nous appelions la tendance " immigrés-immigrés") nous semblait dangereuse à long terme. Interdire la politique dans les foyers, refuser de débattre de l'articulation du mouvement des foyers avec le reste de la lutte de classes en France, en particulier aux débats politiques que suscitaient en France les élections municipales de 77, puis

les législatives de 78, interdire un véritable débat sur l'Etat et le P.C.F., était une voie qui ne préparait pas à faire face à de futures attaques violentes de l'Etat.

Les attaques perpétuelles contre les organisations en France, sans faire de distinction entre le P.C.F. et les organisations politiques qui soutenaient le mouvement, ne pas travailler concrètement à l'unité français-immigrés, isolaient en fait les résidents et le mouvement.

Affirmer parmi les masses de résidents (bien entendu ni aux journalistes, ni aux gens "éclairés") que les résidents les immigrés " ne font pas de politique", qu'ils "réclament leurs droits" les désarmaient face aux futures problèmes politiques auxquels Ils vont devoir se confronter.

Limiter les mobilisations à des mobilisations qui ne prenaient pour objectifs que les jugements des différents tribunaux contribuait à développer de fortes illusions sur la justice française.

Toutes ces orientations politiques erronées affaiblissaient le mouvement et ne préparaient pas les résidents aux futures attaques violentes qu'allaient développer la Sonacotra et l'Etat.

Nous faisons déjà l'analyse que si les attaques de la Sonacotra et de l'État n'étaient pas plus violentes, qu'elles se limitaient principalement au terrain juridique, c'est que la conjoncture était devenue celle des élections. " Attaques, certes, mais sans trop faire de bruit" devrait être l'orientation de l'Etat, qui n'oubliait pas que la manifestation d'Avril 76 eut un grand retentissement dans l'opinion publique (la plus importante avec celle de novembre 78 après les élections), et que l'unité syndicale dont il avait besoin pour briser la grève avait été rompue; la C.F.D.T. soutenant la manifestation d'Avril 76. Mais les élections passées, l'Etat se retournera avec force contre les résidents.

Malgré ces contradictions, ces points de faiblesse, le mouvement était un authentique mouvement de classe. Il était objectivement opposé à la société impérialiste française, antagonique aux forces politiques bourgeoises et

parlementaires. Malgré certaines divergences que nous avons avec les orientations politiques choisies par la direction du C.C., nous avons largement contribué au soutien de ses initiatives et participé aux comités de soutien.

--2) L'U.C.F.M.L. POURSUIT SA POLITIQUE D'ORGANISATION DU CAMP DU PEUPLE autour du mouvement, en particulier par le soutien au développement des C.P.A.C. qui systématisaient les points de vue juste des révoltes populaires dans un "programme révolutionnaire du peuple". Face au programme commun, ce programme mettra en évidence l'importante question de l'"égalité des droits entre français et immigrés", et celle de l'unité du prolétariat international de France.

--3) UNE TENTATIVE DE POLITIQUE OUVRIÈRE ET POPULAIRE SUR LA QUESTION DES SAISIE-ARRETS SUR SALAIRE DANS L'ESPACE DE L'USINE.

La Sonacotra élargit l'espace de la lutte. Par l'intermédiaire de la justice, elle fait alliance avec les patrons d'usines. Le front s'étend, il inclut désormais et les foyers et les usines.

Nous tentons alors de porter le débat dans les usines, de porter les mots d'ordre "non aux saisie-arrêts" et "victoire pour les résidents". Plusieurs tracts sont distribués dans des usines où travaillent de nombreux résidents: Simca, Citroën. ... Mais cette politique aura du mal à prendre racine réellement dans l'usine et à remporter des victoires.

En fait freinée d'une part par le manque de coopération du C.C. qui considérait qu'il n'avait rien à faire sur les usines, que c'était l'affaire des syndicats, et d'autre part par l'embrigadement des ouvriers français dans le programme commun, la politique de l'U.C.F.M.L. manqua d'initiatives et de force. Elle contribua simplement à populariser plus largement la lutte, à faire pièce aux manoeuvres de la C.G.T. qui se répandait en calomnies: "c'est normal qu'il y ait des saisies, tout le monde doit

payer un loyer". Elle découragea un certain nombre de patrons à s'engager avec trop de "zèle" dans une collaboration avec la Sonacotra: certains préférèrent rester sur une position neutraliste, peu soucieux de voir le terrain de l'usine devenir un lieu de débat sur ce grand mouvement politique. Ce fut le cas en particulier à Géo à la suite du travail du C.P.A.C. d'Ivry.

Mais dans la réalité, le problème des saisies-arrêts sur salaire ne fut jamais politiquement réglé et restera comme une épine dans le mouvement des foyers.

* A la veille de l'été 77, la situation peut apparaître assez bonne pour le mouvement et le C.C.: 13 foyers ont tenu pendant l'été 76 et ont réussi à rallier de nouveaux foyers à la grève durant le printemps 77. 16 des délégués expulsés sont revenus en France et peuvent y demeurer. Les négociations entre la CGT, la CFDT, FO et la Sonacotra restent sans suites dans les foyers. Les saisies-arrêts sur salaire n'ont jamais été accordées à la Sonacotra que pour 5 foyers. De plus, pour certains foyers, l'argent est bloqué par le tribunal. La Sonacotra ne pourra pas le toucher avant que le jugement sur le fond, celui pour " pratique de prix illicites " ne soit rendu. Il faut remarquer aussi que les résidents changeant souvent de travail, il est très difficile au tribunal d'appliquer la décision de saisie.

Ces réussites sont à mettre au crédit du C.C. et à la ténacité de la masse des résidents, de sa volonté de se battre. Mais certains aspects négatifs (ceux relevés plus haut) des choix politiques stratégiques du courant le plus important du C.C., celui représenté par le comité de résident de St-Denis (voir dans les [documents](#) la lettre ouverte au C.R. de R. Rolland) en alliance avec ceux qui se servaient du mouvement comme tremplin syndical (Champigny) vont se révéler par la suite de plus en plus néfastes. Ils contribueront à désarmer politiquement les résidents face aux attaques violentes de l'Etat.

Été 77 à Juillet 78: les mesures Stoléru, une tentative d'encerclement du mouvement.

Cette période va être caractérisée par les mesures Stoléru. Le secrétariat d'Etat à l'immigration prend trois décisions:

- plus aucune délivrance de nouvelles cartes de séjour et de travail.
- tentative de faire repartir avec le fameux " million " de centimes les ouvriers immigrés qui ont travaillé en France depuis plus de 5 ans.
- interdiction de l'immigration familiale. Cette troisième mesure sera transformée en une interdiction pour la femme et les enfants rejoignant leur mari et père de travailler en France.

Ces décisions font partie en fait d'un vaste plan gouvernemental pour relancer un racisme d'Etat, encercler le mouvement des foyers et attaquer dès maintenant et directement la fraction immigrée du prolétariat qui depuis 71 avait largement contribué à la lutte des classes en France. Cette politique fut accompagnée d'une intense propagande à la télévision, à la radio qui associait les thèmes du chômage à celui de l'immigration, du "million" à l'" aide " pour les immigrés...

Immédiatement, le racisme civil se redéploya dans toute la France; les résidents des foyers sont les premières victimes. Le C.C. relève dans son journal No 3 d'Octobre 77:

Mois d'octobre 1977 :

* Paris: le Comité de coordination reçoit une lettre de menaces, suivie immédiatement par une alerte à la bombe (23 octobre).

* Argenteuil: un résident est agressé à 5 h du matin par un commando de cinq personnes: fractures du bras (12 octobre).

* Saint.Denis : des coups de feu sont tirés sur les carreaux de la salle de

télévision remplie de résidents.

Mois de novembre 1977 :

- * Strasbourg: le foyer Sonacotra de la Meinau est plastiqué. Alerte à la bombe dans un autre foyer de travailleurs immigrés à côté.
- * Noisiel: le gérant fracture le coude d'un délégué avec un manche à balai.
- * Gennevilliers: le gérant raciste Pasquier agresse un résident qui voulait utiliser le téléphone du foyer pour une urgence.
- * Dans le Var: un foyer Sonacotra est plastiqué.

Mois de décembre 1977

- * Bagnolet: Un résident est trouvé pendu au sous-sol. Deux jours plus tard, le gérant annonce une alerte à la bombe, la police refuse pendant trois heures de faire des vérifications.
- * Chilly-Mazarin : deux inconnus mettent le feu a la chaufferie du foyer qui reste hors d'usage à ce jour .
- * Bobigny: un résident est repêché dans le canal.
- * Ste-Geneviève : un délégué est agressé à 23 h sur le chemin du foyer après avoir reçu deux lettres de menaces anonymes.

Mois de janvier 1978

- * Nice: soixante coups de fusil sont tirés contre un foyer Sonacotra:
- * Montois-la.Montagne : un engin placé sous une voiture explose devant le foyer dont les vitres sont brisées.

Mais les conséquences des mesures Stoléru se mesurent aussi sur le plan des tracasseries administratives pour faire renouveler les cartes, sur le plan des contrôles incessants de police dans le métro, sur le plan des descentes de flics pour vérification d'identité. Les refoulements et expulsions de France vont se multiplier...

- * Le mouvement des foyers va se trouver ainsi face à de nouvelles attaques; mais

des attaques qui dépassent le seul terrain des foyers. C'est non seulement l'ensemble de l'immigration qui est visée, mais la constitution en France d'un véritable camp raciste en accord politique avec l'Etat. Les futures lois Bonnet-Barre-Stoléru sont en préparation.

* Face à cette nouvelle situation, le C.C. va dans un premier temps chercher à développer son mouvement sur les bases de la phase précédente. Il va tenter d'esquiver les nouveaux problèmes. Pendant tout le mois de Juillet 77, puis le mois d'Août, le C.C. va rayonner dans toute la France, prenant des contacts avec de nombreux foyers, déclenchant des grèves (la Sonacotra avait de nouveau augmenté les loyers de 6% en Juillet 77). Une trentaine de foyers de la région parisienne et du reste de la France rejoignent le mouvement. Il y a bien une tentative de la C.G.T. de mettre en place un second comité de Coordination, fantoche, à sa solde, en s'appuyant sur 6 foyers de l'Ouest parisien en grève uniquement sur l'augmentation de 6%. Mais cette tentative échoue, cinq de ces foyers rejoignent le C.C.

Mais en fait, la situation politique est contradictoire. D'un côté, il y a élargissement de la grève, de l'autre affaiblissement:

-En effet, les grèves dans les nouveaux foyers sont précaires. Souvent ces foyers ne sont que partiellement en grève. Certains l'arrêtent puis la reprennent... La situation de masse reste assez confuse dans la mesure où des manifestations de masse ne viennent pas réaffirmer une véritable mobilisation, un véritable rapport de force face à la SONACOTRA. De plus, la cohérence de la grève autour de la plate-forme n'est pas toujours claire. Dans certains foyers, les résidents affirment n'être en lutte que sur une partie de la plate-forme, se permettent même de supprimer certains points comme le statut de locataire et le remplacement des gérants par de concierges. Une telle plate-forme amputée a même été reproduite à des milliers d'exemplaires. La masse des résidents n'est pas véritablement unie sur la plate-forme.

-De plus le C.C. laisse de côté une série de problèmes qui touchent les résidents des foyers: les impôts locaux dont le non-paiement se termine par des saisie-arrêts,

les chambres vides que les gérants refusent d'attribuer à des ouvriers sans logement; il y a de plus en plus de "dépanneurs" comme disent les résidents, c'est-à-dire des non-titulaires qui occupent la chambre d'un ami parti en vacances ou définitivement... Les commissariats créent des problèmes pour le renouvellement des cartes (circulaires des préfets de l'Essone et des Hauts de Seine).

Le C.C. ne trouvera pas d'initiatives politiques spécifiques centrales sur la plateforme des foyers, contre la Sonacotra. Certes le C.C. appellera à la manifestation du 19 Nov. 77. Il en sera même l'agent unificateur sans en être pour autant le promoteur. Mais ce sera une manifestation globale sur les mesures Stoléru où les résidents seront une force importante, mais une force parmi d'autres. A vrai dire si la manifestation du 19 Novembre peut être considérée comme le point de départ du combat contre les mesures Stoléru, elle ne peut être considérée comme une réplique adéquate du C.C. sur les questions internes aux foyers. D'ailleurs cette manifestation restera quasiment sans suite dans les foyers. Il n'y aura pratiquement aucun débats internes sur la nouvelle conjoncture, sur les moyens d'y faire face. Seul le terrain juridique est investi. Les comités de soutien se développent en nombre mais vivent politiquement. Il y aura bien les meetings contre les attentats racistes à Massy le 1er Avril 78, à St-Denis de 22 Avril, à Ivry le 30, mais ils n'auront qu'un impact local sans grand retentissement.

Le C.C. appellera à la manifestation syndicale du 1er Mai mais ne réussira qu'à être un groupe de propagande. Il y aura une fête à Chelles les 10 et 11 Juin 78, mais seul l'aspect culturel sera présent.

A vrai dire, le mouvement connaît là une période d'extension géographique de la grève et d'affaiblissement interne de son unité et de son dynamisme.

La politique de "U.C.F.M.L.:

Nous prenons très au sérieux les mesures Stoléru en les analysant comme le début d'une contre-attaque générale contre les immigrés en France, et pour la constitution d'un camp raciste pro-impérialiste. Dès Juillet, l'U.C.F. engage de

nombreuses campagnes de propagande pour dénoncer ces mesures et les pratiques arbitraires de l'administration qui s'y rattachent. Dès Septembre, elle lance la directive d'une manifestation centrale à Paris. Pour nous, le mouvement des foyers doit avoir une place centrale dans le combat contre les mesures Stoléru, mais ne peut être la seule force qui s'y affronte. Il faut unifier tout ce qui peut l'être contre les attentats racistes, les expulsions et refoulements, contre les pratiques arbitraires de l'Etat, les contrôles de police.

Il faut unifier tous ceux qui, français ou immigrés, résidents de foyers ou non, sont pour l'égalité des droits et veulent se battre contre l'Etat en toute indépendance vis à vis du P.C.F. et des syndicats.

C'est pourquoi l'U.C.F.M.L. appelle à ce que constituent des PERMANENCES ANTI-EXPULSION, qui acquièrent une autonomie et deviendront une organisation nationale où s'organise l'unité français-immigrés.

Pendant toute cette période, l'U.C.F.M.L. et les C.P. A.C. vont engager des campagnes et des batailles politiques, la plupart du temps sur leurs propres forces ou en unité avec les P.A.E.:

-ce fut la manifestation contre l'intervention française au Sahara Occidental le 31 Janvier 78, manifestation interdite qui sera organisée clandestinement.

-ce fut la bataille politique contre l'expulsion d'un ancien délégué de la grève de 74 au foyer des Grésillons à Gennevilliers. Procès qui le 2 Février opposait Pasquier, le gérant fasciste notoirement connu à l'un des anciens grévistes. Le C.C. refusa de participer à cette bataille qui fut d'ailleurs victorieuse.

-ce fut la bataille politique à Martigues contre les cafés racistes, à Paris 11ème pour chasser le PFN et ses attaques racistes et fascistes (3 morts et 60 blessés au foyer AFTAM de la rue Sedaine) -bataille victorieuse.

-ce fut la manifestation à Marseille contre la prison clandestine d'Arenc. Les mobilisations contre les expulsions d'ouvriers immigrés, à Paris, en banlieue ou en province en particulier dans la région de Marseille, à Dijon, à Carcassonne...

-ce fut le manifestation clandestine contre l'intervention française au Zaïre et contre la propagande raciste qui lui était liée.

-ce fut la mobilisation pour organiser la vigilance anti-fasciste et anti-raciste dans les foyers, dans les quartiers immigrés, à la sortie des grosses usines comme Renault ou Citroën, pour se protéger contre d'éventuelles descentes de fascistes, le soir du meeting PFN à Paris le 27 Juin...

L'U.C.F.M.L et les C.P.A.C. développent ainsi une très intense travail de mobilisation et d'organisation des français et des immigrés contre la politique raciste et impérialiste de l'Etat. A chaque fois, l'U.C.F.M.L. a cherché à unifier les plus importantes forces possibles dans ces batailles. Fort peu ont répondu. Le C.C. jamais.

Ainsi, cette période se déroule pour l'U.C.F.M.L. comme un large redéploiement de sa politique dans le champ ouvert par les mesures Stoléru, ce qu'elle appellera le front de classe de l'unité français-immigrés ou de l'égalité des droits. Mais ce fut une période où tout en conservant son soutien au C.C. et en participant aux comités de soutien, il y eut fort peu de relations politiques avec le mouvement des foyers.

3ème PARTIE: JUILLET 78 -DECEMBRE 79

*** Les attaques violentes de l'Etat: les expulsions de foyers**

*** De nouvelles interventions du P.C.F. pour briser le mouvement**

*** Le C.C. se limite aux mobilisations démocratiques de protestation**

appuyant des échéances juridiques.

- I -

Juillet 78 -Décembre 78: force et faiblesse d'une résistance sur le terrain démocratique et juridique.

Sortie victorieuse des élections législatives de 78, l'ancienne bourgeoisie, celle qui détient le pouvoir d'Etat, va se retourner avec détermination contre les résidents des foyers. Finie l'époque des seules tentatives de pourrissement et de harcèlement par gérants interposés qui n'ont pu venir à bout du mouvement. Finie l'époque de l'embourbement dans les seules saisie-arrêt qui par les coupes sombres qu'elles provoquaient sur le revenu d'un nombre croissant de résidents affaiblissaient la force du mouvement, mais ne décourageaient pas les résidents à continuer la grève.

L'Etat, la Sonacotra voire le P.C.F. doivent passer à une autre politique. Une nouvelle période d'affrontements directs va alors s'ouvrir.

Fin juin Stoléru menace: "Avant la fin de l'été, cette grève sera finie". L'Etat, la Sonacotra et les autres sociétés gestionnaires vont alors définir un plan précis. D'un côté organiser avec les syndicats, au sein de la commission Delmont, de nouvelles dispositions quant à la gestion des foyers. Ce sera la mise en place de l'A.T.L. (Aide Transitoire au Logement), puis de l' A.P.L. (Aide Personnalisée au Logement), ainsi

que des contrats de résidences. L'ensemble formant le futur projet de loi d'Ornano de 79. D'un autre côté, tout en augmentant les loyers de 6,5%, ils vont tenter de nouvelles négociations foyers par foyers. Enfin, ils vont intenter des procès aux principaux délégués pour les expulser des foyers. Cette politique sera mise en oeuvre dès Juillet 78. Le 25 Juillet un premier verdict tombe: le tribunal de Metz a ordonné l'expulsion de 9 résidents du foyer de Woippy pour le 15 Août.

* Le C.C. réagit immédiatement. Il organise une manifestation à Barbès le 8 Juillet. Il appelle à la vigilance. Pendant tout l'été, seront organisées de très nombreuses mobilisations contre les expulsions, à la porte des tribunaux. A ce moment là, le mouvement connaît une extension géographique encore plus importante que pendant l'été 77; à peu près 50 foyers sont en grève. Un très grand nombre dans l'Est de la France. C'est d'ailleurs dans cette région qu'auront lieu les plus forts regroupements. Manifestation de 12 Août à Metz (1200 personnes) -meeting le 23 septembre au théâtre municipal de Thionville (2000 personnes) -de nouveau une manifestation à Metz le 28 Octobre (2500 personnes).

Mais cette relance du mouvement, cette réplique aux assignations devant les tribunaux se déroulent sur la même base politique que dans la période Août 76-Juillet 77. Procès, appel à la mobilisation, manifestation avec une présence massive de résidents; mais pratiquement aucuns débats politiques internes; les mêmes points de vue sur la non-participation des immigrés à la politique; pas des directives précises lorsque les expulsions ont lieu, pas de directives précises par rapport aux autres problèmes internes aux foyers. Un exemple frappant: au cours d'une manifestation locale, une banderole du foyer de Colombes-4 portes affirmait: "tous les hommes sont égaux par nature et devant la loi".

Il y a eut pourtant un certain nombre de tentatives du C.C. pour cerner la nouvelle situation politique, analyser quelles nouvelles alliances étaient possibles, comment trouver les moyens de répondre politiquement, français et immigrés, aux nouvelles attaques. Le C.C. rencontra 14 organisations politiques et syndicales, il

lança l'appel à la manifestation nationale du 18 Novembre 78. 20 000 personnes y ont participé. Mais ce fut sans suites.

La pesanteur du courant "immigrés-immigrés" était trop forte; ce courant était en train logiquement de se transformer en un courant jusqu'au-boutiste. ne réfléchissant plus les points de force et de faiblesse du mouvement des foyers (sur la base de sa plate-forme) pour définir une politique. Il s'affirmait de plus en plus comme l'organisation des immigrés, et non plus comme la direction d'un mouvement spécifique de grève; certains pensant même négocier une place dans l'appareil C.F.D.T. (Champigny).

Et, lorsqu'en Janvier 79, la direction du C.C. rencontrera secrètement le secrétariat à l'immigration, ce sera à nouveau l'échec et la rupture devant le jusqu'au-boutisme du courant " immigrés-immigrés" du C.C. et l'intransigeance de la Sonacotra.

* L'Etat s'embourbait avec des tribunaux d'instance qui donnaient parfois raison aux résidents. Il attaqua alors directement devant les tribunaux de grande instance, en assignant un grand nombre de résidents, en cherchant à les expulser en masse de leur logement, à leur faire payer les arriérés à l'aide de saisies. Il reprit en main son appareil judiciaire et les décisions d'expulsion commencèrent à tomber. Cela commença par l'Est de la France, en grande effervescence, mais peu solide politiquement.

En Mars, la Sonacotra propose des négociations pour l'Est, la Lorraine et l'Alsace. Les camarades de Lorraine posent en préalable à toute discussion le retour des résidents expulsés de Woippy: la discussion tourne court... La Sonacotra tente alors de négocier à Strasbourg: le marché est simple, pas d'expulsion d'un côté; en contrepartie il est proposé un nouveau contrat d'hébergement aux résidents. Les résidents ont jusqu'au 9 Avril pour répondre... Mardi 10 Avril, à 6 heures, les flics se chargent de 152 expulsions sur 3 foyers: Meinau, Koenigshoffen et Bischeim. Les affaires de chaque chambre sont mises pêle-mêle dans un sac poubelle. Ces sacs

s'accumulent alors dans la cour pour être chargés sur un semi-remorque, direction le garde-meuble. Les résidents se rassemblent, résistent, protestent. Mais ils ne trouveront pas d'issues politique.

Ce fut la première expulsion massive de foyer. D'autres suivirent avec à la clef parfois la fermeture totale du foyer. Certains sous la pression acceptaient de signer des accords locaux avec la Sonacotra, souvent aidée par le P.C.F. et la C.G.T. Le mouvement ne trouvera pas de riposte aux expulsions massives de foyers, qui vont le disloquer. Le C.C. ne saura pas ou ne voudra pas infléchir sa politique pour y faire face.

* L'U.C.F.M.L. poursuit de son côté sa propre politique:

-Apporter tout le soutien politique et matériel possible dans la mesure où il existe un minimum de collaboration concrète avec les comités de résidents et le C.C. Programme difficile dans la mesure où le C.C. n'organise de réunions ni avec les résidents ni avec les organisations politiques pour leur parler de la situation. Le fait d'ailleurs qu'il n'y ait aucune réunion avec les organisations politiques n'est pas une chose positive, mais le fait qu'il n'y en ait pas avec les résidents va se révéler dans de nombreux endroits comme absolument dramatique. Le manque de confiance dans les masses du C.C. sera une des raisons de sa disparition.

-Poursuivre les très nombreuses campagnes politiques contre les projets de loi Barre-Bonnet-Stoléru, les batailles contre les attentats racistes, les expulsions... pour l'unité français-immigrés. Toutes ces campagnes culmineront par l'appelle 16 Juin 79 à manifester de Barbès à l'assemblée nationale. Ce sera la seule grande manifestation de masse appelée avec les C.P.A.C., les C.P.R.O.P.V., l'O.C.F.M.L., les P.A.E., l'U.E.G. et l'U.N.E.E.C.I. qui aura une véritable dynamique de masse contre l'Etat. Les mots d'ordre "A bas les lois de rafle, d'expulsion, d'internement ! -Renouvellement sans condition des cartes de séjour et de travail ! -Régularisation immédiate des immigrés sans papiers ! -vive la lutte des résidents des foyers, avec à sa tête le C.C. ! -Français-immigrés, une seule classe ouvrière, égalité des droits ! "

furent repris par environ 2000 personnes.

C'était la seule manifestation à articuler le mouvement des foyers et la reconnaissance du C.C. à la lutte contre les lois racistes. Les autres, celles qui la suivirent feront pâle figure réactionnaire. Celle de la CFDT ne rassemblera que 1200 personnes sans aucune conviction politique, sans référence au mouvement des foyers et au C.C. Celle de la CGT fut franchement réactionnaire autour du thème de la défense des libertés et du renforcement de la CGT . Celle du M.R.A.P. ... silencieuse !

L'intense travail politique réalisé par l'U.C.F.M.L. contre les lois, l'ensemble des batailles politiques qu'elle aura mené sur ce front de la lutte des classes sera une arrière politique pour le "sursaut de Garges".

- II -

Garges et les expulsions de foyers

* Les expulsions massives et la fermeture du foyer de Garges marquent un tournant. A partir de cette date, le 22 Juin, les foyers de la région parisienne vont être touchés les uns après les autres. Un des bastions de la grève, un des 12 foyers qui est en grève depuis 75 est attaqué violemment. Il est fermé.

Avec une remarquable ténacité, une formidable dignité, les résidents vont résister aux C.R.S. Les 1000 C.R.S. et gardes mobiles devront rester pendant 12 jours devant le foyer pour empêcher qu'il soit réoccupé. Jours et nuits, les résidents vont camper face à l'Etat et à la Sonacotra, restant unis autour du comité des résidents et du C.C., scandant des mots d'ordre, résistant.

Immédiatement, l'U.C.F.M.L. appelle dans tous les lieux de masse sur lesquels elle intervient régulièrement, à venir soutenir les résidents dans leur rassemblement permanent sur le terre-plein derrière le foyer. Deux manifestations seront immédiatement organisées à Garges même, le samedi et le dimanche dans les cités pour expliquer la situation, organiser le soutien des français et des immigrés.

Un formidable effort de soutien logistique, matériel et politique sera développé par l'U.C.F.M.L. comme d'autres organisations.

Le dimanche 1er Juillet, elle appellera avec les P.A.E. et l'O.C.F.M.L.-Drapeau Rouge à une longue marche de St- Denis à Garges pour venir soutenir les résidents et le C.C. Le P.C.R., l'H.R. et L.O. rallièrent l'initiative le dimanche. 1000 manifestants arriveront en cortège au camp de Garges.

* De leur côté, le P.C.F. et la C.G.T. essayaient d'entraîner encore les résidents dans leur propre négociation, tentaient une nouvelle fois de les diviser, de les affaiblir. Mais rien n'y fit. Les résidents se sont repliés en ordre face au foyer, où ils campent, unis et déterminés. Ils exigent au préalable la réintégration de tous les résidents et ensuite la possibilité d'ouvrir des négociations sur la base globale de la plate-forme du C.C. Mais la force et l'unité des seuls résidents de Garges ne pouvaient suffire. Il fallait un sursaut d'ensemble.

Le rassemblement de Garges, ce point de force qui s'appuyait sur une longue histoire, sur une grande détermination, était suffisant pour empêcher la débâcle, mais pas assez pour relancer l'offensive et occuper le foyer. L'Etat le comprit; il retira ses "troupes d'occupation". Les syndicats arrivèrent alors; pas tous, simplement les sections C.F.D.T. "(gauchisantes" ; ils arrivèrent avec la bénédiction des syndicalistes du C.C. (le courant " de Champigny ". Ils organisèrent à Garges un rassemblement le 7 Juillet, sur quoi ? Et bien sur les lois racistes. Oui ! Alors que les résidents cherchaient une issue pour résister aux expulsions de foyers, pour empêcher de nouvelles saisies dans d'autres foyers, pour réintégrer ce foyer de Garges, les syndicalistes en alliance avec une fraction du C.C. changeaient de " terrain " et intervenaient sur le thème des lois. Aucune directive précise, aucune issue par rapport aux expulsions, aucune réponse aux questions que se posaient les résidents et les gens venus en soutien. Et ce fut la dérive... Face aux expulsions de foyer, le C.C. se révélait incapable de diriger une politique de riposte dont la tâche essentielle était d'enrayer ces expulsions car il faut bien comprendre qu'une fois les

résidents expulsés, ils n'étaient plus rien en terme de force sans parler des questions dramatiques que cela posait pour leur logement et leur vie quotidienne. Garges l'a bien montré.

* Par contre, les maoïstes de l'U.C.F.M.L. porta toute son énergie dans les batailles politiques réelles contre les expulsions de foyer, en particulier Aulnay, Gennevilliers, Reims, contre l'expulsion de France du délégué d'Ivry Konaté, ..., en mobilisant toutes ses forces.

Dans tous ces foyers, il y eut des expulsions massives, des résidents jetés à la rue... Et les syndicalistes organisaient un nouveau rassemblement à Garges fin Septembre sur les lois. Animation culturelle et discours stériles ont fait office de ligne politique et d'orientations concrètes face à la situation. Ce fut le premier rassemblement du C.C. que les maoïstes ne soutirent pas.

-III-

**Ultime sursaut. Division du C.C., liquidation par les
jusqu'au-boutistes.
Fin du mouvement.**

Cependant depuis quelques temps, les résidents et leurs délégués constatant la débâcle qu'entraînaient les expulsions massives, multipliaient les pressions sur le C.C. Une fraction de celui-ci, la moins engagée dans l'opération syndicaliste, réunit alors de nouveau l'ensemble des délégués de foyers, y compris certains de province comme Reims dans plusieurs réunions début Novembre (il faut remarquer que cela faisait longtemps qu'il n'y avait plus eut de réunions aussi larges de délégués). A l'issue de 3 longues réunions de ce type (où participait l'écrasante majorité des délégués de foyers encore en grève), le C.C. fit connaître publiquement sa nouvelle ligne, le 16 Novembre, dans une réunion où il lut son dernier texte politique publié.

C'était un texte en partie de bilan de 5 ans de lutte et qui se terminait pas une

modification de la ligne du C.C. quant aux négociations, tenant compte du rapport des forces du moment.

Citons les extraits les plus significatifs de ce texte:

"Il y a 5 ans, rompant le silence sur près de 20 ans d'oppression et d'exploitation éhontée, qu'aucun parti de gauche ni aucune organisation syndicale, prétendument défenseurs de la classe ouvrière, n'avaient dénoncé à ce jour, nous, résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP 135 000 en juin 78), déclenchions l'une, des grèves les plus longues, les plus dures, mais aussi les plus réprimées de ces dernières années.

De ce formidable mouvement de révolte et de refus de l'état d'exception dans les foyers devaient naître:

-1 Son noyau interne le C.C. (...)

-2 La plate-forme revendicative générale (...)

C'est avec cette plate-forme que, pendant 5 années de lutte, le C.C. a pu:

a) Regrouper les ouvriers de 24 nationalités, de 120 foyers Sonacotra, ADEF, AFRP (...)

b) Imposer DE FAIT dans les foyers en grève:

-la liberté face aux gérants racistes (liberté de visite, de réunion, etc).

-le boycott des règlements intérieurs policiers,

-la reconnaissance de fait des comités de résidents élus par les A.G. et leur C.C.

-le blocage des tarifs du loyer pendant plusieurs années.

c) Gagner le soutien de plusieurs milliers de travailleurs immigrés mais aussi français pour pouvoir résister victorieusement jusqu'à maintenant à tous les assauts du pouvoir. (...)

C'est cela qui a expliqué et explique aujourd'hui l'acharnement avec lequel tout au long de ces 5 années, la bourgeoisie s'est farouchement attachée à briser notre lutte. (...) Mais c'est véritablement au printemps 78, qu'achevant d'unifier son système législatif, il engagera l'assaut définitif contre notre lutte

et contre les travailleurs immigrés d'une manière générale, assaut dont les juges marionnettes, racistes au besoin (témoin le juge Fabre) et ses flics enrégés se sont chargés d'exécuter les basses besognes contre les résidents en lutte.

Cette politique du gouvernement, nous le disons tout haut a reçu le soutien précieux du P.C.F., de la C.G.T., et dans une moindre mesure, de la C.F.D.T. (...)

Dès 1975, ils ont tenté sans succès le noyautage des premier comités de résidents en grève, avant de verser dans la calomnie mensongère. (...).

Récemment, à la faveur de l'offensive généralisée du pouvoir, chaussant les bottes de ce même pouvoir, ils proposeront aux résidents la capitulation devant les expulsions par la signature de protocoles d'acceptation de la loi des sociétés gestionnaires (Garges, Aulnay, Nanterre...). Et, comble de trahison.:

-à Gennevilliers, la C.G. T., sous couvert de bataille contre les "gauchistes", pactisant avec le gérant raciste et les flics, enverra à la prison de Fleury-Mérogis un ouvrier honnête, délégué bénéficiant depuis 3 ans de la confiance de ses camarades, pour extorsion de fonds !!

-à Villejuif, les militants du P.C.F. remplaceront les flics le soir pour interdire l'entrée du foyer à un délégué expulsé le matin; le délégué était membre du C.C.

-Enfin, à Garges-Ies-Gonnesses, la municipalité P.C.F. désignera les résidents à la vindicte populaire parce qu'expulsés, ils ont osé camper sur un terrain qui, soit-disant, était destiné à la construction d'une école !

Voilà les faits. Ainsi, pour nous, la politique du P.C.F. n'a été ni conjoncturelle ni menée au hasard. C'est la pratique d'un parti et d'une organisation syndicale qui, aujourd'hui comme demain, s'opposeront toujours aux ouvriers partout où ils voudront prendre en main leurs affaires et arracher leurs revendications à la bourgeoisie.

La C.F.D.T , quant à elle, a toujours eu un double visage par rapport à

notre lutte et par rapport au C.C. (...)

Aujourd'hui, après la brutale offensive du pouvoir engagée depuis Juin 78, malgré la courageuse résistance des résidents et de tous ceux qui les ont soutenus contre les feux conjugués de la bourgeoisie et du trio PCF-CGT-CFDT, notre lutte traverse une des périodes les plus dures de son histoire. (...)

Face à cette situation difficile, le C.C., refusant tout à la fois les actes de désespoir et la politique du "laisser se dérouler" le rouleau compresseur sur les résidents grévistes -ce qui aurait pour résultat leur écrasement total et l'instauration d'une "paix de cimetière" pendant des dizaines d'années dans les foyers -a adopté, à l'unanimité des foyers qui le composent, les décisions suivantes:

- chaque comité de résidents pourra ouvrir des négociations avec les seuls représentants des sociétés gestionnaires respectives sur les points (...)

- à ces points pourront s'ajouter les revendications propres à chaque foyer.

- aucune signature définitive ne peut être apposée sur un protocole avant accord de l'A.G. et concertation de tous les comités de résidents.

le 13/11/79 "

Une liste jointe reprenait l'essentiel de la plate-forme du C.C., mais en ne faisant plus un préalable de la reconnaissance du C.C., et s'engageant à la reprise des paiements aux prix de Juin 79, sous réserves d'expertises. Concessions majeures, susceptibles d'ouvrir la voie à des négociations de chaque Comité de Résidents, qui recevaient la directive d'envoyer une lettre à la Sonacotra pour ouvrir ces négociations.

Sursaut tardif, mais juste. Les maoïstes qui étaient partisans depuis la fin de l'été que le C.C. tienne compte de la nouvelle situation et se préoccupe du sort réel des résidents menacés, vont soutenir résolument cette nouvelle orientation.

Nous le faisons immédiatement savoir au C.C. dans sa réunion publique, proposant que dès ce moment une bataille pour ces négociations soient engagée au

niveau de chaque foyer comme au niveau d'ensemble. Nous le confirmons les jours suivants dans une lettre adressée au C.C. où nous écrivons que la nouvelle orientation du C.C. traduit:

"Votre volonté de ne pas renier les acquis de votre lutte depuis 5 ans... Votre volonté de ne pas tomber non plus dans des positions "catastrophistes ", jusqu'au-boutistes qui risqueraient d'amener l'écrasement complet de la lutte des foyers. Cette nouvelle situation traduit à notre avis le fait que vous êtes tout à la fois:

-à l'écoute des préoccupations légitimes des résidents, face aux multiplications des expulsions, saisie-arrêts et autres attaques.

-que vous entendez jouer un rôle d'organisation dirigeante, c'est à dire tenir compte du rapport de force d'ensemble qui existe aujourd'hui, rapport de force favorable à la Sonacotra et à l'État et qui exige un certain nombre de concessions provisoires (dont celle majeure, d'engager des négociations dirigées par un ou plusieurs comités de résidents sur la base de la plate-forme du C.C. et sous contrôle des A.G. (...))

Mais nous pensons que la victoire de votre orientation actuelle va exiger
UNE DURE BATAILLE POLITIQUE: -contre la Sonacotra

-contre le P.C.F.

-contre les jusqu'au-boutistes. (...)

Nous pensons indispensables que votre initiative... soit renforcée par une grande campagne d'ensemble".

Cette " dure bataille " pour les négociations ne sera pas menée par le C.C. Car la fraction " immigrés-immigré ", " jusqu'au-boutiste ", mise en minorité au début Novembre va contre-attaquer, s'appuyant sur les syndicalistes dans le collectif constitué après le rassemblement de Garges, va calomnier la nouvelle position du C.C. et tout faire pour saboter cette nouvelle ligne. Ils iront jusqu'à produire des tracts "Des comités de résidents des foyers en lutte ", s'auto-proclamant " les combattifs " du C.C. et PRATIQUANT LA SCISSION. Face à eux, la partie du C.C.

porteuse des négociations, de "sauver ce qui pouvait l'être" fut en fait incapable de mener l'offensive. Pour cela il lui fallait des points d'appuis politiques en particulier:

- reconstituer une confiance des résidents des foyers dans cette direction du C.C. par un véritable travail de masse dans les foyers, bilan autocritique sur l'absence de débats et de directives de la période précédente.

- affirmer clairement que son orientation était liée à une voie d'unité réelle d'unité français-immigrés, s'appuyer sur les forces politiques prêtes à la soutenir réellement, dénoncer les "jusqu'au-boutistes" comme des liquidateurs et des diviseurs.

Toutes tâches, décisions politiques non prises en main. Au lieu de cela cette fraction du C.C. tenta de ménager tout le monde et fut en fait paralysée par les "jusqu'au-bou-tistes-syndicalistes" qui avaient comme politique de liquider de fait le mouvement pour mieux se consacrer à leur opération syndicaliste de lutte contre les lois.

CETTE DISPARITION DU C.C. EN TANT QUE DIRECTION D'UN MOUVEMENT DE MASSE et la fin de celui-ci comme mouvement d'ensemble FUT DANS LES FAITS SANCTIONNÉ DES LA MANIFESTATION DU 1er DECEMBRE 79 contre les lois. C'est la première manifestation de masse où le C.C. ne rassemble plus aucun résidents (ou quelques dizaines). Cette manifestation sanctionne par ailleurs qu'il y a bien une nouvelle période et qu'il existe 2 voies pour s'opposer aux lois: une de ralliement syndicaliste et d'impuissance, l'autre de l'unité français-immigrés et du combat contre toutes les politiques racistes.

Les évènements qui suivirent le 1er Décembre seront marqués par cette nouvelle période, le choix qui se dessinait dès alors entre:

- * la capitulation derrière la politique raciste du P.C.F. dont on voit les effets dans les foyers où celui-ci réussit à rentrer en force pour négocier à la place des résidents.

- * l'isolement et le repli sur soi par nationalités, entre immigrés qui n'empêchèrent pas les dernières expulsions et dislocations de foyers comme plus tard R. Rolland-St-Denis, le bastion des "jusqu'au-boutistes".

* s'inscrire dans le combat prolongé pour l'unité français-immigrés, ce qui permit à certains foyers d'appliquer la dernière orientation du C.C. et d'obtenir des protocoles d'accord assez favorables comme à Reims, Pierrefitte, Villemomble, Massy...

Les maoistes de l'U.C.F.M.L. dans cette dernière période, devant la disparition de fait du C.C., s'engagera alors en son nom propre dans les combats pour faire sortir de prison Bouaziz, membre du C.C., délégué de Gennevilliers envoyé en prison sur dénonciation calomnieuse de la CGT (le C.C. en tant que tel ne s'est jamais occupé de la défense de Bouaziz). Et l'U.C.F.M.L. apporta son soutien à la voie des négociations, par tracts, discussions avec les résidents, réunions publiques dans des foyers comme Reims, Villemomble, Pierrefitte...

Début 1980 donc, le mouvement comme mouvement d'ensemble prenait fin. Fin ne signifie pas défaite. Dans certains foyers, ce fut une défaite, dans d'autres une victoire partielle. Fin signifie qu'une période est terminée, que les problèmes ne sont plus les mêmes qu'en 75, qu'il faut trouver de nouvelles réponses politiques où la question de l'unité français immigrés est centrale, où de nouvelles questions se posent dans les foyers (chômeurs, jeunes...) et dans le lien entre foyers et cités.

En s'appuyant sur tous les acquis de ce grand mouvement des foyers, en comprenant les raisons politiques de ses faiblesses.

SUR LE SOUTIEN

INTRODUCTION: IMPORTANCE DE LA QUESTION

La question du soutien au mouvement des foyers a été une question importante pendant le mouvement lui-même et l'est également dans son bilan.

* Car les actions de soutien ont joué un rôle effectif à tel ou tel moment du

mouvement, même si le soutien fut dans son ensemble trop limité. Il a permis en particulier certaines des manifestations les plus significatives de la période, qui ont porté comme une question de masse le combat pour l'égalité des droits français-immigrés. De ce point de vue il a ouvert la voie à l'engagement prolongé de forces dans la lutte pour l'égalité des droits, l'unité français-immigrés. C'est en grande partie adossées au mouvement des foyers que se sont constituées et développées les Permanences Anti-Expulsion (P.A.E.).

* Le bilan de cette question est également important car

-à travers sa conception du soutien se traduit une partie de la politique du C.C., en particulier de son rapport à la question de l'unité français-immigrés.

-il permet de tirer les leçons de la dynamique, des difficultés et limites d'organisations comme les "Comités de Soutien".

-il éclaire enfin le rôle des différentes forces politiques, leur attitude face au mouvement des foyers et à tout ce dont il était porteur de nouveau, d'antagonisme à cette société impérialiste.

Pour l'avenir du combat pour l'égalité des droits, l'unité de la classe ouvrière internationale de France et l'unité français-immigrés du peuple, il est donc essentiel de tirer le bilan de ce qui fut le soutien au premier mouvement portant ces tâches comme des questions de masse.

- I -

RAPPEL DE QUELQUES MOMENTS

SIGNIFICATIFS DU " SOUTIEN "

FIN 75: les résidents du foyer Romain Rolland de St Denis sortent leur PREMIÈRE BROCHURE contenant leurs principales revendications, organisent localement (avec le soutien des maoïstes) un meeting pour discuter avec les habitants de la cité H.L.M. voisine.

DÈCEMBRE 75: L'U.C.F.M.L. sort la première " feuille " NATIONALE de

soutien à la grève, la liant au combat prolongé pour l'égalité complète des droits français-immigrés (Voire documents).

21 FÉVRIER 76: PREMIER GRAND MEETING à l'appel du C.C. des résidents des foyers en grève, à la Mutualité de Paris. Plus de 3000 personnes. Beaucoup de résidents, encore peu de gens pour les soutenir. Une seule intervention d'organisation politique, celle de l'U.C.F.M.L. Les autres groupes "marxiste-léniniste" (H.R., P.C.R.) ont également soutenu l'appel, le reste de l'extrême-gauche présente pour la forme. A noter que le P.C.F. appelait à la même heure à une contre-réunion dans un foyer qui est un échec total. L'idée de Comités de Soutien est lancée à ce meeting.

-24 AVRIL 76: à l'appel du C.C., PREMIÈRE GRANDE MANIFESTATION DE SOUTIEN A LA GRÈVE: contre l'expulsion de France de 18 délégués quelques jours plus tôt par la police. 15 000 personnes, beaucoup de résidents mais aussi de nombreux ouvriers et gens du peuple, défilent de Barbès à Ménilmontant. Le mot d'ordre " Français-immigrés, égalité des droits" devient un mot d'ordre de masse. L'extrême-gauche, la CFDT parisienne sont présents. Le P.C.F. ne fait pas mention de la manifestation dans l'"Humanité".

-FIN ÉTÉ 76: organisation par le C.C. d'une première centralisation des comités de soutien existants.

-23 OCTOBRE 76: à l'appel du C.C. DEUXIEME MEETING DE SOUTIEN à la Mutualité. Moins de résidents que le 21 Février, plus de gens en soutien, en particulier des jeunes français. Appel au développement du soutien par le C.C. Seules l'U.C.F.M.L., l'H.R. et l'O.C.F.M.L. appellent à ce meeting. Les autres (PSU, LCR, PCR) ainsi que la CFDT sont absents.

-FIN 76: à l'initiative du C.C. et des Comités de Résidents, PREMIERS APPELS A MANIFESTER AUX PROCÈS pour saisie-arrêts qu'organise la SONACOTRA.

Appels locaux, le jour et l'heure du procès. Présence souvent nombreuse des résidents du foyer concerné, qui ne vont pas travailler ce jour-là pour venir. Vu les conditions (heures de travail en semaine) c'est un succès, par contre assez peu de gens pour soutenir (sauf quelques exceptions comme Montreuil le 23 décembre 76 environ 1000 personnes). Une seule manifestation en dehors des heures de travail à Saint-Denis le dimanche 12 décembre 76. Ce type de manifestations le jour et l'heure du procès se multiplieront (plusieurs dizaines en tout) aussi bien contre les saisie-arrêts que plus tard pour les premières expulsions de foyers.

-FIN 1976: CREATION DE LA COMMISSION CULTURELLE, chargée de soutenir l'animation culturelle dans les foyers. Assez créatrice au début, elle participe entre autres à la réalisation d'un montage-diapo sur la grève, elle contacte des groupes d'accord pour se produire dans les foyers en particulier lors des JOURNÉES PORTES OUVERTES qui seront organisées pendant toute la grève par des Comités de Résidents de foyers.

-20 MARS 1977: RETOUR DES DELEGUES expulsés de France, après l'annulation par le Conseil d'Etat des arrêtés d'expulsion. Pour leur accueil victorieux à Orly, le C.C. appelle à une "grève générale" mais sans aucune préparation. Des résidents se rendent à Orly mais pas de mouvement d'ensemble.

-2 AVRIL 77: 3ème et dernier MEETING CENTRAL parisien pour fêter le retour des délégués expulsés. Un peu moins de résidents que dans les meetings précédents (2000 en tout), meeting d'ailleurs marqué par le problème de l'arrêt de la grève dans certains foyers et l'extension dans d' autres.

-AVRIL 77: PREMIER NUMERO DU JOURNAL DU C.C. " Foyers Sonacotra en lutte " , 2 ans après le début de la grève. Il y aura en tout 5 numéros assez espacés (Av 77, Juin 77, Juin 78, Aout 78, Janv. 79).

-11 JUIN 77: PREMIERE FÊTE DE L'UNITÉ FRANÇAIS. IMMIGRÉS à

Champigny, toute une journée. Spectacle de groupes culturels immigrés et français, montrant que la grève peut être aussi un point d'appui à un échange culturel entre français et immigrés. Présents 2 à 3000 personnes, majorité d'immigrés des foyers. La "tenue" politique est plus faible, pas de débat sur la grève ou le soutien, pas d'intervention politique centrale du C.C.

-19 NOVEMBRE 77: MANIFESTATION CONTRE LES PREMIERES MESURES STOLÉRU (arrêt de l'immigration, interdiction de l'immigration familiale, le "million" pour le retour). Précédé d'une campagne pour l'abrogation de ces mesures de l'U.C.F.M.L. et des C.P.A.C. L'unité pour l'appel à cette manifestation se fait autour du C.C. qui l'impose en particulier aux courants trotskystes et syndicalistes. Ces derniers manoeuvrent en vain pour reporter la manifestation, la mettre sous direction C.F.D.T (qui ne viendra pas à la manifestation). 8 à 10 000 personnes défilent, depuis Barbès avec une présence importante d'ouvriers, employés, jeunes, femmes français. Mots d'ordre contre les mesures Stoléru, pour la victoire de la lutte des foyers, pour l'égalité des droits. L'U.C.F.M.L. appelle à la création des P.A.E., organisation anti-raciste, d'unité français-immigrés, contre les expulsions, les attentats et les décrets racistes.

-10-11 JUIN 78: DEUXIEME FÊTE DE LA RENCONTRE FRANÇAIS.IMMIGRÉS à Chelles. A peu près autant de monde que la première, moins de français mais plus de résidents de province (voir plus loin). Moment pour les camarades immigrés de faire vivre leur propre culture, mais aucun débat politique (moins de panneaux au stand que la première fois).

-8 JUILLET 78: MANIFESTATION PARISIENNE CONTRE LA RÉPRESSION DE LA GRÈVE, appelée par le C.C. Malgré la date (début des vacances scolaires), 4 à 5000 personnes dans la rue. Cette manifestation est la réponse à Stoléru qui venait de déclarer "avant la fin de l'été, la grève sera terminée". Présence des forces d'extrême-gauche, absence de la C.F.D.T. Le P.S. envoie une délégation d'"huiles"

(Mauroy, Sarre, Le Garrec) au début de la manifestation, ils font un petit discours confus puis repartent.

-12 AOUT 78: MANIFESTATION A METZ de plus de 1000 personnes, contre les premières tentatives de fermeture de foyers dans l'Est. Dans cette période, la Sonacotra concentre ses attaques sur la province, surtout l'Est où de nombreux foyers se sont mis en grève depuis 77 (Metz, Thionville, Florange, Strasbourg, Longwy...). Malgré l'isolement plus grand encore en province qu'à Paris des foyers, les résidents vont faire preuve de leur détermination en multipliant manifestations (2000 personnes encore à Metz le 28 Octobre 78, à Strasbourg...), meetings (comme à Thionville le 23/09), journées portes-ouvertes (Florange...) et cela malgré aussi une répression policière brutale (comme au foyer de Woippy le 18 Octobre).

-18 NOVEMBRE 78: 4ème ET DERNIÈRE GRANDE MANIFESTATION PARISIENNE à l'appel du C.C., contre les procès et menaces d'expulsions qui se sont multipliées pendant et depuis l'été, contre la prétendue "semaine du dialogue" de Stoléru .Manifestation massive (15 000 personnes, la plus importante avec celle du 24 Avril 76), avec une présence significative de détachements organisés de la jeunesse lycéenne et étudiante (c'est l'époque des circulaires Bonnet contre les étudiants étrangers). La C.F.D.T. parisienne est également présente.

-HIVER 78/79 -PRINTEMPS 79: L'Etat durcit la répression par le contrôle plus strict de l'appareil judiciaire, qui multiplie les décisions d'expulsions. Face à cela sont organisées des ripostes de masse mais au seul plan local ou régional (la plus forte, le 23 Décembre 78, de 2 à 3000 personnes sillonnant Nanterre et ses environs contre la menace d'expulsion de foyers de cette région). Initiatives en province où les expulsions se multiplient (2 Avril, Strasbourg), et même d'un Comité de soutien en son nom propre (21 Avril à Montreuil). Mais il n'est plus organisé, par le C.C., d'initiatives centrales.

-16 JUIN 79: MANIFESTATION CONTRE LES DECRETS ET PROJETS DE

LOIS RACISTES DE STOLERU-BONNET à l'appel de l'U.C.F.M.L., des C.P.A.C., des P.A.E., de l'O.C.F.M.L., de l'U.E.G. (Etudiants Guyanais) et de l'U.N.E.E.C.I. (Etudiants de Côte d'Ivoire). Le C.C. accepte que l'on fasse l'appel dans les foyers mais ne s'associent pas à la manifestation. Plusieurs milliers de personnes, français et immigrés, contre les lois racistes, pour l'Egalité des droits et le soutien à la lutte des foyers.

-23 JUIN 79 ET 1er JUILLET 79: 23 Juin, expulsion du foyer de Garges-les-Gonesses. Les résidents campent autour face aux C.R.S., des résidents d'autres foyers viennent les soutenir (mais sans appel central du C.C.). Les maoïstes, les P.A.E., dès le 24 Juin organisent une première manifestation de soutien et surtout le 1er JUILLET, PLUS DE 1000 personnes manifestent de St-Denis jusqu'au terrain de Garges. Cette manifestation est également appelée par l'O.C.F.M.L. (et de quelques autres ralliés P.C.R., L.O...). Les C.R.S. se retireront du terrain 2 jours plus tard.

-7 JUILLET ET 29 SEPTEMBRE 79: Le C.C., qui n'a pas appelé à la manifestation du 1er Juillet, organise avec des sections syndicales C.F.D.T. et des organisations immigrées, et sans les organisations politiques, deux rassemblements à Garges, alors que les flics sont déjà partis. Rassemblements où il n'est rien proposé pour la poursuite du mouvement de grève, la lutte contre les expulsions ou les réintégrations; il n'est question dans ces rassemblements que des projets de lois racistes, pas de la défense du mouvement des foyers durement attaqué.

-AOUT/SEPTEMBRE 79: Quelques résistances locales aux expulsions qui se multiplient, rassemblements où les maoïstes sont souvent présents (Aulnay, Gennevilliers, Sannois...). Mais le C.C. ne fait plus de propositions.

-13 OCTOBRE 79: Après avoir organisé fin Septembre (avec l'O.C.M.L.F.) une réunion contre la menace d'expulsion d'un délégué du C.C. -Konaté., l'U.C.F.M.L. appelle (avec les P.A.E.) à une première manifestation contre l'emprisonnement de Bouaziz, délégué du foyer du Port de Gennevilliers, emprisonné après des

manoeuvres crapuleuses de la mairie P.C.F. et de la C.G.T. Ce sera le lancement d'une campagne avec tracts, brochures, films, manifestations... qui aboutira à la libération de Bouaziz le 9 Avril 80. Le C.C. ne se mobilisera jamais pour cette libération, alors que Bouaziz était membre du C.C.

-1er DÉCEMBRE 79: Manifestation contre les projets de lois racistes, où syndicalistes et C.C. refusent de défilier unitairement avec les maoïstes. Deux cortèges séparés; dans celui du C.C. et syndicats, il n'y a presque plus de résidents des foyers ce qui sanctionne LA FIN DE FAIT DU MOUVEMENT ET DU COMITÉ DE COORDINATION.



CONCEPTION POLITIQUE DU COMITÉ DE COORDINATION

Dans la première période de développement et d'organisation de la grève, les résidents des foyers sont principalement occupés par l'élargissement de la grève, la lutte contre les ennemis intérieurs (offensive du P.C.F., Amicales...). Ils affirment pourtant que leur lutte fait partie de toute la classe ouvrière, du combat pour son unité, du combat pour l'égalité des droits français/immigrés; quelques initiatives de propagande locales sont prises (R. Rolland). Il y a alors accord pour que les organisations politiques qui soutiennent le mouvement (fort peu il est vrai à cette heure-là) l'expliquent dans les foyers, soutiennent l'extension de la grève. Au meeting du 21 Février 76, le C.C. propose aux forces politiques qui l'ont soutenu d'exprimer leur position à la tribune.

A ce meeting, le C.C. lance l'idée des Comités de Soutien. Mais ce n'est qu'après les expulsions de délégués d'Avril 76 et la grande manifestation de riposte qu'ils deviendront une réalité. Jusqu'à ce moment-là, le C.C. affirme son rôle de dirigeant dans des initiatives de soutien tout en discutant avec les organisations politiques du rôle de chacun dans le soutien, comment organiser les appels comme celui de la manifestation. Dans les premiers comités de soutien qui se créent, d'assez nombreux résidents y participent.

Après l'été 76, après l'échec des premières négociations avec la Sonacotra, il se produit une rupture, une transformation dans la conception politique du C.C. en ce qui concerne les questions du soutien. Quelles sont les raisons de cette transformation ? A notre avis. plusieurs raisons politiques se sont conjuguées. Nous les exposerons plus loin.

Caractérisons d'abord cette nouvelle conception politique du C.C.: son point politique principal est le REFUS DU C.C. D'ENGAGER MASSIVEMENT LES

RESIDENTS DES FOYERS EUX-MEMES DANS L'ORGANISATION D' UNE VERITABLE CAMP DE SOUTIEN. Ce refus, ce non-engagement vont avoir de nombreuses conséquences qui ne vont que s'amplifier tout au long du mouvement:

**** LA PREMIERE CONSÉQUENCE VA ETRE LE PEU DE VIE INTERNE, DE DYNAMIQUE DE RALLIEMENT DES COMITÉS DE SOUTIEN.**

Certes, dans chaque Comité de Soutien sont présents des membres des comités de résidents, dans le Comité de Soutien central, il y a présence et direction du C.C. Mais cette direction, nécessaire, va se transformer en contrôle méfiant de toute initiative proposée. Car les Comités de Soutien vont souffrir de l'absence significative en leur sein de la force du mouvement lui-même, les résidents.

Une "plate-forme de soutien" ne traduit pas à elle seule la force d'un mouvement aux yeux des gens qui pourraient être mobilisés à soutenir cette grève. Il est facile d'imaginer la force de ralliement qu'aurait pu avoir une dizaine de grévistes intervenant avec le comité de soutien sur un marché, aux portes d'une usine ou dans un lycée. Au lieu de cela, les quelques personnes inorganisées rentrées dans les comités de soutien n'avaient que peu ou pas du tout de rapport avec les grévistes eux-mêmes. : les journées "portes ouvertes" organisées de temps en temps ne pouvaient faire office de lieu prolongé et solide entre gréviste et gens du soutien.

Dans ces conditions, les appels répétés du C.C. pour que les comités de soutien soient des "organisations de masse" et pas des " cartels d'organisations" n'étaient que des positions de principe. Leur efficacité réelle était fortement limitée par le refus du C.C. lui-même de donner aux comités de soutien une dimension de masse par la présence de nombreux résidents. Et cette faiblesse ne va que renforcer la conception du C.C. de considérer les C.S. comme lieux de regroupement de ceux destinés à remplir les tâches techniques de soutien et de propagande (et uniquement cela). Il n'est pas question de négliger les tâches matérielles de soutien (collage d'affiches, distribution de tracts, service d'ordre, voitures pour les déplacements, soutien

financier...). Mais ne voir que ces tâches revient à considérer les membres du soutien que comme "des bras à utiliser". Avec en plus un mépris parfois ouvert de certains membres du C.C. vis à vis de ces gens qui n'en "font pas assez". Rien d'étonnant alors à ce que de nombreuses personnes quittent les C.S. ou que des organisations qui y avaient investi des forces significatives se révoltent. Exemple "O.C.M.L.F-Drapeau Rouge" à l'origine de nombreux CS en Bretagne (ce que le C.C. en son temps considérera comme "exemplaire" du soutien) qui finira par envoyer une lettre ouverte au C.C. s'indignant de sa volonté "d'utiliser les militants 24h sur 24 ...tout en ayant honte du soutien des organisations politiques" .

**** DEUXIEME CONSÉQUENCE: LA MÉFIANCE PAR RAPPORT AUX INITIATIVES DES ORGANISATIONS POLITIQUES.**

Dans certains cas, même, la tentative de contrôler leur travail propre. Le C.C. avait, après l'été 76, déjà interdit de discuter avec les résidents des foyers, d'intervenir dans les foyers, aux organisations soutenant pourtant la plate-forme du mouvement et la direction du C.C. (Cette interdiction soi -disant destinée à empêcher que les résidents soient influencés par des ennemis de la grève et que la direction du C.C. soit affaiblie, n'empêchera en rien à la fin du mouvement l'entrée en force du P.C.F. et de la C.G.T. dans les foyers pour casser la grève). Mais en plus, le C.C. refusera à de rares exceptions des initiatives communes ou mêmes des débats communs.

Le C.C. aura en fait une double attitude:

-d'un côté tendance à considérer les membres des organisations comme devant uniquement populariser ses propres directives et textes et regardant avec méfiance toute initiative autonome, d'élargissement du soutien, vite baptisé "tentative de récupération ou de publicité".

-de l'autre, récriminations du C.C. critiquant le peu de " français" amenés par les organisations dans le soutien mais en refusant de débattre des raisons politiques de ces difficultés.

Il était juste que le C.C. soit vigilant de sa propre direction sur le mouvement, de son autonomie d'où il tirait une partie de sa force (et qui permit par exemple son rôle d'unificateur pour l'appel à la manifestation contre les premiers décrets Stoléru).

Il était erroné de se méfier à priori et mépriser le travail politique propre des organisations qui prenaient des initiatives en leur nom pour élargir le soutien. Car c'était ne pas voir que le soutien réel, c'était aussi le rôle du mouvement des foyers dans l'ensemble de la situation politique en France à cette époque. Donc des questions politiques comme les leçons pour tout le peuple, de la force d'un mouvement autonome et opposé au P.C.F. et à son embrigadement, l'importance de l'unité politique entre ouvriers français et immigrés...

L'exemple le plus clair des conséquences de cette position de méfiance fut donné à Garges, le 1er Juillet 79. Après 7 kms à pied, une manifestation de plus de 1000 personnes en plein été appelée principalement par l'U.C.F.M.L, les P.A.E. et l'O.C.F.M.L. arrive au camp de Garges pour soutenir les résidents expulsés. Moment d'enthousiasme et d'unité entre résidents et manifestants. Mais un des délégués du C.C., accueillant la manifestation, osa dire qu'il fallait maintenant COMMENCER (!) le travail de soutien; considérant que cette manifestation, ces 1000 personnes n'existaient pas ! Et que le seul travail était d'appeler les organisations syndicales! Alors que justement ces 1000 personnes venaient témoigner leur soutien à des résidents tenant bon face aux flics, malgré les calomnies du P.C.F. et de la C.G.T. !...

**** ON EN ARRIVE A LA TROISIÈME CONSÉQUENCE,** de plus en plus forte au fur et à mesure de la grève. La ligne du C.C. QU'IL N'Y AVAIT D'ALLIANCE INTÉRESSANTE QU'AVEC LES SYNDICATS, que ceux qui le soutenaient devaient consacrer leurs efforts à convaincre les sections syndicales, surtout C.F.D.T. Liée à des déclarations en direction des résidents que " tous les français étaient racistes", cette position faisait l'analyse que seuls les syndicats pouvaient avoir de l'influence sur les ouvriers français. D'où les tentatives répétées du C.C. pour s'allier avec ces forces, pourtant opposées sur le fond à cette grève,

d'où ses échecs répétés.

Car les syndicats étaient contre les justes revendications de la grève et plus encore contre une direction autonome comme le C.C. On le vit bien quand vers la fin du mouvement (printemps-été 79), le C.C. privilégia les contacts avec la C.F.D.T., puis ses sections syndicales: ce sont ces dernières qui imposèrent au C.C. des concessions comme le refus d'unité avec les organisations politiques, l'arrêt des critiques contre les ennemis comme le P.C.F... Et tout cela en échange d'une fausse mobilisation des sections syndicales (et d'un refus de la C.F.D.T.)... mais d'une vraie démobilisation des résidents. Plus le C.C. considérait le soutien comme une question d'unité avec des organisations syndicales seulement, d'unité entre appareils (nous le C.C. les immigrés, vous les syndicats les français), plus il eut tendance à mépriser le travail de masse, le débat prolongé avec le reste du peuple (français, familles immigrées). Et cette absence de confiance dans le peuple finit par s'appliquer aux résidents des foyers eux-mêmes, dans certains foyers il n'y eut plus de discussions ni de mobilisations. Mais une grande faiblesse quand Sonacotra et P.C.F. attaquèrent.

Bien sûr, le C.C. prit des initiatives positives sur l'organisation du soutien: la création même des C.S., la participation de résidents aux appels aux grandes manifestations, la recherche du soutien le plus large (y compris de sections syndicales) sous sa direction et la reconnaissance de la plate- forme du mouvement. Et la situation politique d'ensemble était difficile pendant la grève des loyers.

Mais la critique de ces positions erronées est importante; car au-delà des conséquences négatives sur le soutien lui-même, elles traduisent des positions fausses mais encore présentes aujourd'hui. L'absence de mobilisation des résidents dans le soutien montre que le C.C. n'avait pas une compréhension complète de ce qui fait la force d'un mouvement de masse; qu'à côté de la justesse de ses mots d'ordre, la mobilisation des gens concernés eux-mêmes est indispensable pour une vraie mobilisation de soutien. Pourquoi cette absence de mobilisation, ce refus du

C.C. Deux raisons principales à notre avis:

-1) Mobiliser les résidents dans le soutien, c'était les plonger dans les nécessaires débats politiques sur la situation d'ensemble en France, en particulier sur les usines. Et débattre de leur rôle à eux ouvriers immigrés pour transformer cette situation. Or le C.C. a craint que ce débat, ce travail, remettent en cause sa direction politique sur le mouvement lui-même. Il avait comme conception de créer un " mur" entre résidents et le reste du peuple (par exemple, il interdira aux résidents d'aller diffuser aux portes des usines). Pensant que les seules "alliances" possibles étaient celle d'organisation à organisation, "représentant" chacune une fraction du peuple, d'où ses tentatives d'alliance avec les syndicats "des ouvriers français", lui étant l'organisation des "ouvriers immigrés".

-2) UNE CONCEPTION DOMINANTE à partir de l'été 76 au sein du C.C. D'UNE OPPOSITION A L'UNITÉ POLITIQUE ET ORGANISÉE DE L'UNITÉ FRANÇAIS- IMMIGRÉS, ce que l'on appelle le courant " immigrés-immigrés". Ceci s'explique en partie par des raisons objectives. Quand le mouvement des foyers a commencé, travailler, défendre l'unité organisée français-immigrés était une position de classe, antagonique à l'ensemble des forces bourgeoises de cette société. C'était mettre en avant le mot d'ordre d'"unité de la classe ouvrière internationale de France" contre toutes les politiques de divisions, surtout celle du P.C.F. Et le mouvement des foyers, par son ampleur, fit de cette question une question de masse où les ouvriers immigrés étaient à l'avant-garde.

Mais dans cette situation, le C.C. eut une position ambiguë. D'un côté, il ne prendra pas en main les tâches politiques de cette unité de classe, ce qui était juste dans la mesure où le C.C. tenait sa force d'être la direction d'un mouvement de masse particulier. Mais en même temps, il tenta d' INTERDIRE DE FAIT aux résidents comme aux organisations politiques de travailler à cette unité politique, d'où sa tendance de plus en plus forte de se considérer lui comme l'organisation "des immigrés" (avec ceci dit un désintéret complet vis-à-vis de l'immigration qui

n'habite pas en foyer).

Cette double conception du C.C. le fit évoluer d'une position au début de la grève où il était affirmé que cette grève participait de la "lutte pour renforcer l'unité de la classe ouvrière" à une position dans la deuxième période du mouvement où de fait le C.C. ne considérait l'unité français-immigrés que comme uniquement le "soutien", la solidarité dans la fin du mouvement parlaient de l'absence d'"aide" des français, n'ayant jamais vraiment pu débattre de leurs propres tâches et responsabilités pour travailler à cette unité politique. Ceci explique aussi pourquoi le C.C. considérait d'un "mauvais oeil", voire s'opposait pour une partie de ses membres, aux organisations qui travaillaient à l'unité politique organisée entre français et immigrés.

- III -

LES COMITÉS DE SOUTIEN

Nous avons dans une partie précédente déjà analysé ce qui faisait à notre avis une des raisons essentielles de la faiblesse des Comités de Soutiens. Nous ne faisons ici que rappeler et préciser certains points supplémentaires sur leur travail et leurs difficultés.

Des C.S., il y en a principalement eu autour des foyers en grève les plus importants de la région parisienne (Montreuil, St Denis, Massy, Ivry...), de province dans l'Est en particulier (Strasbourg, Thionville...), Dijon, Lyon aussi. Il y en aura eu une vingtaine. Les C.S. les plus importants regroupaient une vingtaine de personnes, militants d'organisations politiques et dans certains cas des gens inorganisés.

Ils avaient donc une "plate-forme de soutien" (Voir documents) qui marquait la direction du C.C. Celle-ci était en plus renforcée par la direction des C.S. par les délégués des foyers liés au C.S.

Leur rôle fut principalement de populariser le mouvement par des interventions de propagande (surtout les marchés, quelques usines, lycées...). Et de soutenir les

initiatives du C.C. ou des Comités de Résidents (manifestations, journées portes-ouvertes...).

Les C.S. ont permis une plus grande popularisation du mouvement. Ils ont été dans certains cas un point d'appui pour organiser des gens autour des actions de soutien.

Mais en même temps, ils ont eu une grande difficulté à stabiliser des nouvelles personnes (autres que des militants) dans le soutien, ils ont joué un faible rôle dans les moments décisifs de la grève (saisie-arrêts, expulsions...), ils ne furent que très peu des lieux véritables d'unité français-immigrés et en général, les gens les composant ne continuèrent pas le combat prolongé pour l'égalité des droits quand le mouvement prit fin. Pourquoi ?

* Les C.S. n'avaient pas la possibilité d'initiatives autonomes, ils étaient en fait seulement des courroies de transmissions des appels du C.C. Ils n'avaient pas de vie, de dynamique réelle d'une organisation pouvant rallier de nouvelles personnes. Pas de débat politique interne sur l'importance pour chaque fraction du peuple de soutenir la grève et ce que cela leur apportait (par exemple que les foyers soient des points d'appui aux gens dans une cité pour se réunir, faire leur unité, passer des films...).

Sur les raisons des difficultés de travail.

* Pas de matériel propre d'intervention, de journal central. Le journal des foyers eut 4 ou 5 numéros, essentiellement d'information du C.C.

* Pas de centralisation, d'échanges d'expériences entre eux, sous direction du C.C. Les réunions centrales étaient surtout destinées à l'exposé par le C.C. de ses demandes.

* Enfin, pas de véritables initiatives particulières. Il dut y avoir dans toute la France et en 4 ans au maximum quelques initiatives d'appels de C.S. à des réunions en son nom, en fait dans les lieux où il n'y avait pas de grève comme la Bretagne. (Rennes...) et une SEULE (Montreuil) dans une région où il y avait grève. C'est peu.

Et pas d'interventions dans les meetings centraux du C.C., pas de DEBAT PUBLIC sur l'organisation du soutien.

Les C.S. ne pouvaient rallier beaucoup de monde en n'étant pas une véritable organisation. Or le C.C. les considérait principalement comme des exécutants, non le lieu d'unité politique de TOUS (résidents et gens soutenant) ceux qui considéraient comme important et juste cette grève dans la situation actuelle en France. On peut signaler le peu de cas que faisait finalement le C.C. des C.S. dans le fait qu'à la fin du mouvement, quand il chercha à faire alliance avec la C.F.D.T et d'autres organisations immigrées, il ne leur proposa pas de rentrer dans les C.S., mais discuta avec ces organisations directement en excluant les C.S.

Il est vrai que les C.S. ont plutôt existé dans une phase défensive du mouvement, pas dans sa période de batailles offensives, qu'ils étaient dans une période de "guerre de positions", d'initiatives locales, pour "tenir" .

Il est vrai enfin que la grève des foyers était porteuse de l'égalité des droits entre français et immigrés, était une vraie lutte d'une fraction de la classe ouvrière et que dans cette période d'embrigadement du peuple par le "programme commun", la soutenir était un engagement politique important.

Mais toutes ces raisons ne font que renforcer la nécessité de concevoir les C.S. comme des LIEUX D'ALLIANCE entre ouvriers immigrés et autres détachements du peuple (gens des cités, jeunesse, démocrates...) et comme une organisation ayant ses propres initiatives, responsable de son travail sous direction du C.C. C'est le sens des propositions que nous avons faites au C.C. dans une réunion commune, en particulier:

- que les C.S. aient leur propre matériel central (journal) et local d'intervention, rendant compte des initiatives prises, des progrès et des difficultés du travail.

- que les C.S. soient responsables d'initiatives particulières, comme par exemple des meetings locaux ou même des meetings parisiens de soutien.

Bien sur ces propositions auraient amené, à l'intérieur des C.S. des débats sur

l'importance du mouvement des foyers dans l'ensemble de la lutte de classes en France, l'intérêt politique pour les gens des cités, les ouvriers d'une usine, les jeunes, de soutenir cette grève.

Cela aurait pourtant permis de dépasser le " débat de cartel d'organisations politiques à l'intérieur des C.S." dont se plaignait le C.C. mais dont la raison principale était le peu de dynamique interne des C.S. eux-mêmes.

-IV -

ENGAGEMENT DES DIFFÉRENTES ORGANISATIONS POLITIQUES

LE P.C.F. ET LA C.G.T.:

Au début du mouvement, ils ont tenté de le contrôler, de rentrer dans le C.C. pour le diriger. N'y arrivant pas, ils ont organisé un "second C.C.", fantôme, ne regroupant qu'un ou deux foyers pour négocier avec la Sonacotra et présenter leurs accords comme "une victoire". Démasqués par les résidents des foyers, ils n'ont cessé ensuite de les calomnier, de les combattre avec toutes leurs forces, refusant de reconnaître le C.C. et ne parlant que de négociations foyer par foyer avec la C.G.T. Ils cachaient mal leur haine d'une organisation ouvrière autonome de leur politique raciste et chauvine.

Chaque fois que le mouvement était attaqué, ils en rajoutaient sur la répression policière et juridique accusant le C.C. d'être "responsables" de ces attaques. Et, avec l'Amicale des algériens, ils profitèrent de la violence des attaques à la fin du mouvement (expulsions) pour s'infiltrer dans les foyers et négocier à la place des résidents des accords qui en fait voulaient dire: organisons ensemble -mairies et Sonacotra -la dictature sur les résidents.

Cette position, il ne faut pas l'oublier aujourd'hui où le P.C.F. engage sa campagne raciste contre les immigrés; elle montre que le P.C.F. a un long passé raciste et d'ennemi de toute organisation du peuple qui ne soit pas à sa botte.

-LE P.S.

Il était moins menacé que le P.C.F. n'ayant pas lui la prétention du monopole de l'organisation de la classe ouvrière. Mais, opposé à l'égalité des droits politiques (Cf ses projets de lois), participant au système de double exploitation dans le logement des immigrés (un des directeurs Sonacotra était P.S.), il n'était que très peu favorable à ce mouvement, en fait il était opposé à sa nature de classe. Ainsi, il ne le soutint que du bout des lèvres, à une ou deux occasions par l'envoi de délégations symboliques à une manifestation (Juin 78) ou à Garges (Mitterrand). En fait, c'était plus des opérations publicitaires, dans sa rivalité avec le P.C.F., pour apparaître comme "lié" aux forces ouvrières.

-LA C.F.D.T.

Le fait que des sections C.F.D.T., voire l'Union Régionale Parisienne de la C.F.D.T., aient participé à des manifestations de soutien a pu faire croire que la C.F.D.T. avait soutenu le mouvement. Pour l'essentiel, c'est faux. La C.F.D.T., en tant que telle, malgré quelques déclarations, n'a jamais soutenu l'essentiel de la grève:

- la justesse de sa plate-forme
- la reconnaissance du C.C. comme seule habilité à négocier.

La participation d'une fraction de ces sections à des initiatives traduisait surtout l'ampleur, la force, du mouvement, qui poussait certains militants syndicalistes à reconnaître l'importance du mot d'ordre d'égalité des droits. Mais ces sections portaient dans le mouvement la seule idée de la "solidarité", d'une unité de combat et non politique, d'une égalité des droits limitée à quelques aspects (syndicaux, logements...). Et la C.F.D.T., comme force d'ensemble, a toujours choisi, elle, l'unité avec les autres syndicats (C.G.T.) pour refuser le droit des résidents à diriger complètement eux-mêmes et négocier leur grève: la nouveauté politique radicale de ce mouvement, dans ses mots d'ordre porteurs de l'antagonisme à cette société

impérialiste et son organisation propre, le C.C., est synonyme de destruction de la structuration syndicale du peuple.

-L'EXTREME-GAUCHE:

* **Le P.S.U.**, les trotskystes (L.C.R., L.O.): n'ont soutenu que très épisodiquement et du bout des lèvres le mouvement. Participation symbolique aux manifestations, et pas toutes encore. Leur rôle essentiel fut chaque fois qu'ils étaient présents de "prêcher" l'unité avec le P.C. et le P.S.; plus préoccupés de leur rôle de parasites des forces de "gauche" que de l'importance et de l'avenir d'un véritable mouvement de masse.

* **Le P.C.R. ml:** soutient jusqu'en Mai 76, puis disparaît jusqu'en 78-79. Dans cette deuxième période, son rôle est proche de celui des trotskystes. Avec en plus un travail souterrain dans les sections syndicales.

* **Le P.C.M.L.-H.R.:** s'est engagé après le 25 février 76 dans le soutien à la grève. Mais sans jamais faire du travail en son nom propre pour expliquer l'importance politique de cette grève pour l'unité français-immigrés dans les différentes couches du peuple. Leur conception du soutien était d'envoyer des militants dans les C.S., où ils jouaient les " cochers de fiacres" du C.C., sans aucune initiative propre. Et par ailleurs de faire eux aussi un travail dans les sections syndicales pour " rallier les français ". Conception proche de la fraction du C.C. qui ne croyait pas à l'unité organisée français immigrés. Sa conception de son rôle politique fut en fait de se limiter à être l'arrière logistique de ses " frères immigrés "; curieuse conception de l'unité politique de classe du prolétariat; plutôt relent de paternalisme.

* **Le P.C.I.:** Il arrivera plus tard dans le soutien. Concurrent direct d'H.R., en plus suiviste du C.C., et anonyme encore dans les C.S. Malgré de grandes déclarations sur le caractère " de classe " du mouvement, aucun travail propre et

proposition pour constituer cette unité politique de la classe ouvrière.

* **O.C.F.M.L.- Drapeau Rouge**: engagée assez tard également, va développer un travail de soutien assez important, en particulier en Bretagne (meeting à Rennes). D.R. développera aussi un certain nombre de critiques justes sur la question des C.S., sur la question de l'unité français-immigrés (Cf lettre ouverte au C.C.) mais sans développer à ce moment là de politique propre, autonome, de relance de la question du soutien et plus généralement de l'unité français-immigrés. D.R. se joindra à nous vers la fin du mouvement pour des manifestations comme le 16 Juin et le 1er Juillet 79 à Garges.

- V -

LE TRAVAIL DES MAOISTES DE L'U.C.F.M.L.

Nous ne détaillerons pas ici l'ensemble du travail de soutien au mouvement des foyers que nous avons fait (Cf également annexes, lettres au C.C).

Nous rappellerons seulement certains points essentiels.

Nous avons toujours considéré le mouvement des foyers comme un mouvement de masse d'une fraction de la classe ouvrière et du peuple lié à un combat central dans la situation politique actuelle en France: celui pour l'égalité des droits entre français et immigrés. Mouvement d'autant plus important qu'il fut autonome de toutes les force politiques bourgeoises et qu'il sut se doter de sa propre direction, le C.C. C'est pourquoi nous lui avons apporté, à la mesure de nos forces, notre soutien.

Et cela du début du mouvement en 75 au foyer R. Rolland de St-Denis jusqu'aux dernières batailles de résistance aux expulsions de foyer fin 79, et même au-delà puisque nous organiserons le travail pour la libération de Bouaziz, délégué du foyer du Port de Gennevilliers, injustement emprisonné à la suite de manoeuvres crapuleuses de la C.G.T. et du P.C.F.

Notre conception du soutien était de le développer suivant deux grands axes:

.-. SOUTIEN AUX INITIATIVES CENTRALES OU LOCALES DU C.C. ET DE COMITÉS DE RÉSIDENTS, là où nous pouvions être présents. Soutien matériel, distribution de la propagande et des appels du C.C. (21 Février 76, manifestations Barbès Ménilmontant...). Cela fut le cas pendant tout le mouvement SANS AUCUNE EXCEPTION, y compris dans des périodes où il existait des divergences entre le C.C. et nous. Le seul moment où nous ne soutiendrons pas un appel du C.C. fut celui où cet appel fut fait conjointement AVEC d'autres forces (syndicats, organisations immigrées) et en excluant par principe les organisations politiques à Garges pour les rassemblements des 7 Juillet et 29 Septembre, rassemblements qui n'avaient d'ailleurs pas pour objectif principal le soutien à la grève mais la mise sur pied d'une opération à dominante syndicaliste pour le combat contre les lois racistes. En ce qui concerne les C.S., nous étions d'accord sur le principe de leur développement et nous avons participé à certains d'entre eux. Mais nous nous heurterons à plusieurs reprises à une hostilité à l'intérieur des C.S. quand nous y ferons des propositions pour leur développement, accusés de vouloir remettre en cause la direction des comités de résidents ou du C.C. ou quand nous tenterons d'y faire vivre le débat politique sur leurs orientations et l'analyse de la conjoncture, accusés de vouloir " paralyser " les C.S. par des débats qui n'avaient pas lieu d'être.

.-. L'AUTRE AXE ÉTAIT D'INTERVENIR EN NOTRE NOM PROPRE:

- 1) pour soutenir les initiatives centrales du C.C.
- 2) pour développer un travail de popularisation et de débats dans des lieux où fractions du peuple où le C.C. intervenait peu ou pas (usines, jeunesse...)
- 3) pour débattre de l'importance politique du soutien à la grève et son lien avec les autres tâches politiques.

Travail matérialisé par plusieurs " feuilles " spéciales sur la Sonacotra, de nombreux articles dans notre journal, des dizaines de tracts, des réunions publiques et meetings (12 Juin 76, 31 Juillet 79...), l'organisation de manifestations (1er Juillet

Garges...).

Pourquoi ce travail en notre nom ? Parce que le mouvement des foyers par delà la victoire des revendications des résidents, était lié à deux questions essentielles dans la lutte de classes en France:

-le combat pour l'égalité des droits

-l'organisation de l'unité politique français-immigrés, particulièrement de la classe ouvrière internationale de France.

Et l'avancée de ce combat pour les mêmes droits, l'organisation de cette unité ne sont pas de la responsabilité unique de la direction d'un mouvement de masse comme le C.C., même si ce mouvement porte ces questions. Elles sont parties prenantes des tâches d'une organisation qui a pour projet de créer un Parti communiste de type nouveau, dont une des conditions d'existence est que les ouvriers immigrés AU MÊME TITRE que les ouvriers français participent à son édification. Un mouvement comme la grève des foyers a été très important dans la lutte de classe en France. Mais qu'à travers ce mouvement comme à travers d'autres (grèves d'usines, combat contre les lois racistes...) se développe une organisation prolongée de la classe ouvrière, français et immigrés, du peuple, pour créer un véritable Parti révolutionnaire est une question décisive, un point d'appui central pour que pas à pas les ouvriers et le peuple puissent combattre l'ensemble de cette société impérialiste et les partis bourgeois jusqu'à les détruire, édifier une autre société.

Ce travail, nous sommes la seule organisation à l'avoir mené. Avec des insuffisances, en particulier sur les usines où nous n'arriverons pas à développer suffisamment le travail pour être capable d'organiser efficacement la lutte contre les saisie-arrests sur salaires; avec des tentatives d'unité politique, à travers les C.P.A.C. (Comité Populaires Anti-Capitalistes), entre le peuple dans les cités et les résidents des foyers sur des questions d'intérêt politique commun comme le problème du logement; avec des succès significatifs comme le soutien à la création des P.A.E.,

organisation regroupant français et immigrés dans la lutte contre les lois racistes, les expulsions et attentats et soutenant le mouvement des foyers.

VI -

CONCLUSION: QUELQUES LEÇONS DU TRAVAIL DE SOUTIEN

Le soutien au mouvement des foyers était en fait porteur de 2 questions différentes:

* **LE SOUTIEN AUX ACTIONS DU MOUVEMENT LUI-MÊME.** Celui-ci a existé, permettant l'organisation de manifestations significatives et des plus offensives de la période 75-79 en France. Il a permis une défense réelle (militante, juridique, matérielle...) de la grève et du C.C. au moment de certaines attaques violentes de l'Etat ou du P.C.F., il a permis d'empêcher l'isolement complet du mouvement malgré le silence quasi-absolu de toute la presse bourgeoise.

Il fut en même temps assez faible, par rapport à l'ampleur du mouvement. Plusieurs raisons à cela, principalement que la grève des foyers était un mouvement réellement prolétarien, antagonique aux forces bourgeoises dans une période d'embrigadement politique, via le programme commun, assez fort. Des raisons aussi de non mobilisation des résidents eux-mêmes pour élargir le soutien...

* **LE LIEN AVEC LE COMBAT POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS ET L'ORGANISATION DE L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS.**

Le soutien au mouvement des foyers fut le principal moyen de faire de la question de l'égalité des droits français-immigrés une question de masse, particulièrement après les manifestations de 76. C'est depuis ce moment que cette question est devenue une question politique centrale en France. En même temps, se développe à partir de cette époque un débat sur les formes d'organisations pour mener ce combat et principalement la question de l'unité organisée entre français et immigrés. Il y eut deux voies:

...la voie représentée par les " syndicalistes de gauche ", la plupart des organisations d'extrême -gauche et en grande partie par le C.C. dans la fin du mouvement qui de fait refusait cette unité réelle, voulait organiser les immigrés d'un côté mais sans droit réel à faire de la politique en France et les français de l'autre en "soutien", en "solidarité". Cette voie a échoué; dominante dans la deuxième partie de la grève, elle n'a abouti qu'à rendre le soutien au mouvement et le mouvement lui-même dépendants des syndicats et en fait du P.C.F., qui a montré dès ce moment là qu'il était un parti raciste. Et les " variantes " qui comptaient plus sur la C.F.D.T. ou le P .S. ne sont guère différentes sur le fond, voulant faire l'économie d'un travail politique commun, français et immigrés, pour développer cette unité en se rendant dépendants des forces parlementaires bourgeoises qui n'acceptent pas, et s'opposent à une unité politique solide entre français et immigrés.

...l'autre voie, celle que nous avons défendue, est celle de la nécessité de l'unité politique français et immigrés. C'est à dire que les ouvriers immigrés ont les mêmes droits et les mêmes responsabilités que les ouvriers français dans l'édification d'un véritable parti communiste, dans le développement aujourd'hui des Noyaux Communistes.

C'est à dire que l'unité du peuple, dans les quartiers, dans les cités, pour être une unité politique solide, doit s'appuyer sur l'unité français-immigrés, être une unité entre foyers et cités. Comme un point d'appui essentiel à la lutte contre toutes les divisions actuelles du peuple. Et que cette unité politique se développe aujourd'hui dans les C.P.A.C.

Et qu'aussi se développe l'unité la plus large possible contre toutes les politiques racistes, de Giscard au P.C.F ., contre toutes les pratiques racistes (des attentats aux propos racistes en passant par les expulsions de foyers et de France des sans-papiers et les contrôles racistes de la police), cette unité que développe aujourd'hui les P.A.E. regroupant ouvriers français et immigrés, jeunes, employés, tous les anti-racistes véritables.

Car aujourd'hui où le racisme et la division entre français et immigrés visant à l'organisation d'affrontements entre français et immigrés sont des composantes essentielles des politiques bourgeoises, l'heure n'est plus à la seule "solidarité", au "soutien" et à "l'aide", mais à l'organisation d'un combat commun. C'est aussi une des leçons essentielles du soutien au mouvement des foyers: **QUAND UNE "LUTTE" S'ATTAQUE A LA QUESTION DE L'ÉGALITÉ DES DROITS ELLE S'AFFRONTÉ EN FAIT AUX POLITIQUES DE L'ÉTAT ET DU P.C.F. POUR ETRE VICTORIEUSE, IL FAUT QU'ELLE S'APPUIE SUR UNE POLITIQUE D'ORGANISATION, D'UNITÉ SOLIDE ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS.**

CONCLUSION

La grève des foyers a occupé une place centrale dans la lutte des classes en France de 1975 à 1979. Elle a mobilisé des dizaines de milliers de résidents, elle a suscité un significatif mouvement de soutien et d'opinion; toutes les organisations politiques ont été sommées de prendre position L'État, pour en venir à bout, a été dans l'obligation de déployer un dispositif répressif juridique et policier considérable et prolongé.

Quelles sont pour nous les leçons de ce mouvement et quel bilan faisons-nous de la politique que nous y avons menée ?

- I -

Nous avons caractérisé la grève des foyers comme une authentique LUTTE DE CLASSES; c'est là un point très important car tout mouvement social, ou toute révolte n'est pas à tout coup une lutte de classe.

Une lutte de classes, au sens marxiste et léniniste, c'est un mouvement de masse qui est dans un rapport antagonique conscient à la société capitaliste et impérialiste.

Lénine dit: " antagonisme avec l'ensemble de l'ordre politique et social existant " .

PORTÉE POLITIQUE DU MOT D'ORDRE D'ÉGALITÉ DES DROITS

En Décembre 1975, nous écrivons dans un N° spécial du "Marxiste-Léniniste" consacré à la Sonacotra: "Le mouvement actuel n'est pas simplement une riposte à la crise du capitalisme. C'est l'offensive ouvrière contre les foyers-prisons et les gérants fascistes, **CONTRE LE DROIT BOURGEOIS QUI INTERDIT TOUT DROIT POLITIQUE AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS**. Voilà le fond du problème. Quand les ouvriers habitant les foyers Sonacotra exigent le statut de locataires, c'est un droit politique qu'ils exigent... C'est l'interdiction aux gérants fascistes de pénétrer à tout moment dans leurs chambres, c'est pouvoir y recevoir leurs amis, hommes et femmes, c'est avoir les mêmes droits juridiques que tous les locataires en France " .

La dynamique initiale de la grève, est une révolte de masse contre les FOYERS-PRISONS que la bourgeoisie a mis spécifiquement en place pour les travailleurs immigrés vivants seuls en France; le fonctionnement des foyers additionne des prix exorbitants à une réglementation qui est une **RÉGLEMENTATION SPÉCIALE D'HABITATION POUR LES ÉTRANGERS**, c'est une politique ségrégative. Le règlement intérieur de la Sonacotra est répressif, policier, humiliant; il signifie tous les jours aux résidents qu'ils n'ont pas les droits élémentaires des locataires, que leurs conditions d'habitation sont particulières.

La plate-forme du C.C. met fin à ce règlement intérieur discriminatoire, elle met en avant sur la question du logement le principe de l'égalité des droits entre français et immigrés.

L'égalité des droits est un mot d'ordre antagonique au droit bourgeois défendu tant par la bourgeoisie classique que par le P.C.F. Pour eux, le droit est lié à la citoyenneté, les nationaux ont quelques droits (du moins selon la loi), les étrangers aucun. Ceux qui font partie de l'État-nation, les citoyens existent en tant que

personnes juridiques; ceux qui n'en font pas partie, les étrangers, n'ont aucun principe d'existence dans le droit, l'État peut tout contre eux.

Contre le droit bourgeois qui fait des immigrés des gens sans droits, s'oppose le mot d'ordre " Français-immigrés, égalité des droits", qui est une base essentielle de la politique révolutionnaire aujourd'hui.

En vérité, à propos des immigrés en France, il n'y a en fin de compte que deux attitudes possibles:

-1) Ceux qui les considèrent d'abord comme des étrangers, quel que soit l'argument mis en avant: origine nationale, langue, religion, coutumes et façons de vivre...

Pour ces gens-là, qui mettent en avant les différences, dans la logique générale .. les immigrés ne sont pas comme nous, les français..., la question des rapports entre immigrés et français -comme ils disent -va nécessairement se poser dans des termes conflictuels; tôt ou tard, ils vont soulever comme inquiétante à leurs yeux la question des "trop grandes concentrations d'immigrés ", etc...

Aujourd'hui, en février 1981, on peut constater que cette logique-là conduit nécessairement à laisser faire et à cautionner sur le fond la politique de répartition du P.C.F. {répartition d'immigrés entre les différentes communes, quotas des familles immigrées dans les HLM, d'enfants " immigrés " dans les écoles, en attendant le quota des femmes immigrées dans les maternités, des malades immigrés dans les hôpitaux, etc...).

Cette répartition dans différents lieux d'habitation sera nécessairement autoritaire. Elle relève de la logique de l'apartheid, c'est-à-dire d'une politique de lieux de résidence forcée pour une catégorie de population.

La proposition de répartition c'est aussi la volonté du P.C.F. d'enrayer certains processus sociaux et démographiques du capitalisme. Actuellement, le logement ouvrier, immigré, est soumis aux lois de l'offre et de la demande, à sa mesure, à la concurrence. Le P.C.F. préfère la réglementation autoritaire et policière qui serait une véritable assignation à résidence pour les ouvriers immigrés.

-2) Ceux qui considèrent -et nous sommes de ceux-là - et en faisons un grand axe de bataille politique et d'organisation, qu'il faut partir de la classe ouvrière et du peuple et de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Les immigrés, les ouvriers immigrés et leurs familles habitent là où habitent les ouvriers et leurs familles; que ce soit au niveau de la commune, du département ou de la région, on "trouve " les immigrés là où sont les ouvriers.

La classe ouvrière de France -et donc le peuple avec elle - est multinationale. Elle est issue de groupes, de communautés, de minorités d'origines historiques, culturelles, nationales, diverses. C'est cela la réalité historique, c'est de cela dont il faut partir; c'est une question de principe; si on ne reconnaît pas cette situation, si l'on reste dans la problématique des " français " et des " autres ", on est sur le terrain de la ségrégation, de la discrimination.

Dans notre conception où la classe ouvrière est multinationale, son unité ne peut être que politique, et très certainement pas " sociale "; impossible aujourd'hui de décrire un ouvrier-type; socialement parlant, c'est la diversité qui règne selon les régions, selon le type d'industries, etc...

Pour construire l'unité politique de la classe, le mot d'ordre d'égalité des droits entre français et immigrés est essentiel.

La grève des foyers en s'inscrivant dans la lutte pour l'égalité des droits, affirmait son caractère de lutte de classe.

UNE DIRECTION INTERNE AU MOUVEMENT: LE COMITE DE COORDINATION

Le caractère de classe de la grève des foyers se trouvait également affirmé dans sa volonté d'indépendance, voire dans son antagonisme face aux deux bourgeoisie. Si le mouvement dans sa nature même, s'opposait à la Sonacotra et à Stoléru, il eut à batailler tout au long de son histoire contre le P.C.F. et la C.G.T. et dans une certaine mesure contre la C.F.D.T., qui, les faits le montrent, étaient dans un rapport antagonique à lui. La grève des foyers est un exemple tout à fait significatif de ce

que nous, maoïstes, appelons lutte contre les deux bourgeoisies, la lutte sur deux fronts.

Si, vers la fin du mouvement, le C.C. s'est mis à avoir des rapports privilégiés avec certaines sections C.F.D.T., c'est qu'il n'était plus en mesure d'appliquer le principe de compter sur ses propres forces, et, dans le même temps, de maintenir ses capacités de ripostes et de contre-offensives face au P.C. Ceux qui pensaient que travailler avec quelques sections C.F.D.T. pouvait tenir lieu de ligne politique au C.C. pour organiser la résistance aux expulsions de foyers, ont été dans les faits les organisateurs de la faiblesse et de l'impuissance, même si cela se camouflait en déclarations fracassantes: "On tiendra jusqu'au bout, jusqu'à la victoire...".

L'existence du C.C. comme direction interne du mouvement représente à nos yeux la matérialisation en terme d'organisation du caractère de classe du mouvement; c'est une des grandes leçons de la lutte des foyers. Quand le mouvement de masse développe d'authentiques positions de classe, il édifie sa propre direction interne.

Le fait:

* que le mouvement des foyers n'a pas été un mouvement simplement local, mais régional ou national.

* que ses mots d'ordre ont été de nature antagonique à la société bourgeoise impérialiste. En conséquence de quoi il s'est trouvé engagé dans une lutte sur deux fronts, contre les deux bourgeoisies.

* qu'il a cherché à rallier à sa cause des fractions significatives du peuple.

* qu'il s'est doté de sa propre direction interne, indépendante des deux bourgeoisies et des syndicats,

a conduit l'U.C.F.M.L. à définir le mouvement des foyers comme un **AUTHENTIQUE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CRITIQUE DE L'ORIENTATION PRINCIPALE DU COMITÉ DE
COORDINATION EN MATIÈRE:**

*** D'UNITE DES RÉSIDENTS**

*** D.UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

*** D'UNITÉ DU PEUPLE**

Le C.C. a toujours présenté comme exemplaire l'unité entre les résidents en grève originaires d'une multitude de pays. A ses yeux, l'unité du mouvement qu'il incarnait l'autorisait à tenter d'imposer sa propre conception de l'unité de la classe ouvrière et du peuple comme la seule politique correcte.

Qu'il y ait eu des formes d'unité, cela est sûr, les grandes mobilisations, la ténacité du mouvement en témoignent; qu'il se soit agi d'une unité politique sûre et solide, c'est une autre question. Pratiquer l'unité sur les objectifs de la lutte, tout particulièrement contre les hausses de loyers et les gérants racistes ne signifiait pas que l'unification politique soit pour autant acquise. En effet, s'unifier politiquement est plus vaste et plus complexe que simplement s'entendre sur des objectifs de lutte.

-1) L'unité des résidents

La grève des foyers regroupait des résidents de toutes les nationalités, 27 indiquait le C.C.; le mouvement avait su casser la politique de division que développaient systématiquement les gérants et qui visait à opposer les différentes nationalités entre elles. Les résidents de différentes nationalités étaient unis sur la charte et sur le fait que le C.C. était leur direction. Il s'agissait donc d'une unité **DANS UNE LUTTE**, liée à ses objectifs et à ses formes particulières.

Quand les résidents disaient "tous unis, nous vaincrons" cela signifiait tous unis

dans la lutte, sur la base de la plate-forme, nous vaincrons. Bref, c'est parce qu'ils luttèrent ensemble que les résidents disaient qu'ils étaient unis. Ceci dit vers la fin du mouvement, quand le C.C. parlait de l'unité des résidents, il avait en tête la formidable transformation des rapports sociaux que la grève avait entraînée dans les foyers et dont le signe quotidien principal était que le gérant ne faisait plus la loi. Mais l'unité politique face aux expulsions était loin d'être réalisée.

En fait, l'unité des résidents était à reconstituer après chaque étape que franchissait le mouvement face à chaque nouveau problème. Elle n'était pas acquise en soi. En effet, l'ensemble des résidents était traversé par plusieurs courants politiques. L'existence de ces courants était d'une part la conséquence des attaques des forces bourgeoises, attaques répressives autant qu'idéologique, d'autre part la conséquence du rapport entre le nouveau et l'ancien (par exemple s'affrontait parmi les résidents deux conceptions de la politique, l'une issue de l'expérience du FLN algérien, l'autre des combats dans l'usine après 68...). L'existence de ces courants nécessitait une intervention spécifique sur les formes de conscience qui leur correspondaient. Car ces différentes formes de conscience entraînaient des débats parmi les résidents, suscitaient des questions qu'il fallait traiter. Or, le C.C. a eu une politique de fuite, voire de refus total de poser le problème et de chercher à y répondre. Ceci depuis Août 76, mais qui éclata au grand jour après Juillet 78. Le C.C. ne répondait plus aux questions que se posaient les résidents; il n'était plus un point d'appui à l'avancée des larges débats parmi les masses. Les A.G. servaient principalement à communiquer les directives, à traiter les questions techniques de travail. Pour lui, l'unité avait été soi-disant acquise avec la rédaction de la plate-forme. Quiconque pensait que cette affirmation ne répondait plus, à elle seule, aux tâches du mouvement, était traité de diviseur.

-2) Le C.C. et " l'unité de l'immigration " :

A partir d'Août 76, un courant majoritaire au sein du C.C. va progressivement

considérer qu'au delà de sa dimension de direction de la grève, le C.C. doit être l'organisation politique de l'immigration. C'est particulièrement sensible lorsqu'il appelle les immigrés à la grève générale le 14 Mars 77 au moment du retour des délégués expulsés, dans la forme que prend son appel contre les mesures Stoléro en Novembre 77 et dans son refus affirmé depuis Aout 76 que les organisations politiques qui le soutiennent viennent dans les foyers discuter avec les résidents, organiser des débats ...

Cette tendance à se considérer comme organisation politique de l'immigration fut pourtant freinée par le fait que pendant tout un temps, la force du C.C. provenait de celle des résidents mobilisés et donc de la grève des foyers. Mais à la fin du mouvement, au moment des expulsions massives, incapable de trouver une solution aux nouveaux problèmes posés, le C.C. bascula massivement dans sa conception d'être l'organisation politique de l'immigration; ce qui va le perdre (les rassemblements de Garges du 7 Juillet et du 29 Septembre 79, puis la manifestation du 1er décembre, en sont les exemples les plus frappants).

Ceci dit, en dehors du fait que cette orientation servait à masquer les difficultés du C.C. à définir une politique qui arme les résidents face à la Sonacotra, se concevoir comme l'organisation de l'unité de l'immigration est une orientation en elle-même erronée. Concevoir l'immigration dans son extériorité au peuple et à la classe ouvrière en France, est une forme d'intériorisation des politiques bourgeoises tant de l'État que du P.C.F. Penser qu'il y a d'un côté les français qui sont dans leur pays, de l'autre côté les étrangers, accredit la conception bourgeoise et réactionnaire de l'État-nation, l'idée que les différences fondamentales entre les gens viennent de leur nationalité et non pas de leur position de classe.

Une telle conception mène d'autre part à la division des forces du peuple, à l'incapacité de dégager la ligne d'une unité politique concrète.

Cette conception de l'unité de l'immigration reprise par la majorité du C.C. les a conduit à prendre des orientations politiques erronées quant aux saisies-arrêts sur

salaires, quant au rapport de la masse des résidents à la politique, quant à l'organisation du camp du peuple autour d'eux.

-a) Sur la question des saisies-arrêts sur salaires. Le C.C. scandait le mot d'ordre "français-immigrés une seule classe ouvrière". Il rappelait souvent que la grève était une grève ouvrière, mais il avait cependant pour ligne politique de fait de ne pas travailler sur l'usine à l'unité français-immigrés avec la lutte des foyers comme référence. A tel point que contre les saisies-arrêts sur salaires, rien, ou presque rien, ne sera fait.

Si l'on peut comprendre que comme direction de lutte le C.C. tenait délibérément l'espace de l'usine comme hors de son champ (ne sont pas significatives les quelques distributions de tracts pour appeler à des manifestations, des " portes ouvertes ", etc...), sa prétention à être l'organisation de l'immigration l'a conduit à défendre une ligne entièrement syndicaliste sur les situations d'usines. A vrai dire ils pensait que l'usine était du ressort des syndicats, qu'ils concevaient comme l'organisation des ouvriers français. D'où ses tentatives, ses appels à l'unité avec les syndicats, en particulier avec les sections syndicales sur les usines où travaillaient les résidents. Ce fut un fiasco général.

-b) La volonté de certains membres du C.C. de faire de leur organisation "l'organisation politique de l'immigration " les a conduit à adopter une attitude erronée quant aux débats dans les foyers sur la situation politique d'ensemble en France. Quand le C.C. a décrété que les " organisations politiques " qui le soutenaient ne devaient plus venir dans les foyers et donc qu'il était exclu qu'elles puissent y faire de la propagande, y vendre leurs journaux, impulser des réunions, débats sur les lutte de classe en France..., il tentait de couper les résidents de la politique en France; il mettait en pratique sa conception de la politique: les français d'un côté, les immigrés de l'autre; la lutte des classes en France intéresse les français; les immigrés eux luttent pour leurs revendications.

En fait, le C.C. se substituait aux résidents pour juger ce qui les intéressait et ce

qui ne les intéressait pas, qui ils voulaient voir et qui ils ne voulaient pas. De toute évidence, là-dessus, il manquait de confiance dans les résidents et sous-estimait largement l'importance des débats politiques.

A notre connaissance, il ne peut pas y avoir de prise de conscience sans débat et points de vue contradictoires. Comme le dit Mao Tsé Toung: " le vrai s'édifie dans la lutte contre le faux", et il faut là-dessus avoir confiance dans les masses. Nous pensions et nous l'avons dit au C.C. que l'entrée dans les foyers devait être libre.

Nous étions convaincus, ainsi que l'expérience le montrait, que le P.C.F. et ceux qui attaquaient la grève seraient dénoncés et rejetés, et que, pour le reste, le mouvement ne pouvait que gagner à un débat politique.

Le C.C. pensait autrement. Il voulait avoir le contrôle absolu des débats, des discussions, et des propositions. il voulait " contrôler " les masses des foyers.

-C) Quant à l'organisation du camp du peuple, cette position les a amené à développer la conception du "soutien" comme unique forme d'alliance et unité politiques. Nous ne reviendrons pas là-dessus qui a été longuement développé.



POLITIQUE DE PARTI ET MOUVEMENT DE MASSE :

-1) UNE CONCEPTION DE CLASSE DE L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS, UN ACQUIS DE LA PÉRIODE 72-75, ENRICHIS PAR L'EXPÉRIENCE DE L'U.C.F.M.L. DANS LE MOUVEMENT DES FOYERS.

Quelles sont les références de l'unité de la classe ouvrière, celle du peuple ? La position de l'U.C.F.M.L. là-dessus est connue: la classe ouvrière de France est internationale, et à la politique de l'État et du P .C. F. de division, il faut opposer une politique d'unité.

L'unité de la classe ouvrière internationale de France, nous disons aussi multinationale, est une politique. C'est une bataille qui exige ses orientations, ses mots d'ordre...

L'unité français-immigrés ne relève pas d'un simple principe de juxtaposition de français et d'immigrés (où les français soutiendraient la lutte des immigrés, où les immigrés soutiendraient la lutte des français). L'unité français-immigrés n'existe que si on prend acte du caractère multinational de la classe ouvrière et du peuple, au sein même des organisations politiques populaires et ouvrières. L'unité français-immigrés n'existe de façon solide et durable (au-delà du soutien, ou de la convergence des luttes, au-delà des mots d'ordre aujourd'hui rétrogrades: " même patron, même combat ", ou " français-immigrés, solidarité "), que, dans des formes organisées regroupant français et immigrés sur les mêmes analyses et les mêmes objectifs.

Le nouveau parti pour la révolution et le communisme que l'U.C.F.M.L. veut construire est le parti du prolétariat international de France. Classe ouvrière pour

part françaises, pour part immigrée, et qui doit conquérir sur cette base son identité politique. Dans les noyaux communistes, dans les Comités Populaires anti-Capitalistes, s'organisent immigrés et français. Il en est d'ailleurs de même dans les Permanences Anti-Expulsion, organisation d'une force anti-raciste sur des positions de classe, que l'U.C.F.M.L. continue à soutenir.

Depuis 1973, l'U.C.F.M.L. fait du point de ligne " il n'y a qu'une seule classe ouvrière " un axe essentiel de sa politique y compris de sa politique organisationnelle. Il n'est pas sérieux en effet d'admettre d'un côté qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière, et de proposer de l'autre des organisations différentes pour les immigrés et pour les français.

L'unité français-immigrés doit se traduire par une même organisation des français et des immigrés. Or, pour les marxistes, le plan d'épreuve de la situation de la classe ouvrière, c'est l'état de son organisation; sa capacité dans les affrontements de classe et dans la question de la révolution y est subordonnée.

Ceux qui organisent les français d'un côté, les immigrés de l'autre, organisent donc la division de la classe. Ceux qui, dans les quartiers, ou dans la jeunesse, font de même travaillent à la désunion, en fait à la division. Ils ont la conception syndicaliste: "à chacun et à chaque groupe ses propres intérêts, sa propre organisation ". Ce n'est pas une logique de l'unité politique, c'est une logique de l'intérêt.

Nous disons en même temps il faut que soit vivante et connue, car c'est une force politique pour tous, l'histoire particulière de chaque composante de l'immigration, de même que doit être connue l'histoire de la classe ouvrière en France. Si tout ce qui relève de la politique doit être sous la règle de l'organisation unique français-immigrés, cela veut dire que ses arrières historiques doivent inclure, outre les références qui concernent l'histoire politique de la France, celles qui concernent les

pays d'origine des camarades immigrés. Si la classe ouvrière est multinationale, sa mémoire politique, ses arrières historiques doivent l'être aussi. Se joue là la ligne de partage entre une conception chauvine impérialiste de la culture politique ouvrière et une position anti-chauvine, anti-impérialiste d'une unité faite sur des débats et une éducation. A l'origine de la présence des ouvriers immigrés en France, il y a la nature impérialiste de l'économie et de la société françaises. Impérialiste non seulement dans son rapport aux États et aux peuples du monde, mais impérialiste aussi à l'intérieur. C'est ce que nous indiquons quand nous parlons de société impérialiste: l'anti-impérialisme va bien au delà du soutien aux luttes de libération nationale. Il est ce par quoi en France même s'analysent les camps, se repèrent les amis et les ennemis. L'histoire de la composition de la classe ouvrière est adossée à l'impérialisme. L'anti-impérialisme est un élément essentiel de l'identité de classe.

L'U.C.F.M.L. avait commencé à formuler cette conception de l'unité français-immigrés dès les années 73., avant le début du mouvement des foyers. La propagande faite sur ces thèmes avait été un point d'appui essentiel pour le déclenchement de la grève, pour la rédaction de la plate-forme. Le large déploiement du mouvement en France dans de nombreux foyers va faire de cette question un grand objectif de masse. Ce qui provoquera l'apparition de différents courants contradictoires au sein des résidents comme du C.C. Répondre aux formes que prenaient ces contradictions, aux formes des débats politiques qu'elles suscitaient, était une tâche de Parti. Intervenir sur les formes de conscience qui progressaient à ce propos, représentait à soi seul une tâche essentielle de la politique de Parti. Les autres grandes tâches étaient de prendre en compte ce que l'existence du mouvement des foyers pouvait signifier et transformer au sein même des situations d'usines, de l'ensemble de la classe ouvrière, et du peuple. Les tâches de parti se jugeaient sur le fond à l'avancée des formes d'organisation de la classe et du peuple., en liaison avec les étapes du mouvement et son renforcement. Nous avons eu trois plans d'épreuve principaux:

* 1) Suivre les processus de conscience et y intervenir pour les transformer dans le sens de l'unité français-immigrés à l'intérieur du mouvement. Sur ce point, nos interventions ont contribué à faire de la 1ère période du mouvement une phase de grande lutte de classe. Après le mois d'Août 76, après l'interdiction du C.C. d'intervenir dans les foyers, notre travail eut du mal à trouver les formes prolongées de liaison aux résidents, tout en gardant une capacité d'intervention et d'interpellation du C.C. lui-même, et des français et immigrés en soutien.

* 2) Il nous semble, et c'est le deuxième point du bilan, que nous n'avons pas eu suffisamment d'indépendance vis-à-vis du C.C. sur la politique à mener sur les usines.

Certes, nous avons eu une politique largement autonome de popularisation de la grève en tant que lutte de classe exemplaire. Nous avons mené par nous-mêmes une campagne contre les mesures Stoléru et les lois anti-immigrés.

Cependant, nous n'avons pas complètement analysé en quoi l'existence de la grève des foyers signifiait, reflétait, une conjoncture politique dont il fallait formuler les caractéristiques en termes tels que cela définissent des tâches et des orientations pour une politique de parti sur les usines.

Sur les usines, nous avons marqué le pas, malgré quelques initiatives locales. Nous y sommes partis beaucoup de la grève des foyers, de ce qu'elle signifiait, de comment elle se développait sur deux fronts. Mais ce n'était pas suffisant; nous n'avons pas su déterminer quelles questions, voire quelles batailles internes à l'usine relevaient de la subjectivité ouvrière offensive dont l'existence du mouvement des résidents était, dans l'espace des foyers, un développement.

Notre implantation d'usine était à l'époque mal stabilisée, la politique des Noyaux Ouvriers Communistes encore à son début.

Ce qui était difficile n'était pas de faire de la propagande pour la grève des foyers, nous l'avons faite, mais de trouver ce qui pouvait se passer, de façon interne aux usines dans l'impulsion du mouvement des foyers. Nous aurions dû avoir des

rapports beaucoup plus importants avec les résidents en grève, non pas sur les foyers, mais sur les usines, à propos des questions concernant l'usine. Nous n'en avons pas trouvé la voie, sauf timidement et avec peu de résultats, à propos des saisie-arrêts sur salaires.

* 3) En ce qui concerne les quartiers, le travail a été fait:

-Dès 1975, les C.P.A.C. s'engagent largement dans un travail d'organisation politique du peuple tant sur le thème de l'égalité des droits que sur celui du logement. Les résultats de ces campagnes ont contribué à l'avancée du programme révolutionnaire du peuple présenté le 1er Mai 78 lors d'un meeting central à Paris.

Il est aussi incarné par la naissance en Novembre 77 des P.A.E. (Permanences Anti-Expulsions, qui prennent acte que l'existence des foyers ouvre à une période de l'unité de classe anti-raciste et pour l'égalité des droits.

L'U.C.F.M.L. a été engagée dans une vaste mobilisation pour l'égalité des droits de toutes les couches du peuple contre les mesures Stoléru, les attentats racistes et fascistes, pour la victoire des foyers.

Le fait que dès 1977, l'U.C.F.M.L. se soit déployée et sur la grève, et, élément nouveau à l'époque, contre les mesures Stoléru et les projets de lois racistes est à nos yeux une authentique politique d'avant-garde: une capacité d'articuler les étapes du mouvement pour l'égalité des droits.

De même, aujourd'hui, l'ensemble du travail réalisé contre la politique raciste et fasciste du P.C.F. a comme arrière la manifestation du Marais à Barbès des 15 Novembre et 13 Décembre 1980 où la lutte contre le racisme et l'antisémitisme passaient par l'engagement politique contre l'État et le P.C.F.

Du point de vue de la constitution d'une force démocratique révolutionnaire, nous avons donc défini une politique propre à la fois contemporaine du mouvement des foyers et différente, définissant ses propres objectifs et ses propres arrière politiques et organisationnels.

DOCUMENTS

AU FOYER SONACOTRA, LA GRÈVE CONTINUE, JUSQU'À LA VICTOIRE ! (30 Avril 75)

Nous, les travailleurs immigrés du foyer Sonacotra, avenue R. Rolland, nous adressons ce tract à tous nos camarades français pour leur faire connaître nos revendications et notre lutte. Nous les locataires du foyer, nous sommes en grève depuis le 27 Janvier 75. Nous réclamons:

-1) NOS DROITS, le contrôle de la gestion du foyer par les locataires, la liberté dans le foyer et le changement du règlement intérieur car le foyer est une vraie prison: pas le droit de visite, ni le droit de réunion, ni le droit d'expression; le gérant surveille tout, il rentre dans nos chambres comme il veut.

-2) LE RETOUR A L'ANCIEN LOYER: on veut nous imposer 2 augmentations de 8% chacune par an; on veut nous faire payer 250 F pour une petite chambre de 6m² séparée de l'autre chambre par une porte.

-3) DES AMÉLIORATIONS DANS LE FOYER: par exemple, le téléphone, insonoriser le foyer, laver les couvertures...

-4) LA DÉMISSION IMMÉDIATE DU GÉRANT RACISTE ET PROVOCATEUR PIERRE TARDIF qui n'a rien installé ni entretenu dans le foyer depuis 71.

On entend souvent dire: la France, c'est le pays de la liberté, mais la liberté pour qui ? Nous, nous disons: dans le foyer Sonacotra, par exemple, nous n'avons aucune liberté, aucun droit, on nous traite comme des prisonniers. Les patrons veulent nous diviser entre Français et Immigrés, à l'usine, au foyer, partout. Les patrons disent toujours: " vous, les immigrés, vous êtes venus ici pour travailler, pas pour faire la

grève ou faire de la politique". Nous nous répondons: c'est vrai que nous sommes venus ici pour travailler. Si les patrons n'avaient pas besoin de nous, nous ne serions pas ici à être exploités comme des esclaves. Mais aujourd'hui nous sommes devenus des ouvriers comme les ouvriers français, alors nous demandons la liberté comme les camarades français, nous demandons les mêmes droits pour tous les ouvriers; nous, nous voulons l'unité de tous les ouvriers, pas la division.

AUJOURD'HUI LA SONACOTRA NOUS ATTAQUE, le gérant monte des provocations contre nous; le gérant et l'inspecteur de la Sonacotra ont parlé d'expulser les délégués et de les faire passer en justice. Mais nous, nous resterons unis pour nous défendre contre toutes les attaques de la Sonacotra. Nous sommes décidés à CONTINUER LA LUTTE JUSQU'A LA VICTOIRE TOTALE.

Pour gagner, nous avons besoin de votre aide et de votre soutien pour agrandir notre force. VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS, AU FOYER SONACOTRA, DANS LES USINES, PARTOUT !

TOUS UNIS DANS LE MEME COMBAT, NOUS VAINCRONS !

Camarades, si vous êtes d'accord avec nous, venez nous voir, venez nous visiter dans le foyer. Vous verrez que ce qu'on écrit est la vérité: vous y verrez nos petites chambres minuscules, la cloison en bois entre 2 chambres, le gérant raciste...

Le COMITÉ DES LOCATAIRES.

PROJET DE PROGRAMME DES FOYERS PAR LE C.P.A.C. DE GENNEVILLIERS -Juillet 1975

Le C.P.A.C. de Gennevilliers propose à tous les camarades des foyers de la Sonacotra de discuter ce texte de programme, afin de faire un programme des foyers et de réunir toutes les forces des camarades des foyers contre le système de prison à prix élevé de la Sonacotra. Il propose aussi que le texte définitif du programme soit

largement diffusé à tous les ouvriers immigrés et français, et à tous les gens du peuple: car la lutte contre les foyers prisons et pour des logements corrects est une lutte dans l'intérêt de tous les gens du peuple.

1. De plus en plus, nous sommes obligés de loger dans les foyers prisons de la Sonacotra. Dans certains endroits, comme Gennevilliers, on est maintenant obligé, pour renouveler ses papiers, d'avoir son adresse dans un foyer ou dans un hôtel: le commissariat n'accepte plus de logement à part.
2. Dans les foyers Sonacotra, les chambres sont grandes comme des cercueils, les murs sont épais comme le papier à cigarette; les draps sont changés au mieux tous les mois les couvertures jamais lavées...

Les foyers Sonacotra ont un loyer cher, même en comparaison des loyers et charges déjà trop chers des HLM : la Sonacotra vole les ouvriers immigrés et s'enrichit sur leurs dos. Il y a une augmentation des loyers tous les 6 mois. Actuellement une chambre de 12 m² coûte 330F par mois (Grésillons, Gennevilliers, Montreuil), une chambre de 6 m² (dans les foyers les plus récents, toutes les chambres ont 6 m² de surface) coûte 270F par mois. Pourtant, la Sonacotra ose prétendre que ce prix n'est pas un loyer, mais comprend seulement le remboursement de ce quelle dépense chaque mois pour nous.

Sous prétexte que nous ne sommes pas des locataires, nous sommes soumis à un règlement de prison. Les points les plus importants du règlement sont: pas de droit de visite, visite seulement jusqu'à 22 heures et si le gérant l'autorise ; pas de droit de réunion, en particulier pas de réunions "politiques" ; pas le droit d'affichage; le gérant a une clef de chaque chambre et peut entrer à tout moment en présence du locataire ou sans lui "s'il y a nécessité" ; un locataire peut être renvoyé avec un préavis de huit jours ou même sans préavis, "si nécessaire" : on a vu souvent des camarades trouver tout bonnement leur porte fermée à clef par le gérant en rentrant

un soir (voir à la fin du texte, le texte complet du règlement).

Les foyers Sonacotra sont de véritables prisons pour les ouvriers.

3. Pourquoi l'Etat bourgeois français met-il la partie immigrée de la classe ouvrière de France dans ces foyers prisons ? C'est justement pour enfermer et isoler les ouvriers immigrés. C'est pour empêcher l'unité de la classe ouvrière de France, et priver les camarades immigrés de tout droit, en les tenant prisonniers, en maintenant sur eux la peur et la surveillance. L'Etat bourgeois cherche à diviser les ouvriers immigrés des ouvriers français par le système des foyers prisons et il cherche aussi à diviser les ouvriers immigrés entre eux. A Villejuif où a eu lieu une bagarre entre ouvriers arabes et ouvriers africains noirs, la direction de la Sonacotra avait fait exprès de séparer les arabes et les africains noirs dans des bâtiments différents, d'empêcher les contacts entre eux et d'entretenir la division. La direction de la Sonacotra est intégralement responsable des incidents qui ont eu lieu à Villejuif: toute sa politique a pour but l'emprisonnement et la division des ouvriers.

Les foyers Sonacotra servent aussi à empêcher les ouvriers immigrés de faire venir leur famille en France, puisque la loi oblige à avoir un logement pour pouvoir faire venir sa famille. Avec le système des foyers, les ouvriers immigrés doivent rester "célibataires", des ouvriers qui travaillent dur et sans rien coûter à l'Etat bourgeois, qui fait par l'intermédiaire de la Sonacotra de grands bénéfices sur leur dos.

4. Les gérants des foyers Sonacotra sont toujours des anciens de l'armée qui ont fait leurs preuves en Indochine et en Algérie. Ils sont des colonialistes et des racistes. Ce sont des gérants provocateurs qui ont pour métier d'organiser la division et la peur: tantôt ils nous traitent comme des enfants, disant par exemple aux africains noirs que les arabes sont des sauvages et qu'on ne peut pas permettre les visites à cause d'eux, et disant aux arabes la même chose sur le compte des africains noirs ; tantôt ils utilisent la répression directe, en apportant au système de la prison

des améliorations de leur cru. Par exemple, au nouveau foyer de la rue Brenu à Gennevilliers, le gérant sous prétexte de vols, a fait poser une clef à la porte donnant accès au 1er étage. Les locataires ont dû payer cette clef, quant aux autres, ils n'ont plus le droit de visite au 1er étage. Au foyer de l'avenue des Grésillons, toujours à Gennevilliers, un grillage a été posé tout autour de la prison, pour bien la séparer de la cité HLM voisine. Les gérants se conduisent dans les foyers comme des dictateurs et des propriétaires qui ont tout pouvoir. Ils louent les chambres vides à la tête du client, souvent en échange d'un "pourboire" qu'ils se mettent dans la poche.

5. L'Etat des bourgeois veut nous enfermer dans les foyers de la Sonacotra comme en prison pour empêcher de nous unir. Mais c'est exactement le contraire qui se passe. Dans les foyers les ouvriers de toutes les nationalités se rencontrent, ils prennent conscience qu'ils sont avant tout des ouvriers, exploités ensemble à l'usine, volés et opprimés ensemble au foyer. Ils prennent conscience que la seule solution, c'est: s'unir et oser se dresser pour imposer les droits des ouvriers, les droits de la classe ouvrière, oser se dresser ensemble contre l'exploitation et l'oppression.

Depuis la grande grève du foyer Sonacotra à Gennevilliers-Grésillons, l'année dernière, les foyers se mettent en grève les uns après les autres. Le foyer Romain Rolland de Saint-Denis est en grève des loyers depuis le mois de janvier 1975 ; les camarades des 14 nationalités du foyer de la rue Robespierre à Bagnolet viennent eux aussi de décider la grève.

Les camarades luttent tous pour les mêmes buts :

-la révision du règlement intérieur

-non aux augmentations, le loyer fixe

-des améliorations dans le foyer telles que téléphone public, frigidaires, lavage des draps tous les 15 jours.

Nous reproduisons à la fin un tract des camarades du foyer Romain Rolland de Saint-Denis.

6. Le mouvement de grève des foyers est un mouvement juste, et il doit s'étendre. C'est un mouvement pour la liberté, contre les prix trop chers et pour les droits des ouvriers en France.

Nous tous, ouvriers algériens, espagnols, français, maliens, marocains, mauritaniens, portugais, sénégalais, tunisiens, turcs yougoslaves, nous fabriquons les richesses qui sont en France nous formons la classe ouvrière de France: le prolétariat international de France. Avant d'être de telle ou telle nationalité, nous sommes des ouvriers. Nous pensons que tous les ouvriers doivent avoir les mêmes droits (pas seulement dans le foyer mais partout). Celui qui travaille a des droits, et le premier des droits, c'est le droit de se révolter, le droit de dire ce qu'on veut et de lutter pour ce qu'on veut.

C'est pourquoi nous disons : mêmes droits politiques pour tous les ouvriers, français et immigrés! Nous devons lutter au coude à coude pour obtenir les libertés politiques pour tous les ouvriers, nous devons lutter au coude à coude contre les foyers prisons de la Sonacotra.

Nous ne devons jamais nous laisser diviser par les manoeuvres de la Sonacotra et de ses gérants provocateurs ; au contraire, nous devons faire l'unité de la classe ouvrière contre la Sonacotra.

Faire l'unité ne veut pas dire que nous sommes tous pareils: il y a par exemple des différences de coutumes, d'habitudes de vie, entre les ouvriers qui ont des origines nationales différentes. Faire l'unité, cela veut dire: respecter les habitudes de chacun, et apprendre les uns auprès des autres, mettre notre expérience en commun, l'expérience des ouvriers de chaque nationalité, afin de mieux lutter contre notre ennemi.

7. Nous proposons ce programme de lutte contre les foyers prisons Sonacotra:

I- Le prix du loyer doit être fixe.

II- Suppression du règlement intérieur. Ce règlement doit être démoli.

III- Reconnaissance du statut de locataire, comme toute personne qui paye chaque

mois un loyer pour le logement qu'il habite. Cela veut dire: interdiction pour le gérant d'entrer dans une chambre, interdiction d'expulser arbitrairement un locataire; et tous les droits qu'ont les locataires de logements d'habitation en France.

IV- Liberté totale de réunion, d'affichage, droit de passer des films...

V- Droit de visite intégral pour chacun.

A ceux qui disent, répétant les paroles de la Sonacotra "si les visites sont permises, ce sera le bordel", nous répondons: le bordel, dans les foyers, vient des murs en papier à cigarettes, comme, d'ailleurs, dans les HLM et tous les logements que les bourgeois construisent pour le peuple. Mais le bordel dans les foyers vient surtout du règlement intérieur et des provocations des gérants qui veulent nous transformer en animaux abrutis. Nous voulons prendre nous mêmes la responsabilité du foyer. Chaque locataire doit être responsable de ses visiteurs. C'est à l'ensemble des locataires de s'occuper de régler les problèmes qui peuvent surgir parmi eux. C'est comme cela que ça se passe depuis plus de 6 mois au foyer Romain Rolland de Saint-Denis, et chacun peut voir que tout marche beaucoup mieux qu'avant, bien que la Sonacotra ait essayé d'envoyer des provocateurs, des maquereaux etc... pour casser la grève.

VI- Renvoi des gérants provocateurs et racistes. A la place, des concierges qui font le travail de concierge et pas de gardien de prison et qui donnent les chambres par ordre d'arrivée, et non à la tête du client.

VII- Amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité dans les foyers : téléphone public, lavage des draps tous les 15 jours, nettoyage et entretien corrects, installation de frigidaires dans les cuisines etc...

VIII- Enfin beaucoup de camarades immigrés habitent dans les foyers parce que on les y oblige. Nous voulons des logements F2, F3, studios, etc... pour tous ceux qui veulent vivre avec leur famille ou qui préfèrent un logement collectif à une chambre individuelle. Nous ne voulons pas des "logements spéciaux" pour "immigrés", mais des logements pour le peuple, corrects et pas chers. (Comment doivent être les

logements du peuple ? C'est à tous les gens du peuple d'en décider. Nous pensons par exemple qu'il faut des salles de réunions dans les immeubles etc...)

Notre premier but, c'est la liberté dans les foyers, et le prix fixe.

Camarades, nous vous proposons de discuter ce programme, de dire vos idées, afin de faire une grande unité des habitants des foyers contre les règlements de prison et les prix chers, pour la liberté et pour avoir une vie d'homme possible dans les foyers.

Le Comité Populaire Anti-capitaliste de Gennevilliers.

Juillet 1975.

**Plate-forme commune de 5 foyers:
Bagnolet-Clichy- Nanterre..Ville-Paris XIII-
St Denis R. Rolland 10/75)**

-1) L'ensemble des foyers en coordination prennent des décisions communes sur chaque point, afin d'éviter éventuellement tout malentendu.

-2) Ils participent également à tous les frais et rédigent ensemble les tracts communs.

-3) Le comité de coordination est indépendant de tout parti politique.

-4) Une plate-forme commune revendicative est soumise à tout foyer désirant se joindre au C.C.

-5) Il sera choisi un seul avocat et expert pour l'ensemble des foyers en coordination. Le choix sera fait par le comité.

-6) Le comité rejette toute négociation foyer par foyer avec la Sonacotra.

-7) Le comité de coordination rejette toute responsabilité sur la question du retard des loyers, étant donné que c'est la Sonacotra qui retarde les négociations.

-8) Plate-forme revendicative :

* Retour à l'ancien prix à l'ouverture de chaque foyer, ou expertise.

* Changement du règlement intérieur, reconnaissance par la Sonacotra des points suivants:

I) droit de visite 24h sur 24 sans différence de sexe, sous la responsabilité des locataires.

II) droit de réunion et libre expression

III) droit de passer des films avec débat libre et autres activités culturelles.

IV) Interdiction d'expulser un locataire; en cas de problème grave, la Sonacotra doit consulter les locataires.

V) Interdiction à tout individu de pénétrer dans les chambres sans l'accord et la présence du locataire, ou du comité, en cas de problème grave.

VI) droit à un tableau d'affichage libre, à la disposition des locataires.

VII) assimilation du statut de résident au statut de locataire: reconnaissance du statut de locataire.

VIII) renvoi de tous les gérants, remplacement par des concierges comme dans les HLM.

Les 5 foyers (ci-dessus) se sont réunis à Bagnolet le Dimanche 5-10-75 à 19h et ont élaboré la plate-forme à l'unanimité. NOUS VOUS INVITONS A PARTICIPER A LA PROCHAINE RÉUNION A BAGNOLET LE DIMANCHE 12-10-

**DANS LA GRANDE LUTTE DES FOYERS SONACOTRA
LA VOIE REVOLUTIONNAIRE
S'AFFRONT A LA VOIE REVISIONNISTE !**

Voilà 15 mois que dans les foyers de la Sonacotra, les ouvriers immigrés ont commencé la grève des loyers :

-pour une baisse des prix des chambres de 100F (à l'heure actuelle 270F pour 6m²) ;

-nouveau règlement intérieur avec droit de visite et de réunion (jusqu'à présent interdits) ;

-renvois des gérants actuels, racistes et fascistes, et remplacement par des concierges.

Depuis 15 mois, cette grève des foyers Sonacotra a déjà remporté de nombreuses victoires qui en fait d'ores et déjà une grande lutte ouvrière anticapitaliste :

-cette grève a montré au grand jour le rôle de la Sonacotra, instrument de la politique de l'Etat bourgeois pour le logement des travailleurs immigrés, politique de parquage et d'isolement des travailleurs immigrés dans des foyers prisons ;

-cette grève, par sa durée, montre la force et la détermination des travailleurs immigrés des foyers : autour de leur Comité de Coordination, organe dirigeant représentatif et non syndical, il ont organisé un grand meeting prolétarien (plus de 3000 ouvriers à la Mutualité le 21 février) puis prouvé leur volonté de s'allier avec l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple dans la manifestation du 24 avril, de plus de 15 000 manifestants français et immigrés (cf autre article) :

-cette grève, ces manifestations, c'est le début de la mobilisation des ouvriers et du peuple autour d'un mot d'ordre, autour d'une exigence révolutionnaire : " l'égalité des droits entre Français et immigrés, égalité totale des droits, y compris politiques ". Brisant le mur de silence et la propagande raciste de la bourgeoisie sur cette

question, la grève oblige les différentes forces politiques à prendre position sur cette exigence de l'égalité des droits, elle permet de voir qui est du côté du peuple et qui est du côté de l'ordre bourgeois.

Comme dans toute mobilisation ouvrière prolongée, comme dans toute force populaire anticapitaliste, les grévistes des foyers Sonacotra ont à s'affronter à toutes les forces bourgeoises et contre-révolutionnaires, qui après les avoir ignorés ou calomniés, essayent par différentes tactiques de les briser :

-l'Etat bourgeois, bien sûr, qui a fait passer le dossier de la Sonacotra au ministre de l'intérieur et qui ne répond aux grévistes que par la répression sauvage (18 grévistes délégués expulsés de France les 8 et 16 avril après matraquages policiers racistes et procédures d'expulsions illégales) ou par des propos racistes et mensongers, comme ceux de Claudius-Petit. PDG de la Sonacotra prétendant par exemple que les ouvriers immigrés ne sont pas assez " responsables " pour avoir le droit de recevoir des visites !

-le PCF et la CGT qui après le silence sur la grève, la calomnie contre le CC, changent maintenant de tactique pour tenter de briser la grève : c'est d'un côté les déclarations publicitaires de Marchais-Séguy contre les expulsions, de l'autre les manœuvres (en alliance avec l'Amicale des Algériens) dans les mairies où ils ont le pouvoir pour déconsidérer le CC et faire négocier foyer par foyer la fin de la grève (par exemple au foyer K. Marx d'Argenteuil ils ont proposé aux résidents travaillant à la mairie que celle-ci paye la moitié de leurs loyers s'ils arrêtaient la grève et négociaient seuls avec la Sonacotra). S'ils sont ainsi complices de la Sonacotra, c'est qu'ils sont une force bourgeoise qui comme toutes les autres est opposée à l'égalité des droits politiques entre Français et immigrés et défend la nature impérialiste de l'Etat français (cf. article sur leur pratique).

De ce point de vue, toutes les forces qui prétendent soutenir le mouvement en recherchant la protection et le soutien du PC, qui prétendent que le travail principal du soutien c'est de quémander des déclarations des centrales syndicales, essayent de

mener le mouvement dans une impasse : quel bel objectif que d'obtenir le soutien des forces bourgeoises, qui ne parlent de la lutte que pour leur jeu électoral (pour apparaître comme des " démocrates " face à la répression) et leur propre projet d'Etat bourgeois (avec le programme commun qui parle de " statut spécial " des immigrés) !

Comme toute grande lutte ouvrière révolutionnaire, la grève des foyers Sonacotra subit l'attaque directe des forces bourgeoises ; mais à l'heure actuelle, à côté de l'attaque directe (répression) se développe la lutte entre deux voies (voie révolutionnaire et voie bourgeoise-révisionniste) à l'intérieur du mouvement et de ceux qui le soutiennent sur le sens de cette grève, sur les moyens de développer le combat pour emporter la victoire.

Plus la lutte prend de l'ampleur et devient un événement politique, plus la lutte entre les voies devient acharnée et sur toutes les questions. La dernière période, depuis la manif du 24 avril ne manque pas d'exemples de cette lutte :

-Une des raisons de la force de la grève, c'est qu'elle est porteuse de l'égalité des droits politiques entre Français et immigrés ; aussi la voie révisionniste s'emploie-t-elle à exclure ce sens fondamental de la lutte. L'Humanité n'a jamais dit un mot de la manifestation du 24 avril, ce qui en dit long sur leur respect des mobilisations ouvrières qu'ils ne peuvent contrôler, mais d'autres forces pseudo-révolutionnaires ont voulu vider de son sens cette manifestation en n'y voyant qu'une manifestation " contre la répression ". Ceux qui veulent transformer la solidarité avec les grévistes en un simple soutien contre la répression, en passant sous silence le juste programme de la grève et sa portée d'ensemble (cf. autre article) veulent en fait empêcher que se lève et s'affirme une nouvelle force populaire porteuse de ce juste mot d'ordre : " égalité des droits ", " Abas l'Etat bourgeois impérialiste, raciste et chauvin " :

-depuis toujours, malgré les attaques de la Sonacotra et les manœuvres des Amicales, les grévistes sont restés unis autour de l'idée : " Négociation avec le seul CC et sur notre plate-forme revendicative ". Idée juste, idée forte qui montre la

volonté des grévistes de diriger eux-mêmes jusqu'au bout leur lutte. N'ayant pu briser directement cette détermination par la répression et l'intimidation, les forces bourgeoises tentent une nouvelle manœuvre : essayer de " noyer " la grève, d'en dessaisir les grévistes par des thèmes du genre : c'est une question qui touche tous les immigrés sur leur problème de logement, nous allons donc faire une " grande négociation " avec... les organisations responsables nationales c'est-à-dire...les syndicats CGT, CFDT... A l'avant-garde de cette propagande ? ces messieurs du PCF et de la CGT bien sûr. Combattre impitoyablement cette voie, tenir ferme sur la négociation avec un CC réellement représentatif par l'élection des résidents des différents foyers en grève, voilà la juste voie qui empêchera que le mouvement perde sa force et son tranchant, ne devienne une mobilisation au service des grandes manœuvres syndicales ;

-la répression s'est abattue sur les grévistes : expulsion de 18 délégués, menace actuellement d'expulsion sur 140 d'entre eux contraints pour certains de vivre dans la clandestinité. Dans cette répression la bourgeoisie ne respecte souvent même pas sa propre légalité : aussi la bataille juridique doit-elle être engagée, les avocats mobilisés. La mobilisation des avocats est utile : mais faire croire qu'elle seule suffit pour obtenir la victoire, qu'il suffit d'attendre le résultat des démarches juridiques c'est démobiliser les grévistes, c'est vouloir faire croire que les démarches juridiques sont plus importantes que le lutte de classe elle-même pour vaincre l'ennemi bourgeois. Mépriser les initiatives juridiques (recours devant le conseil d'Etat annulant les expulsions, procès contre les expulsions de la Sonacotra) est une erreur ; mais mettre cela en avant pour ne plus parler de la nécessité actuelle de nouvelles grandes initiatives (meetings, manifestations, rassemblements...) réunissant les grévistes et toutes les forces du peuple prêtes à les soutenir serait une erreur encore plus grande. Tous ceux qui opposent le " juridique " à la mobilisation de masse veulent réduire celle-ci et s'opposent à de grande initiatives centrales, ils veulent en fait casser le mouvement, l'enliser dans une " guerre de tranchées " qui

serait meurtrière pour les grévistes ! Vive la mobilisation offensive des grévistes et du peuple !

Voilà quelques-unes des questions sur lesquelles à l'heure actuelle se joue la lutte entre les 2 voies : le développement sur des bases claires d'une mobilisation populaire révolutionnaire autour des grévistes ou l'enlisement dans une mobilisation au service du programme commun.

Dans cette lutte entre les deux voies qui se déroule à l'heure actuelle, soutenir la voie révolutionnaire c'est avoir les idées claires sur :

-la nature de classe de cette lutte : lutte des travailleurs immigrés faisant l'unité entre eux en brisant tout racisme, mais aussi lutte d'un détachement de la classe ouvrière. Lutte que toute la classe ouvrière doit soutenir car avançant dans la constitution du Prolétariat International de France, à travers le mot d'ordre " Egalité des droits politiques ", lutte qui montre que les ouvriers immigrés ne sont pas seulement des frères de combat mais aussi des frères de classe des ouvriers français :

-la nature du soutien : face à la tentative de mettre cette grande lutte à la remorque des syndicats et de l'Union de la Gauche, d'en faire la façade " démocratique " du PCF à bon marché, la tâche pour tous les révolutionnaires est de populariser la nature anticapitaliste de cette grève, son rôle d'avant-garde dans l'offensive populaire contre la crise. Le véritable soutien à la grève des foyers Sonacotra, c'est l'édification d'une force nouvelle, l'organisation dans les usines et les quartiers d'un camp populaire anticapitaliste puissant capable de populariser cette grève, de montrer sa force et sa nouveauté : c'est à quoi nous travaillons en édifiant des Comités Populaires Anti-Capitalistes, les CPAC.

Dans les C.P.A.C., s'organisent les ouvriers et gens du peuple décidés :

- à soutenir les justes luttes anti-capitalistes des ouvriers et du peuple ;
- à soutenir l'autonomie du mouvement de masse ;
- à lutter pour l'égalité complète des droits entre les Français et les immigrés.

Les COMITES POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES, organisations qui

regroupent les éléments révolutionnaires du peuple ont dans beaucoup d'endroits, discuté la lutte des ouvriers de la Sonacotra ; ils ont décidé de la populariser, d'expliquer son sens ouvrier et populaire.

Quand à nous, les maoïstes de l'U.C.F.M.L., nous soutenons fermement le mouvement de masse dans les foyers Sonacotra, son juste programme, son autonomie contre les manœuvres du PC-CGT et leurs alliés ; nous apportons notre appui au Comité de Coordination qui réunit les délégués élus dans les foyers et qui lutte contre toutes les tentatives d'infiltration.

Nous soutenons la vie politique dans les foyers et les assemblées générales des résidents qui doivent discuter de la grève, de tous les problèmes de la grève et du soutien sur les usines et les quartiers.

L'UCFML a fait connaître dans les usines, marchés, quartiers, facultés, la lutte des foyers Sonacotra et son programme.

L'UCFML montre que c'est une grande lutte du prolétariat international de France, une grande lutte du peuple contre le capitalisme en crise.

-VIVE LE JUSTE PROGRAMME ET LA JUSTE LUTTE DE LA SONACOTRA !

-A BAS LES FOYERS-PRISONS ! A BAS LES GERANTS RACISTES ET FASCISTES !

-EMPECHONS TOUTE NOUVELLE EXPULSION !

-VIVE L'AUTONOMIE DU MOUVEMENT VIS A VIS DE TOUTES LES FORCES BOURGEOISES ET REVISIONNISTES !

-POUR UN LARGE SOUTIEN POPULAIRE !

-POUR L'EGALITE COMPLETE DES DROITS ENTRE LES OUVRIERS FRANÇAIS ET LES OUVRIERS IMMIGRES, RALLIONS LES CPAC !

Lettre ouverte aux camarades délégués du COMITE DE COORDINATION des foyers Sonacotra en grève.

Paris, le 15 octobre 1976.

Camarades,

Des divergences sérieuses ont opposé, début août dernier, l'unité de l'U.C.F.M.L. détachée au mouvement de grève des foyers Sonacotra, et le Comité de Coordination.

Par la présente lettre, nous voudrions faire le point sur ces incidents en en saisissant l'ensemble des camarades délégués du Comité de Coordination, leur rappeler que dès le 10 août à la réunion du comité de soutien central, nous avons fait publiquement notre auto-critique, et enfin leur présenter les éléments du bilan critique et auto-critique que nous avons tiré de notre côté.

Nous comptons aussi sur votre appui pour faire connaître notre véritable position et faire en sorte que ne se propagent pas des propos calomnieux à notre égard et qui seraient, désormais, sans fondements. Par cette lettre, nous entendons également réaffirmer notre soutien à la lutte des résidents de la Sonacotra sur leur juste plateforme revendicative, et au Comité de Coordination, dont nous reconnaissons pleinement le rôle d'organe de direction du mouvement.

Avant d'entrer dans l'analyse des faits en question, nous voudrions tout de même, pour mémoire, souligner un certain nombre de choses: d'abord, le caractère momentané de notre erreur, opposé à la longue pratique de soutien que notre organisation a apporté à la lutte dès ses origines. En outre, que notre soutien aux luttes du prolétariat immigré est une longue pratique de notre part. Notre organisation l'U.C.F.M.L. a toujours mené campagne contre les foyers-prisons (par exemple était partie prenante du déclenchement de la lutte du foyer des Grésillons en 1974).

Aux Grésillons comme à Gennevilliers, comme dans la présente grève Sonacotra, nous nous sommes en outre toujours opposés radicalement aux ennemis du peuple : P"C"F, CGT, Amicale des Algériens ou des Marocains ... et avons

toujours été fortement aux côtés des résidents dans leur lutte contre ces ennemis infiltrés. Un long travail de masse nous lie aux résidents de certains foyers comme par exemple Romain-Rolland depuis près de 4 ans.

faut-il rappeler que dès les origines de la grève, nous avons été à la tête de la lutte pour la reconnaissance du Comité, de Coordination comme direction démocratique et seule représentative des résidents en grève, et que nous avons développé un soutien à la mesure des forces de notre organisation aux initiatives centrales prises par celui-ci (appui et appel au meeting de février) ? Que nous avons mobilisé nos militants contre les expulsions du mois d'avril, et veillé avec un soin particulier à la bonne sécurité des délégués, depuis le début et dans des conditions évidemment souvent difficiles ? Ou encore, appelé massivement à la manifestation de Barbès sur les thèmes: " Vive la grève des foyers Sonacotra ! ", " Vive le Comité de Coordination ! " et " Non aux expulsions, Français-Immigrés, égalité des droits ! ". De plus nous avons été particulièrement actifs, à la Commission Culturelle aussi bien pour assurer les projections de films dans les foyers que pour travailler au projet du film du Comité de Coordination, et également participé à un certain nombre de comités de soutien locaux. Mentionnons aussi que le 12 juin dernier à Paris, l'U.C.F.M.L. organisait un important meeting centré sur la question de l'égalité des droits politiques entre Français et immigrés, qui donnait un large écho à la grève Sonacotra et à son caractère exemplaire. Ajoutons enfin que nous avons maintenu une présence militante pendant toute la période d'été pourtant en général largement désertée.

Voilà, camarades, un rappel qui nous parait relativement important si l'on veut donner sa juste mesure au problème qui nous occupe actuellement. A la fin du mois de juillet et au début d'août, une situation nouvelle s'est développée où des contradictions entre nous et le Comité de Coordination se sont fait jour, portant, de manière immédiate, sur la question des négociations. En effet, après l'échec de l'entrevue de Colombes fin juillet, et partant d'une analyse partielle de la situation

d'ensemble, mettant surtout en avant les dangers que représentait la période de vacances (fragilité de certains foyers, éclaircissement voire disparition des comités de soutien, menaces de répression etc...), l'unité UCF croit que des négociations sont nécessaires et soutien cette orientation. S'appuyant au contraire sur une analyse des points forts du mouvement et non sur ses points faibles, le Comité de Coordination se prononce pour la poursuite du mouvement. Le 9 août, les masses des résidents du foyer de Garges, en Assemblée générale, tranchent clairement contre les négociations et pour la poursuite de la grève, démontrant la fausseté de notre position sur cette question. Le lendemain même, nous reconnaissons au soutien central que nous nous sommes trompés et réaffirmons sans ambiguïté notre soutien au mouvement et au Comité de Coordination. Voilà pour les faits.

Nous demandons donc au Comité de Coordination de prendre acte de cette prise de position, et de la rectification que nous avons immédiatement entamée. Nul n'est à l'abri de l'erreur, mais à nos yeux le propre d'une organisation marxiste-léniniste maoïste est de savoir reconnaître ses erreurs, d'en faire minutieusement le bilan critique et autocritique, et d'en tirer des conclusions pour les appliquer dans la pratique.

En contradiction flagrante avec la ligne de l'UCFML telle quelle avait été définie et jusqu'alors toujours appliquée à l'égard du mouvement Sonacotra, l'équipe d'intervention a donc commis une double erreur :

- 1) n'avoir pas respecté la décision du Comité de Coordination de refuser de nouvelles négociations, et ceci en contradiction avec notre ligne de soutien aux décisions du Comité de Coordination, seul représentant du mouvement et direction démocratique qu'il s'est donnée.

- 2) de plus, le contenu de la divergence met en évidence une erreur d'un autre type, également importante: en effet l'appréciation que nous avons eue de la situation, et à laquelle les résidents -et les faits- sont venus donner tort sans attendre, tient à une incontestable insuffisance de notre liaison de masse et de notre pratique

d'enquête à ce moment.

La pratique effective de la liaison de masse, l'enquête, constituent en effet un principe fondamental dans les organisations marxistes-léninistes, et on ne saurait y manquer sans s'exposer à de graves erreurs. Ce n'est du reste un mystère pour personne que c'est l'application sérieuse de ce principe qui nous a mis en mesure d'être aux tous premiers rangs du soutien à la lutte Sonacotra dès l'époque de son déclenchement, de reconnaître dès les tous débuts la justesse du mouvement et de sa plate-forme, de reconnaître la justesse et la représentativité de la direction qu'il s'est donnée.

Nous espérons que les camarades du Comité de Coordination voudront bien prendre acte de ces éléments de bilan et de notre auto-critique.

Ceci dit, nous réaffirmons fermement notre soutien à la lutte des résidents des foyers Sonacotra, notre appui de principe au Comité de Coordination sur la base de sa plate-forme revendicative et de sa plate-forme concernant le soutien. Nous sommes résolument engagés à appuyer ses initiatives centrales comme nous l'avons déjà réaffirmé le 10 août, c'est à dire aujourd'hui en soutenant l'appel au meeting du 23 octobre et en y apportant toute notre contribution matérielle, financière, et militante.

Par la même occasion, nous fondant sur une proposition du Comité de Coordination avancée au soutien central concernant les rapports avec les organisations révolutionnaires qui soutiennent la lutte, nous vous exprimons, camarades, notre souhait de vous rencontrer.

Recevez, camarades, nos salutations marxistes-léninistes.

Equipe d'intervention de l'UCFML détachée au mouvement de grève des foyers Sonacotra.

Lettre de l'U.C.F.M.L. au comité des résidents du foyer Romain Rolland de Saint-Oenis le 6/7/1977

Tout d'abord, nous voudrions vous rappeler que l'U.C.F.M.L. est une organisation dont le projet politique est de construire en France le PARTI DU PROLÉTARIAT INTERNATIONAL, un parti capable de diriger la lutte de la classe ouvrière et du peuple vers la révolution socialiste, vers le communisme.

Vous savez, comme nous, que ce parti n'existe pas. Le Parti communiste français qui s'affirme dans les mots être le parti du prolétariat a trahi de longue date les intérêts de la classe ouvrière et du peuple, et s'est transformé en nouveau parti bourgeois, défendant les intérêts de la bourgeoisie bureaucratique. C'est pourquoi ce parti s'oppose tous les jours à la volonté populaire, aux programmes des luttes du peuple, et en particulier à la lutte des résidents des foyers Sonacotra.

Ce parti (PCF) a pour politique de logement, une politique de division et d'embrèvement du peuple, celle de loger les immigrés dans des foyers-prisons.

Mais, Camarades, CONSTRUIRE UN NOUVEAU PARTI COMMUNISTE nécessite un long travail. Un parti révolutionnaire ne se construit pas en chambre. Il se construit au feu de la lutte de classes, dans les grandes luttes authentiquement populaires.

Tous les ouvriers, tous les gens du peuple doivent en discuter librement. Discuter de quel type d'organisation on a besoin, comment la construire, autour de quel programme, pour déterminer quelle politique d'ensemble avoir aujourd'hui en France.

* Il est nécessaire que les ouvriers les plus conscients étudient l'histoire des luttes des classes ouvrières et des peuples du monde entier, et s'emparent du marxisme, du léninisme, du maoïsme.

* Il est nécessaire, en s'appuyant sur la volonté du peuple, d'avancer dans

l'élaboration du programme de la révolution et de renforcer les organisations qui y travaillent: les Comités Populaires Anti-capitalistes : les CPAC.

* Il est nécessaire de poser partout à la classe ouvrière, la grande question de la construction d'un nouveau parti du prolétariat international.

* C'est pour remplir ce rôle historique que l'UCF.ML a été créée; c'est dans ce but que l'U.C.F.M.L propose à tous les ouvriers et en particulier aux résidents du foyer de Saint-Denis de participer à l'ECOLE OUVRIERE, au C.P.A.C. et de construire des NOYAUX COMMUNISTES d'ouvriers maoïstes.

Ensuite, Camarades, nous voudrions vous dire que le travail du Comité de Résidents et du Comité de Coordination, et le travail politique de l'U.C.F.M.L. n'est pas le même travail.

Celui des Comités de Résidents et du Comité de Coordination est un travail qui vise à faire l'unité des résidents pour abattre les foyers-prison, pour gagner le retour de tous les camarades expulsés, en un mot pour gagner autour de la plate-forme revendicative.

Le travail de l'U.C.F.M.L. n'est pas le même. Bien sur nous sommes contre les foyers-prison, contre la politique de division du peuple qu'organisent les deux bourgeoisies, nous sommes pour le retour de tous les camarades, parce que nous sommes contre toutes les expulsions et pour l'égalité des droits politiques entre français et immigrés. C'est pour cela d'ailleurs que nous soutenons, et nous avons été les seuls à le faire depuis le tout début, les résidents, les Comités de Résidents et le Comité de Coordination dans leur lutte contre la Sonacotra.

Mais le travail de l'U.C.F.M.L., c'est de construire le parti dont nous avons parlé, un travail politique différent de celui des Comités de Résidents ou du Comité de Coordination. Certains liés au PCF, à la CGT ou à l'Amicale des Algériens, voudraient faire de cette différence une contradiction qui nous oppose aux résidents. C'est là une tentative de dépolitisation des ouvriers pour les livrer aux révisionnistes et syndicalistes. La politique de l'U.C.F.M.L. : remettre aux ouvriers la grande

question de la construction d'un nouveau parti du prolétariat ne peut que renforcer la conscience de tous.

Dans cette deuxième partie de notre réponse, nous aimerions faire quelques remarques sur le contenu de la lettre que nous avons reçue.

I) Vous affirmez dans votre lettre que notre organisation est contre l'autonomie des travailleurs, et plus loin, qu'elle sera jugée par les travailleurs français.

Nous ne sommes pas d'accord avec la séparation que vous faites entre les français et les immigrés. Notre organisation n'est pas une organisation française, mais l'organisation des maoïstes en France quelles que soient leurs nationalités. Dans nos rangs militent des immigrés comme des français. Si notre organisation est jugée "bonne" ou "mauvaise", c'est par l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple, par les français comme par les immigrés.

D'autre part, si nous avons toujours soutenu l'autonomie du Comité de Coordination comme direction du mouvement des foyers Sonacotra face à l'ensemble des offensives bourgeoises, nous pensons que l'idée de l'autonomie des travailleurs immigrés par rapport aux travailleurs français est une idée fausse, une idée bourgeoise qui renforce la division, qui affaiblit tout le prolétariat.

Dans la lutte de classes en France, développer des organisations spéciales pour les immigrés, c'est la même chose que le "statut spécial de l'immigration" du P.C.F. Organiser les immigrés à part des français, c'est la voie de la défaite.

Ceci dit, nous soutenons les camarades immigrés à s'organiser sur les problèmes politiques de leur pays; et nous avons toujours lutté contre l'interdiction et la dissolution de leurs organisations.

VIVE L'UNITE FRANCAIS-IMMIGRES. EGALITE DES DROITS POLITIQUES. EN AVANT POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI DU PROLETARIAT INTERNATIONAL DE FRANCE.

2) Construire le camp du peuple

Dans votre lettre, vous partez d'une analyse qui veut cloisonner et accroître la division entre les différentes fractions du peuple. Quand vous nous dites "vous n'êtes pas du foyer", "on a pas besoin de vous", "on a pas besoin de vos idées, de vos analyses" , " allez faire du travail là où vous habitez et dans les usines où vous travaillez", vous renforcez la division entre français et immigrés, la division dans les quartiers entre les gens du peuple qui habitent des foyers ceux qui habitent des HLM ou de vieux appartements.

Nous, au contraire, nous sommes pour que l'unité français-immigrés soit une réalité quotidienne et une réalité politique. Dans les quartiers nous soutenons toutes les initiatives qui vont dans ce sens. Liberté des visites, équipes culturelles français-immigrés, équipes sportives français-immigrés...

Nous construisons pas à pas l'unité du camp du peuple. Ce n est que dans la recherche de cette unité que pourra se construire une force d'ensemble français-immigrés qui soit capable de soutenir chaque lutte, (en particulier la lutte des foyers). C'est pourquoi, nous soutenons partout en France l'édification des C.P.A.C. Nous les soutenons dans leur projet d'édifier l'unité de toutes les couches du peuple autour d'un même programme révolutionnaire.

3) A propos de l'analyse que vous faites dans votre lettre entre l'U.C.F.M.L. et le P.C.F.-C.G.T. :

Le P.C.F. et la C.G.T. sont des ennemis non pas parce qu'ils discutent avec les résidents (comme vous le dites dans votre lettre), mais parce que leur politique est une politique bourgeoise de division et d'embrigadement du peuple elle divise les français des immigrés en logeant les immigrés dans les foyers-prisons contrôlés par des gérants racistes, les français dans les HLM-casernes, elle divise également les vieux des familles avec des asiles pour vieillards, les jeunes des vieux etc..

Ce sont des ennemis parce qu'ils entrent dans les mairies qui sont des institutions de la bourgeoisie et qu'ils y mènent une politique bourgeoise et raciste. Ils font par exemple propagande sur le thème qu'il ne faut pas plus de 10 % d'immigrés dans les

villes, en particulier celles où ils détiennent les mairies.

Ce sont des ennemis parce que dans la grande lutte des résidents des foyers Sonacotra, leur but n'est pas de lutter contre les foyers-prison, mais de gérer la Sonacotra et de mettre en place un système de comités qui leur permettent de contrôler les foyers. C'est pourquoi le P.C.F. et la C.G.T. ont depuis le début attaqué la lutte, calomnié le Comité de Coordination, essayé de diviser les français des immigrés, divisé les camarades expulsés etc... C'est pourquoi à plusieurs reprises, ils ont organisé concrètement avec la Sonacotra des négociations dans le dos du Comité de Coordination et sur une base contraire à la plate-forme, contraire à la volonté des résidents.

Camarades, chercher à établir une confusion, un amalgame entre l'U.C.F.M.L. et le P.C.F.-C.G.T. n'est pas sérieux. Les camarades du foyer de Saint-Denis connaissent depuis longtemps les militants de l'U.C.F.M.L.. Bien avant la grève, les résidents ont toujours considéré les gens de la C.G.T. et du P.C.F. comme des ennemis, et les militants maoïstes comme des amis de longue date.

Un peu d'histoire, Camarades! Qui vous a soutenu :

-en 1971 pour le droit de visite contre Tardiff,

-au printemps 72 toujours contre Tardiff, pour soutenir deux résidents portugais dont les portes avaient été fermées par le gérant,

-en 72-73 pour l'unité de toutes les nationalités par des interventions sur la Palestine et la sécheresse au Sahel,

-en 74 par la diffusion du tract contre les foyers-prison pour soutenir la grève du 115 avenue des Grésillons à Gennevilliers,

-depuis janvier 1975 par un soutien total à la grève (soutien politique et matériel) dont par exemple :

* Soutien politique pour l'élaboration de la plate-forme et la rédaction de tracts

* Diffusion de tracts sur les marchés de Saint-Denis et de Gennevilliers

* Soutien à la constitution du Comité de Coordination

* Service d'ordre pour le Comité de Coordination aux négociations de décembre 75, janvier-février 76

* Soutien au meeting de novembre 75

* Soutien au meeting de février 76

* Hébergement au moment des expulsions

* Participation active à la manifestation d'avril 76

* Large mobilisation à l'ensemble des portes ouvertes

* En juillet 76, participation aux rassemblements de Bobigny

* Soutien au meeting d'octobre 1976. celui de 77 et à la fête de juin 77, large mobilisation des camarades aux tribunaux qui statuaient sur les saisies-arrêts sur salaires,

* diffusion large et régulière des tracts et collage des affiches des Comités de résidents et du Comité de Coordination... etc...

Camarades du Comité de Résidents de Saint-denis dans quel but cherchez-vous à créer la confusion entre l'U.C.F.M.L. et le P.C.F.-C.G. T. ?

Encore quelques questions:

Pourquoi dites-vous que l'U.C.F.M.L. a organisé des négociations avec la Sonacotra en Aout 76. et aurait dit à des résidents d'arrêter la lutte ? Pourquoi de tels mensonges ? Certes, il y a eu des problèmes entre nous au mois d'août, mais de ceux-là, nous nous sommes expliqués par une lettre publique envoyée au Comité de Coordination et aux Comités de résidents et qui a clos, à nos yeux comme, aux yeux des délégués de la Coordination, ces incidents.

Pourquoi ne pas afficher la lettre du mois de juin 77 qu'un de nos camarades vous a envoyée, et que vous critiquez, de façon à ce que tous les résidents puissent la lire et se faire un point de vue sur sa nature ? Notre camarade par ailleurs, qui par cette lettre vous demandait de participer au Comité de soutien, vous re-confirme sa demande et attend toujours de vous une réponse.

Dans quel but transformer le contenu de discussions qui se sont tenues dans

l'Assemblée Générale qui a eu lieu dans la semaine du 6 avril ?

Il est regrettable que des camarades qui s'affirment démocrates puissent aussi facilement transformer la vérité et l'histoire.

Enfin, camarades, soyons sérieux; travaillons à l'unité et débattons des difficultés qui nous opposent. En fait, quel est le problème qui se pose ici entre le Comité des Résidents du Foyer et les militants maoïstes ?

C'est celui de la liberté politique dans les foyers.

Ce que met en cause le Comité des Résidents, c'est le fait que l'U.C.F.M.L. discute directement de politique avec les résidents.

* Quant à nous, nous sommes résolument pour la libre expression politique dans les foyers. Certains répondent à cela, qu'alors le P.C.F. et la C.G. T. auraient la possibilité de faire leur travail de division et de trahison et qu'il est nécessaire d'établir une réglementation des entrées et des visites. Nous disons à cela que, jusqu'à maintenant, quand le P.C.F. et la C.G.T. voulaient intervenir, ils ne s'en sont jamais privés. Mais que par contre, à chaque fois, la grande masse des résidents conscients de la nature réactionnaire des révisionnistes, les ont toujours expulsés. L'exclusion de l'ennemi ne se fait pas par décret, mais seulement à partir du moment où sa nature réactionnaire a été débattue et discernée par la masse des résidents. Pour nous, il n'existe de réglementation que celles qu'impose le mouvement de masse lui-même. Le libre débat politique de masse doit être respecté.

* Les interventions politiques de l'U.C.F.M.L. n'ont jamais eu pour conséquence d'affaiblir le mouvement. Certes nos interventions suscitent des débats. Mais ce n'est jamais dans le flou qu'une politique prolétarienne forte se développe. Chaque fois qu'il y a débats, c'est qu'il y a besoin de clarifier et ceci renforce le mouvement. Que les interventions des maoïstes suscitent des débats est une bonne chose car cela permet de renforcer les positions prolétariennes face à celles des révisionnistes au sein même de la classe ouvrière. Le fait de porter au sein des masses ouvrières la question de la construction de leur parti communiste de " type nouveau, du parti

maoïste, est un facteur qui renforce la conscience politique de tous, qui permet qu'avance l'unité de la classe ouvrière, que s'organisent des forces politiques au service des justes luttes du peuple. Ces forces peuvent parfois même avoir pour effet d'aider certains foyers à se mettre en grève et à rejoindre le mouvement comme celui d'Ivry .

Enfin, camarades, nous voudrions vous dire qu'à notre avis, les différends que nous avons, ne doivent pas nous empêcher de réaliser l'unité face à la situation actuelle : une nouvelle offensive très dangereuse que lancent les révisionnistes du P.C.F. et de la C.G. T. contre le mouvement des foyers.

Depuis deux mois la C.G.T., la C.F.D.T., et F.O. négociaient une nouvelle fois derrière le dos des résidents et du Comité de Coordination afin de casser la grève. Mais cette tentative s'est heurtée à la détermination des résidents. Devant ce nouvel échec, les révisionnistes changent de tactique. Aujourd'hui ils affirment avoir rompu les négociations (Voir l'Humanité du 1er juillet 77) et ils essaient de s'infiltrer dans le mouvement lui-même en déclenchant des grèves dans certains foyers sur une autre base que celle de la plate-forme du Comité de Coordination (pour la seule annulation de l'augmentation des loyers, celle de 6,5 % qui doit prendre effet en ce mois de juillet 77), et sous une autre direction, un deuxième comité de coordination fantoche et à leur solde.

Leur tentative est d'autant plus dangereuse que certains comme à Garges, le samedi 25 juin, et au tribunal de Gonesse, le mardi 28 juin, leur donnent la parole, les faisant passer pour des amis des résidents et pour un soutien efficace et de longue date.

Ceux qui leur donnent la parole et les font passer pour des amis sont les mêmes qui depuis toujours ont essayé d'empêcher les maoïstes de s'exprimer, les ont calomniés odieusement, sinon physiquement lorsqu'ils dénonçaient les agissements du P.C.F.-C.G.T., afin de chercher à les discréditer et de créer artificiellement des contradictions entre le Comité de Coordination et eux. Leur but est d'affaiblir le

mouvement et de le livrer aux projets des syndicats.

Camarades, dans cette situation, à notre avis, l'heure est à l'unité entre ceux qui :

- * luttent contre les foyers-prisons
- * luttent pour le retour de tous les camarades expulsés de France et pour le droit pour les immigrés à faire de la politique,
- * dénoncent les manoeuvres des révisionnistes
- * cherchent à organiser autour des résidents un camp populaire qui soit un véritable et authentique soutien populaire à leur lutte,
- * reconnaissent l'autonomie et la direction du Comité de Coordination dans cette grande lutte.

Nous devons renforcer notre unité en débattant démocratiquement de tous les problèmes qui peuvent naître entre nous, et nous espérons avoir rapidement avec le Comité de Résidents une telle discussion.

**POUR LA VICTOIRE DES RESIDENTS CONTRE LES FOYERS PRISON,
POUR LE RETOUR DE TOUS LES CAMARADES EXPULSES,
POUR L'UNITE FRANÇAIS-IMMIGRES, POUR L'EGALITE DES DROITS.**

Salutations Communistes,

Les Maoïstes de l'U.C.F.M.L. de Saint.Denis

Le 6 juillet 1977

N.B. : nous tenons à la disposition du Comité des Résidents, des reproductions de cette lettre, afin que tous les résidents puissent en prendre connaissance.

Lettre de l'U.C.F.M.L. au Comité de Coordination (22 Novembre 1979)

Camarades,

Nous vous envoyons cette lettre pour marquer tout d'abord notre soutien à la nouvelle orientation tactique que vous avez exposée publiquement le vendredi 16 Novembre et qui est résumée dans votre texte-communicé distribué au même moment.

Notre soutien, car malgré la violence des attaques de l'État, de la Sonacotra et cie et la difficulté réelle de la situation aujourd'hui, ce texte montre simultanément :

1. Votre volonté de ne pas renier les acquis de votre lutte depuis 5 ans, bien au contraire de continuer à s'appuyer sur ses acquis ; principalement :

-votre propre existence, le Comité de Coordination, comme organe dirigeant autonome du mouvement des foyers et les comités de résidents.

-les transformations conquises pendant 5 ans de lutte dans la vie réelle des foyers, de la limitation de fait du rôle des gérants aux seules tâches administratives, jusqu'à la pratique concrète du droit de visite, de réunion, d'organisation...

-l'avancée dans l'unité français-immigrés, dans l'exigence de l'égalité des droits, sans compromission avec ceux qui ont constamment tenté de la saboter (P"C" F en tête...)

2. Votre volonté de ne pas tomber non plus dans des positions "catastrophistes", jusqu'au-boutistes qui risqueraient d'amener l'écrasement complet de la lutte des foyers. Cette nouvelle orientation traduit à notre avis le fait que vous êtes tout à la fois :

-à l'écoute des préoccupations légitimes des résidents, face aux multiplications des expulsions, saisies-arrêt et autres basses attaques,
-que vous entendez jouer votre rôle d'organisation dirigeante, c'est-à-dire tenir compte du rapport de force d'ensemble qui existe aujourd'hui, rapport de force favorable à la Sonacotra et à l'État et qui exige un certain nombre de concessions provisoires (dont celle, majeure, d'engager des négociations dirigées par un ou plusieurs comité de résidents sur la base définie par le Comité de Coordination et sous contrôle des Assemblées Générales, en s'appuyant au maximum sur les lieux encore forts de la résistance). Et, dans cette situation, de donner les justes directives aux comités de résidents, à savoir la mobilisation pour imposer des négociations directs avec la Sonacotra sans attendre les expulsions elles-mêmes qui rendent toujours la situation plus difficile (dispersion des résidents, arrivée en force des mairies PCF et CGT...)

Soyez donc assurés de notre soutien le plus efficace possible dans cette nouvelle bataille de résistance que vous engagez. Avant d'en venir aux conditions dans lesquelles à notre avis s'engage cette bataille et les propositions concrètes que nous pouvons faire, nous voudrions revenir rapidement sur la période précédente (été, rentrée)

-Pendant cet été et au début de la rentrée, c'est un fait que des divergences sont apparues sur certains points entre vous et notre organisation. Nous voudrions apporter sur ces points quelques précisions :

1. En ce qui nous concerne, nous avons toujours considéré d'éventuelles divergences comme des différences de point de vue au sein du peuple, pouvant et devant être débattues dans cet esprit là. Car si nos organisations ont des natures, des rôles différents (vous, direction d'un mouvement de masse attaquant une des bases, l'inégalité des droits français-immigrés, de la société impérialiste française ; nous, organisation politique maoïste travaillant à organiser l'avant-garde ouvrière et

populaire en France), elles sont à nos yeux toutes les deux dans le même camp, celui du peuple, contre toutes les forces bourgeoises (de Giscard à Marchais).

Ceci est lié au fait que nous vous avons toujours reconnu comme étant la direction du juste mouvement des foyers. De ce point de vue, nous avons depuis 5 ans soutenu comme point essentiel d'exiger la reconnaissance du Comité de Coordination comme LE SEUL dirigeant de ce mouvement. Ceci est pour nous un point fondamental, de notre ligne politique, il n'a jamais été question de l'abandonner. Son absence éventuelle dans tel tract ou position d'une de nos instances n'est et ne doit être considérée que comme un oubli regrettable et erroné.

Ceci devait être clairement rappelé.

2. Il est exact par ailleurs :

-que nous avons désapprouvé l'orientation consistant à ne travailler qu'avec des organisations " de masse ", syndicales, dans la lutte contre les lois racistes ou dans le soutien à votre mouvement, orientation matérialisée le 29 septembre à Garges. Désapprobation non pas dans le fait que vous cherchiez à élargir le camp de ceux qui vous soutiennent, mais dans L'EXCLUSIVITE portée alors contre les organisations politiques, la nôtre en particulier. Car cette position amène DE FAIT à se couper de forces vives, actives dans la lutte contre les lois et le soutien à votre mouvement (forces matérialisées entre autres dans la manifestation du 16 juin et la marche du 1er Juillet). Ce n'est donc pas une simple question " tactique" , de " forme" (que les organisations "apparaissent" -sous-entendu , pour se montrer). C'est la question de l'affaiblissement ou du renforcement du camp réellement anti-raciste et déterminé contre les lois.

De ce point de vue, nous souhaitons que l'unité qui semble se réaliser, et à laquelle vous comme nous attachez de l'importance, pour la manifestation du 1er décembre, puisse se poursuivre dans la conjoncture difficile de résistance face aux multiples attaques de l'État

-que ces positions de l'été nous ont semblé avoir des effets dans une faiblesse relative des ripostes nécessaires à telle ou telle attaque contre les foyers (Sannois, Aulnay, Gennevilliers-foyer du Port, début de l'affaire Bouaziz...) Retards, qui en se prolongeant pouvaient mettre en grand danger l'existence d'ensemble du mouvement des foyers.

" Vive la plate-forme du Comité de Coordination ! " traduisait pour nous dans cette période notre soutien inconditionnel au mouvement, tout en rappelant ce qui en avait fait la force réelle. Jusqu'alors, sa plate-forme et sa direction.

Pour conclure ce point, nous pensons qu'il est aussi du rôle d'une organisation politique d'avant-garde d'exprimer clairement sa position en fonction de l'analyse d'une situation concrète (et à s'autocritiquer si nécessaire).

Les critiques, fraternelles, mais à notre avis justifiées de telle ou telle de vos orientations participent aussi pour nous du SOUTIEN REEL au mouvement des foyers. Car la formulation dans de bonnes conditions de notre point de vue d'éventuelles critiques liées à des propositions concrètes, a pour objectif pour nous de soutenir le débat sur ces questions. Nous savons tous qu'une situation nouvelle (comme, par exemple, nouvelles attaques Sonacotra-PCF comme en septembre-octobre) amène toujours dans un premier temps, des débats, voire des hésitations dans le mouvement.

Se taire complètement serait en fait une marque de désintérêt par rapport à la victoire, d'indifférence par rapport aux points de vue défaitistes. Comme le montre le simple soutien, sans aucun point de vue critique, de ceux qui masquent par là leur non-engagement réel et concret à vos côtés. Dans cette période d'ailleurs, à la mesure de nos moyens, nous nous sommes toujours efforcés d'être à vos côtés, aux côtés des résidents au moment des attaques les plus dures et avons développé notre propre travail (Aulnay, Kanouté, Gennevilliers, Nanterre, Garges ...), pas pour des raisons de "publicité" mais parce que cela est à nos yeux le vrai critère du soutien

réel.

-Pour revenir maintenant à la situation actuelle, nous pensons que la victoire de votre orientation actuelle va exiger une dure bataille politique.

1. Contre la Sonacotra, qui va maintenir sa pression par les jugements et menaces d'expulsions, mais aussi sous de nouvelles formes (amplification des saisies-arrêt, attaques judiciaires crapuleuses, comme l'affaire Bouaziz en est peut-être un avant-goût, provocations de gérants et menaces d'expulsion de France). Car elle pense " arracher la victoire" rapidement, adossée aux attaques racistes d'ensemble de l'Etat.

2. Contre le PCF qui va continuer ses coups de force dans les foyers, ses attaques sur le thème "vous voyez bien, on avait raison depuis longtemps de vouloir négocier foyer par foyer". (cf: article de l'Humanité du 19 novembre)

3. Contre les points de vue " jusqu'au-boutistes" et en fait défaitistes que cette situation difficile peut développer. Positions de ceux qui refuseraient de voir la nature prolongée et politique du combat engagé, et qui se traduisent dans la réalité par des opinions du genre "c'est foutu, il faut tout lâcher, accepter n'importe quel compromis, ou alors mourir la tête haute". Nous ne négocierons jamais, quitte à quitter tous la France".

Pour ces raisons, nous pensons indispensable que votre initiative d'envois de lettres de négociation à la Sonacotra, après débat dans les foyers et Assemblées Générales de mobilisation, soit renforcée par une grande campagne d'ensemble sur les enjeux de cette nouvelle bataille, sous le thème général: " imposons à la Sonacotra des négociations avec les seuls comités de résidents".

Quelques conditions importantes à nos yeux pour que cette campagne soit la plus efficace possible, en plus de votre travail de mobilisation interne dans les foyers :

1. Que cette bataille, comme vous l'avez d'ailleurs vous-mêmes mentionné, soit constituée autour du front commun derrière le Comité de Coordination le plus large

possible. Toutes les forces réellement mobilisées seront nécessaires, sans exclusive d'aucune sorte.

2. Que les thème d'ensemble de cette campagne soient bien élaborés. Dès aujourd'hui. il nous semble important de s'orienter sur :

-des thèmes contre la Sonacotra en tant que telle. En montrant le caractère politique et crapuleux de la poursuite de ses attaques, pour montrer que son éventuel refus de négocier traduirait sa volonté d'écraser le mouvement plus que de résoudre le conflit (par ex. qu'elle préfère fermer un foyer plutôt que négocier). Ceci viserait à élargir, reconstituer un courant démocratique, une opinion publique favorable au mouvement, contre la Sonacotra.

-des thèmes contre le PCF, avec preuves à l'appui, qu'il cherche à tout contrôler pour mieux écraser la juste lutte des foyers. Nous avons commencé nous-mêmes un dossier des tracts les plus "significatifs " de leur attitude mensongère, réactionnaire et raciste (à propos de Gennevilliers et de Bouaziz, Nanterre, Villejuif...); ce travail peut-être élargi, repris par vous sous forme de "livre noir" de leurs méfaits ou toute autre forme.

-des thèmes montrant L'IMPORTANT POUR TOUS de soutenir cette phase de votre combat. Car elle traduit une capacité, même dans des moments difficiles, de repli, pour maintenir l'autonomie d'organisation et de négociation des seuls comités de résidents et Comité de Coordination (or tout le monde sait que c'est une question sur laquelle butent souvent des mouvements d'usine, des luttes de quartier, de lycée ...). Car elle est pratiquement le seul combat de résistance réel dans une situation d'ensemble en France aujourd'hui plutôt marquée par la débâcle ou l'écrasement des mouvements de révolte.

A travers ces thèmes, et d'autres, il est probablement possible de montrer concrètement à tout ouvrier, toute personne du peuple, que soutenir votre combat

pour de justes négociations aujourd'hui, travaille à développer sa propre force à lui contre les attaques de l'État qu'il subit lui-même. Ceci peut être un point de nouveauté pour rallier de nouvelles personnes en soutien à votre bataille.

3. Que des moyens et des formes de propagande nouveaux soient constitués :

-en matériel, il y a votre texte-communicé, il y a votre projet de faire un numéro de votre journal. Il est à notre avis possibilité d'envisager du matériel commun (ou de vous) comme une affiche centrale, ainsi que de discuter l'idée d'une pétition ou autre forme politique de soutien à l'ouverture des négociations, l'arrêt des expulsions...

Un camarade, lors de la réunion d'information du vendredi 19, avait également parlé d'une collecte de soutien: cela nous semble également juste.

Enfin un matériel (tract) adapté plus particulièrement à telle ou telle situation ou force (usines, lycées, immigrés habitant dans les cités, jeunes des foyers ...) donnerait aussi plus de force à cette campagne.

-dans les formes d'information et de mobilisation , trouver à cette occasion des moyens de mobilisation commune, soit par des réunions publiques dans les foyers, soit par des initiatives au niveau d'une ville, d'une région et plus largement ensuite, comme une mobilisation parisienne regroupant les résidents et tous ceux qui les soutiennent.

4. A notre avis, il faut que cette campagne et ces échéances soient le plus rapidement possible discutées, engagées. Il nous semble que la manifestation du 1er décembre sera en partie un point d'appui public à son lancement au niveau de masse. Nous savons tous que la force du mouvement des foyers est une composante importante de la lutte réelle contre les lois, même si elle n'en est pas la seule.

Nous sommes quant à nous décidés à engager une campagne prolongée de soutien à votre orientation et à vos initiatives, dès après cette date du 1er

décembre. Nous espérons pouvoir discuter, dans les modalités qui vous conviennent des premières propositions contenues dans cette lettre et d'autres, dès que vous le souhaitez.

Salutations militantes